



Phénomènes émergents liés aux drogues

Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2018

Tendances récentes et nouvelles drogues



Grégory Pfau
Grégoire Flye Sainte Marie
Catherine Pecquart
(Association Charonne-Oppelia)

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : Introduction et Méthodologie.....	3
Introduction.....	3
Méthodologie.....	5
Le rapport TREND 2018 relatif à l'Île-de-France.....	5
1/ Organisation et modalités de fonctionnement du dispositif TREND au niveau national.....	6
A/ L'objet de l'observation.....	6
B/ Les espaces d'investigation.....	6
C/ Le dispositif.....	7
D/ Les outils de collecte mis en œuvre localement.....	8
2/ Les méthodes de travail utilisées à Paris et en Seine-Saint-Denis en 2018.....	9
A/ L'observation des usages dans l'espace urbain et dans les espaces festifs.....	9
B. Des structures en contact avec des usagers de drogues.....	11
C/ Les groupes focaux.....	11
D/ La rédaction du rapport.....	13
CHAPITRE 2 : Une approche transversale des observations.....	14
Environnement festif.....	14
Environnement Urbain.....	16
Le métro, lieu visible et bruyant d'achat et de consommation de crack.....	17
Les Groupes d'usagers identifiés dans les territoires du 93:.....	18
Focus : Les MNA maghrébins de la Goutte d'Or.....	20
Poursuite de tendance : Aulnay-sous-bois : Un environnement urbain abritant des scènes ouvertes dans des conditions délétères... ..	23
Vaste plan d'aménagement de l'espace urbain à Aulnay...vers un réaménagement du trafic ?.....	26
Prévention-RDRD-Sanitaire (innovations ou évolutions).....	27
Développement de l'analyse de drogues comme outil de RdR.....	28
Tableaux des surdoses mortelles à Paris en 2018.....	29
Répression.....	32
Marché des drogues.....	34
Développement des livraisons et centrales d'appel (Paris et Seine-Saint-Denis).....	34
La livraison à domicile : Entre livreurs indépendants et centrales d'appels.....	35
Le « cocaïne call center » de Montreuil démantelé en 2018, un exemple illustrant la tendance du moment en IdF :.....	37
Apparition des « revendeurs à la journée » en Seine-Saint-Denis.....	38
Poursuite de la diversification des modes d'accès aux produits en Seine-Saint-Denis.....	39
Les filières guyanaises de cocaïne en augmentation significative (groupe focal Police 2018).....	39
CHAPITRE 3 : L'approche par produits.....	41
Alcool.....	41
Héroïne.....	41

Buprénorphine.....	48
Méthadone.....	50
Skenan-Moscontin	52
Opium Rachacha	54
Cocaïne	54
Crack – Free Base	58
Ecstasy- MDMA	64
Amphétamine-Speed.....	66
Méthamphétamine.....	68
Cannabis.....	70
LSD	72
Kétamine	73
Nouveaux produits de synthèse (NPS).....	76
Poppers.....	79
GHB-GBL.....	79
Benzodiazépines (BZD)	81
Rivotril (clonazepam)	82
Artane.....	Erreur ! Signet non défini.
Protoxyde d’azote	85
Annexe 1 : Lettre du sneg&co a la prefecture de police de paris	87
Annexe 2 : Information/alerte en addictovigilance	90

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé au dispositif TREND Île-de-France en 2018 et, en premier lieu, les observateurs de terrain, Matthieu LOVERA et Vincent BENSO (espaces festifs et espace urbain). Leur travail constitue un élément déterminant de ce dispositif.

Merci aux usagers dont les contributions (groupes focaux, entretiens ethnographiques...) sont primordiales pour constituer ce rapport.

Nous remercions aussi pour leur précieuse collaboration au dispositif TREND les équipes des structures intervenant auprès des usagers de drogues (Aides, Charonne-Oppelia, Ego/STEP, Nova Dona, Sida Paroles/Lapin Vert, Techno+, Gaïa, Proses, Aurore 93, Yucca) et les acteurs de terrains sans qui ce rapport ne pourrait exister (participants aux groupes focaux, professionnels de santé et fonctionnaires de police, éducateurs et intervenants RdR). Merci au dispositif « Fêtez clairs » et au dispositif IFI pour leur participation et l'intérêt qu'ils portent au dispositif TREND.

Merci à la Préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, au Secrétariat général (SG), à la Direction de la modernisation et de l'administration (DMA) notamment M. Olivier ANDRÉ, directeur de la DMA et chef de projet MILDECA de PARIS. Merci à la Direction départementale de la cohésion sociale de Paris (DDCS 75), au Pôle politique de la ville intégration et prévention (PPVIP), à M. Stéphane FAURE, chargé de mission prévention. Enfin merci à Mme Gina ZOZOR, chargée de mission prévention des addictions à la MILDECA.

Nous remercions aussi l'ensemble des participants des groupes focaux application de la Loi (représentant des commissariats de Paris et de Seine-Saint-Denis, la brigade des stupéfiants, les douanes, la brigade des réseaux franciliens...). Merci à Mme BRUSAFERRO, procureur adjointe au tribunal de Bobigny pour sa précieuse aide et son soutien indispensable dans l'organisation du Groupe focal application de la loi 93.

Merci aux participants des groupes focaux sanitaires (représentants des CSAPA, CAARUD, ELSA, unités d'addictologie hospitalières, services d'urgences, de réanimation et CEIP) qui apportent chaque année des éléments fondamentaux pour décrire les phénomènes récents liés aux drogues. La régularité de leur participation contribue grandement à l'élaboration des tendances.

Nous remercions également l'Agence Régionale de la Santé (ARS) Île-de-France pour leur financement qui a permis d'étendre le dispositif parisien à l'Île-de-France. Nous remercions particulièrement Mme Delphine VILAIN, responsable du Département Personnes en Difficultés Spécifiques – Addictions – Direction de la Promotion de la Santé et de la Réduction des Inégalités (Paris) ainsi que Mme Agnès MALET-LONGCOTE, Responsable du département Prévention Promotion de la Santé – Pôle Santé Publique (Seine-Saint-Denis).

Merci à Mr Thibaud WILLETTE, directeur de la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques (MMPCR) au conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et à Aurélie DEZIMEUR, cheffe de projet pour l'aide qu'ils nous ont apporté.

Un grand merci à Charonne – Association Oppelia pour leur aide à la réalisation de ce rapport et tout spécialement à notre directrice Catherine PEQUART pour son soutien sans faille.

Enfin, nous remercions l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) dont le financement a permis la réalisation de cette étude ainsi que l'équipe du pôle TREND de l'OFDT, Agnès CADET-TAÏROU, Magali MARTINEZ, Michel GANDILHON, Victor DETREZ, et merci à Clément GEROME, pour son soutien et sa relecture.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

INTRODUCTION

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) a mis en place depuis 1999 un dispositif national intitulé TREND, Tendances Récentes Et Nouvelles Drogues, visant à repérer les nouvelles tendances de consommation de produits psychoactifs. En 2008, ce dispositif est composé d'un réseau de sept sites d'observation en France métropolitaine et l'OFDT en assure la coordination nationale.

La coordination de chaque site d'observation est en revanche réalisée au niveau local. Depuis mars 2009, l'OFDT a confié la coordination du site TREND Île-de-France à l'Association Charonne.

Au niveau de chaque site, ce dispositif repose sur le recoupement des informations obtenues selon différents types de démarches : une observation de type ethnographique dans les espaces festifs (alternatif techno et gay) et dans l'espace urbain, la réalisation de groupes focaux associant, d'une part, des professionnels du champ sanitaire et, d'autre part, des acteurs de la police, et enfin des groupes d'usagers, la passation de questionnaires qualitatifs auprès d'équipes en charge de structures de première ligne (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues, CAARUD) et d'associations de réduction des risques intervenant dans les événements festifs.

MODIFICATION DU SITE TREND A PARIS EN 2017

Si jusqu'en 2002, la Seine-Saint-Denis et Paris étaient observées conjointement via le dispositif TREND Île-de-France, en 2003 l'ensemble du dispositif a été recentré sur le seul département de Paris. En effet, le but était de multiplier les sites d'observation dans cette ville et réduire au maximum la possibilité qu'un phénomène puisse totalement échapper à l'observation issue du dispositif TREND. De 2003 à 2016, TREND Île-de-France est donc devenu TREND Paris.

Jusqu'en 2016, le périmètre d'observation de l'espace urbain était alors théoriquement limité par le périphérique, le site TREND Paris n'ayant pas les moyens d'explorer réellement au-delà, même si le site s'est toujours efforcé de suivre les usagers des squats du Nord-Est Parisien, lorsqu'ils étaient amenés à se déplacer hors des limites de la capitale. De même, l'organisation du trafic amenait à regarder au-delà du périphérique, sans pour autant pouvoir dégager une vision très précise.

Le champ d'observation de l'espace festif suit dans la région, voire au-delà, les populations festives parisiennes. L'espace festif gay est essentiellement intra-muros. Ainsi, tous les départements d'Île-de-France représentent des terrains d'étude encore très peu explorés à ce jour.

Or les informations disponibles montrent que chacun de ces départements a ses spécificités, ses zones de trafic connu des usagers et de la Police, et ses types d'usage différents. La banlieue, en particulier plus on s'éloigne de Paris, connaît des contextes d'usage très éloignés des particularités de la capitale comme en témoignent les intervenants des CAARUD. Nous ne disposons aujourd'hui que de peu d'éléments concernant l'organisation de la revente, le profil des usagers-revendeurs, le parcours d'implication dans les trafics, les caractéristiques socio-économiques des personnes habitant et achetant en banlieue (qu'ils fréquentent ou non les CAARUD).

Surtout, les rapports TREND Paris montrent de plus en plus clairement le développement des phénomènes au niveau de l'agglomération (Paris et sa banlieue). Le site a par exemple, mis en avant l'existence d'un trafic très important de cocaïne, héroïne et cannabis dans la petite couronne, sollicité par des usagers parisiens allant acheter des produits en banlieue. Le trafic de crack serait en expansion (jusqu'en Essonne), mais nous manquons d'éléments à ce stade pour affiner et décrire ce trafic et les populations qui le sollicitent. Peu d'éléments sont disponibles concernant l'organisation de la revente, le profil des usagers-revendeurs, le parcours d'implication dans les trafics, les caractéristiques socio-économiques des personnes habitant et achetant en banlieue (qu'ils fréquentent ou non les CAARUD).

Après plusieurs années d'observation sur la ville de Paris, grâce aux structures et organismes partenaires et aux usagers de drogues, l'ethnographie de terrain du dispositif TREND parisien est bien ancrée et pérenne.

Par conséquent, nous avons souhaité depuis 2017 élargir les observations à l'Île-de-France, et pour cela, débiter par un premier département hors Paris. La Seine-Saint-Denis a été sélectionnée pour des raisons quasi « évidentes ». D'une part, des phénomènes notables d'usage et de trafic de drogues s'y déroulent et d'autre part, les phénomènes parisiens débordent sur ce département. La situation de la zone géographique attenante à Paris n'est pas tout à fait inconnue, même si elle garde un certain flou, soulignant l'intérêt de mener des investigations plus poussées. En outre, des ressources pour accéder au terrain y sont déjà identifiées.

Le département de Seine-Saint-Denis recouvrant une superficie considérable, nous avons débuté l'extension de TREND sur quatre villes que nous avons choisies pour leur forte exposition à l'usage et au trafic de stupéfiants, ainsi qu'aux dommages qui en découlent :

- Aulnay Sous-Bois et Sevran
- Montreuil
- Saint-Denis
- Bondy

En 2018, le terrain d'observation s'est étendu à d'autres communes de Seine-Saint-Denis.

L'objectif est de pouvoir étendre le projet TREND-SINTES IdF sur d'autres départements d'Île-de-France dans un futur proche.

MÉTHODOLOGIE

LE RAPPORT TREND 2018 RELATIF À L'ÎLE-DE-FRANCE

Le présent rapport relatif à l'observation TREND en Île-de-France en 2018 comprend trois chapitres :

- Le premier présente la méthode de ce dispositif d'observation ;
- Le deuxième propose une approche transversale des observations et présente les caractéristiques des usagers, les contextes de consommation dans les espaces festifs et l'espace urbain, les produits consommés et leur mode d'usage, les actualités sanitaires, la répression ainsi que l'organisation des trafics. Ce deuxième chapitre intègre aussi 4 focus : les pratiques de co-injections, les groupes d'usagers du 93, les mineurs non accompagnés de la goutte d'or ainsi qu'un exemple de « call center » de Montreuil.

Le troisième chapitre traite des usages avec une approche par produit. Sont ainsi abordés :

- L'Alcool
- Les Opioïdes : l'héroïne, la buprénorphine, la méthadone, le sulfate de morphine, l'opium
- Les stimulants : Cocaïne, le crack, la MDMA, les amphétamines et la méthamphétamine
- Les hallucinogènes : Cannabis, champignons hallucinogènes, le LSD, la kétamine
- Les Nouveaux produits de synthèse (NPS)
- Les solvants : GHB-GBL, protoxyde d'azote, poppers
- Les médicaments psychotropes non opiacés : benzodiazépines, Artane® (trihexphénidyle), Lyrica® (prégabaline)

Pour chacun des produits, une dizaine d'items différents ont été proposés, permettant au lecteur de trouver l'information recherchée rapidement :

- Appellation (les différents noms donnés au produit)
- Description des consommateurs
- Disponibilité et accessibilité
- Effet
- Mode d'administration (moyen de consommer le produit)
- Offre – composition : Données sur la composition du produit et sur le trafic associé
- Prix
- Régulation (association du produit avec d'autres produits psychoactifs dans un objectif de modification des effets)
- Santé

1/ ORGANISATION ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF TREND AU NIVEAU NATIONAL

L'objectif du dispositif TREND de l'OFDT est de fournir aux décideurs, aux professionnels et aux usagers, des éléments de connaissance sur les tendances récentes liées aux usages, essentiellement illicites, de produits psychotropes en France et d'identifier d'éventuels phénomènes émergents. Ceux-ci recouvrent, soit des phénomènes nouveaux, soit des phénomènes existants non détectés ou documentés par les autres systèmes d'observation en place. La mise à disposition précoce d'éléments de connaissance vise à permettre aux différents acteurs investis dans le champ de la toxicomanie d'élaborer des réponses en termes de décisions publiques, d'activité ou de comportement.

A/ L'OBJET DE L'OBSERVATION

Le dispositif TREND vient en complément des grandes sources traditionnelles d'information.

En termes de population, TREND s'intéresse essentiellement aux groupes de population particulièrement consommateurs de produits psychoactifs. En termes de produits, il est orienté en priorité sur les substances illicites ou détournées, à faible prévalence d'usage, lesquelles échappent aux dispositifs d'observation classiques en population générale. Dans ce cadre, six thématiques principales ont été définies, qui structurent les stratégies de collecte et d'analyse des informations :

- les groupes émergents d'utilisateurs de produits,
- les produits émergents,
- les modalités d'usage de produits,
- les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de drogues,
- les perceptions et les représentations des produits,
- les modalités d'acquisition de proximité.

B/ LES ESPACES D'INVESTIGATION

Sur les différents sites TREND, les deux espaces principaux d'observation sont l'espace urbain et l'espace festif techno.

L'espace urbain, défini par TREND, recouvre essentiellement le dispositif des structures de première ligne devenues CAARUD (Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues) en 2006 : boutiques et PES (Programme d'échange de seringues) et les lieux ouverts (rue, squat, etc.). La plupart des personnes rencontrées dans ce

cadre sont des usagers problématiques de produits illicites dont les conditions de vie sont fortement marquées par la précarité.

L'espace festif techno désigne les lieux où se déroulent des événements organisés autour de ce courant musical. Il comprend l'espace techno dit « alternatif » (free parties, rave parties, teknivals, squats d'artistes), mais aussi les clubs, les discothèques ou les soirées privées.

Le choix de ces deux espaces se justifie par la forte probabilité de repérer, parmi les populations qui les fréquentent, des phénomènes nouveaux ou non encore observés, même s'ils ne sauraient épuiser à eux seuls la réalité de l'usage de drogues aujourd'hui en France.

À l'intérieur de chacun de ces espaces évoluent des populations d'usagers très différentes, allant des personnes les plus précaires fortement marginalisées aux usagers socialement insérés. Depuis quelques années, on observe une porosité croissante entre ces espaces, liée notamment à l'existence d'une population précarisée constituée de jeunes « errants » qui fréquentent tant les structures de Réduction Des Risques en milieu urbain (structure de premières lignes ou CAARUD) que les événements festifs techno du courant alternatif.

Il est important de rappeler que ce dispositif se concentre sur des groupes de populations spécifiques beaucoup plus consommatrices de produits psychotropes que la population générale d'âge équivalent. Les constats qui en découlent ne peuvent donc être généralisés à l'ensemble de la population.

C/ LE DISPOSITIF

Le dispositif TREND est principalement structuré autour de sept coordinations locales dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif s'appuie sur :

- Des outils de recueil continu d'informations qualitatives mis en œuvre par le réseau de coordinations locales ;
- Le dispositif SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances), système d'observation orienté vers l'étude de la composition toxicologique des produits illicites. [...] ;
- Des enquêtes quantitatives récurrentes, notamment Ena (enquête nationale) -CAARUD, menées auprès des usagers des [...] CAARUDs ;
- Des investigations thématiques qualitatives pour approfondir un sujet (par exemple investigation cité 93, étude crack Paris.) ;
- L'utilisation des résultats de systèmes d'information partenaire à savoir :
- L'enquête OPPIDUM (Observation des produits psychotropes illicites ou détournés de leur utilisation médicamenteuse) des CEIP (Centres d'évaluation et d'information sur les pharmacodépendances) réseau dépendant de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) : description annuelle des usagers de CSAPA

(Centres de Soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) principalement et de leurs usages de substances psychoactives.

- Le système d'information DRAMES (Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances) des CEIP, outil de recueil des décès liés à l'abus de substances ou de médicaments psychotropes signalés par les différents laboratoires partenaires réalisant des analyses toxicologiques dans le cadre médico-légal. Il permet l'identification des substances impliquées dans les décès des personnes pharmacodépendantes ou ayant fait un usage abusif de substances psychoactives, médicamenteuses ou non, à l'exclusion de l'alcool ou du tabac.
- Les enquêtes sur les usages de drogues en population générale : le Baromètre santé (INPES/OFD) et l'enquête ESCAPAD (OFDT).
- Les données de l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) qui portent sur les statistiques d'activité policière et, jusqu'en 2005, sur les décès par surdose.

L'ensemble des données locales est analysé et synthétisé par les coordinations locales, travail à l'origine des rapports de sites. Chacun d'entre eux rend compte de l'état des usages de substances dans le cadre de l'agglomération concernée.

Chaque site fournit :

- une synthèse des observations de l'année,
- une base de données qualitatives (notes ethnographiques, comptes rendus des groupes focaux, etc.) indexées selon une stratégie commune à tous les sites.

Les informations fournies par chaque site et les données nationales transmises par les systèmes d'information partenaire font l'objet d'une mise en perspective au niveau national à l'origine du rapport TREND.

D/ LES OUTILS DE COLLECTE MIS EN ŒUVRE LOCALEMENT

Les outils de collecte dont disposent les coordinations locales sont les suivants :

- Les observations de type ethnographique sont réalisées dans les espaces urbains et festifs techno par des enquêteurs familiers du terrain. Ils s'intéressent particulièrement à la consommation de produits psychoactifs et aux phénomènes associés (préparation, vente, sociabilités spécifiques). Ces observateurs sont recrutés par le coordinateur local. Chacun est tenu de transmettre chaque trimestre ses observations. À Paris, trois notes de synthèse par espace sont rédigées au cours d'une année.
- Les questionnaires qualitatifs reposent sur des questions ouvertes adaptées à la réalité de chaque espace et portant sur chacune des substances faisant partie du champ d'investigation du dispositif TREND. Pour l'espace urbain, les questionnaires sont remplis, en collaboration avec le coordinateur, par les équipes des structures « bas

seuil » partenaires du réseau local. Pour l'espace festif techno, les questionnaires sont renseignés par des associations travaillant sur la réduction des risques.

- Le recours aux groupes focaux s'inspire de leur utilisation par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) lors de diagnostics rapides de situation. Il s'agit de réunir des personnes concernées par une thématique commune, mais ayant des pratiques et des points de vue diversifiés. Il est ainsi possible d'observer des convergences d'opinion (ou des divergences) sur l'absence, l'existence ou le développement de tel ou tel phénomène. On peut ainsi produire de manière rapide des connaissances sur des évolutions relativement récentes. Les coordinateurs ont en charge quatre types de groupes focaux :
- Les groupes focaux sanitaires (GFS), qui rassemblent des professionnels investis dans la prise en charge sanitaire non exclusive d'usagers de drogues (addictologue, psychiatre, urgentiste, infirmière, généraliste, infectiologue, etc.),
- Les groupes focaux « Police » (GFP), qui réunissent des professionnels de l'application de la loi amenés à rencontrer fréquemment des usagers de drogues (police, brigade des stupéfiants, etc.),
- Des groupes focaux composés d'usagers (GFU) ou d'ex-usagers impliqués ou non dans des groupes d'auto support.
- Des groupes focaux composés de différents intervenants dans la prévention et la réduction des risques et des dommages.

2/ LES MÉTHODES DE TRAVAIL UTILISÉES À PARIS ET EN SEINE-SAINT-DENIS EN 2018

La collecte des données pour le site TREND en Île-de-France concerne l'ensemble du territoire de la ville de Paris et le département de Seine Saint Denis. Le dispositif a tenté de favoriser l'accès le plus large aux informations et le recoupement de celles-ci, afin d'en garantir une plus grande fiabilité.

A/ L'OBSERVATION DES USAGES DANS L'ESPACE URBAIN ET DANS LES ESPACES FESTIFS

Depuis 2003, le recueil des données de type ethnographique (ou observation des usages) dans le dispositif TREND est réalisé, dans l'espace urbain comme dans les espaces festifs, sous la responsabilité d'une personne chargée de mettre en place un réseau d'observateurs de terrain (ou « informateurs » ou « observateurs-clés ») disposant, indépendamment de leur participation au dispositif TREND, d'informations sur les consommations de produits psychoactifs.

Ces observateurs, souvent eux-mêmes usagers de drogues, permettent de favoriser un accès à un nombre d'informations d'autant plus élevé que leur composition est hétérogène, en termes

d'accessibilité à un groupe (âge, sexe, produits consommés, quartiers et événements festifs fréquentés, etc.).

La responsabilité de cette observation en 2018 a été confiée :

- Dans l'espace urbain à Matthieu Lovera (éthnologue) pour Paris et à Vincent BENSO (sociologue) pour la Seine-Saint-Denis.
- Dans les espaces festifs à Vincent Benso (Sociologue).

Durant la période 2018, neuf notes de synthèse ont été réalisées (trois notes pour chaque espace d'investigation). Chacune des notes de synthèse (d'une quinzaine à une trentaine de pages), a été organisée selon le plan suivant :

- Les aspects méthodologiques : sources d'informations, lieux du recueil, limites au recueil, etc.
- Les contextes de consommation : par exemple, pour l'espace urbain, les lieux de vie des usagers, le recours aux structures de prise en charge, les trafics, etc. Pour les espaces festifs, les caractéristiques des consommations selon les lieux, les types de fêtes, etc.
- Les produits consommés : la disponibilité, l'accessibilité, le prix, la perception du produit, les contextes d'usage, les modes de préparation et d'administration, les caractéristiques des consommateurs, etc.

Dans l'espace urbain, les notes d'observations ont été réalisées principalement selon la méthodologie utilisée les années précédentes :

- Lors d'entretiens réalisés auprès d'usagers observateurs ayant déjà pris part au dispositif d'observation, et auprès d'usagers y participant pour la première fois,
- à partir de discussions plus ou moins formelles avec des intervenants en réduction des risques (RDR),
- à partir de rencontres avec des habitants de quartiers concernés par la présence de scènes visibles de deal et de consommation,
- à partir de rencontres avec des revendeurs de drogues.

Dans les espaces festifs, les notes d'observations ont également été réalisées à partir de différents témoignages recueillis auprès de personnes fréquentant divers types d'espaces festifs.

Les observations ont en effet porté à la fois sur des personnes fréquentant des événements technos de type alternatif (free parties, teknivals), et sur des personnes fréquentant des espaces festifs commerciaux (clubs, discothèques, bars, soirées privées, concerts etc.) de différentes cultures musicales, avec néanmoins une dominante pour les musiques électroniques.

En 2018, les informations ont été recueillies dans différents contextes :

- Lors de sorties de prospection et d'observation dans des discothèques, des lieux « branchés », des fêtes privées, des bars, etc. ;
- Lors d'entretiens avec des organisateurs de soirées « House » et/ou « Electro » en club privé, avec des teufeurs plus ou moins investis dans le milieu communautaire techno ;

- Lors d'entretiens avec des personnes intervenant dans le champ associatif relatif aux drogues, militants ou personnels associatifs, qui fournissent également des informations relatives aux consommations.

B. DES STRUCTURES EN CONTACT AVEC DES USAGERS DE DROGUES

Les structures partenaires du dispositif TREND de la région Île-de-France ont été sollicitées en 2018 pour la réalisation d'enquête qualitative par questionnaire (QBS), mené auprès des équipes de CAARUD, ainsi que d'associations de Réduction Des Risques intervenants dans les espaces festifs, visant à réaliser un état des lieux de l'usage de drogues dans l'espace urbain et les espaces festifs.

Comme chaque année, cette enquête a été conduite lors du dernier trimestre.

Espace urbain :

- Aides : Paris, 1er arrondissement
- Charonne, espace femmes et Centre Beaurepaire / République : Paris 10e
- Nova Dona : Paris 14e
- Espoir Goutte d'Or (Accueil EGO) : Paris 18e
- STEP : Paris 18^e
- Association Gaïa : Salle de Consommation à Moindres Risques, Paris 10e
- Proses : Saint-Denis et Montreuil
- Association Aurore : Aulnay-Sous-Bois
- Yucca groupe SOS : Bondy

Espace urbain et espaces festifs :

Sida Paroles/Lapin Vert : structure mobile conduisant, dans l'espace urbain (principalement sur le campus de l'université de Paris-X Nanterre), des actions de prévention en direction de jeunes, notamment qui fréquentent les espaces festifs.

C/ LES GROUPES FOCaux

À la suite de l'animation des groupes focaux « sanitaire » et « Police », un compte rendu de chacun des groupes, réalisée par Charonne avec l'aide de la société Lire et écrire, a été adressé à tous les participants pour validation.

Les professionnels de santé ainsi que les fonctionnaires de police réunis lors des deux groupes focaux permettent, du fait de leur structure de rattachement et/ou de leurs zones d'intervention différenciées, d'accéder à de nombreuses informations : hôpitaux, services, secteurs différents

pour les professionnels de santé, arrondissements des commissariats, services différents pour les fonctionnaires de police.

Le groupe focal « Sanitaire » était principalement composé de praticiens (médecins généralistes, psychiatres, urgentistes, pharmaciens, psychologues) intervenant dans des Équipes de liaison et de soin en addictologie (ELSA), dans des Centres de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA). En 2018, les structures suivantes étaient représentées pour les groupes focaux sanitaires de Paris et Seine-Saint-Denis :

- Paris : Service de Toxicologie de l'Hôpital Poincaré (Garches), ELSA de la Pitié-Salpêtrière, ELSA de l'Hôpital Bicêtre, CJC du CSAPA Pierre Nicole, CHU Robert Debré, Centre médical Marmottan, Service de Réanimation et SMUR de l'Hôpital Lariboisière, CEIP-A de Paris, Association Gaïa, CSAPA Charonne, Centre de Santé Sexuelle le 190.
- Seine-Saint-Denis : Clinique des platanes à Épinay-sur-Seine, CSAPA CMS de Stains, CSAPA CMS La Courneuve, ELSA Avicenne, CSAPA La Mosaïque Montreuil, CSAPA Rabelais Montreuil, CSAPA du Corbillon Saint-Denis, CSAPA Avicenne, CSAPA Elsa de la Fontaine Saint-Denis, Communauté Thérapeutique Aubervilliers.

Le groupe focal « Police Paris » est composé du coordonnateur régional et chef de projet MILDECA de la Préfecture de Paris et de ses adjoints ainsi que de fonctionnaires de police des 14e et 18e arrondissements de Paris et de différents services : brigade des stupéfiants de Paris, Service de prévention, de police administrative et de documentation territoriale, de la sécurité de proximité de Paris, unité de communication de formation et de prévention, brigade des quartiers sensibles de Seine-Saint-Denis, Direction départementale des finances publiques de Seine-Saint-Denis et de Paris. Le service des laboratoires des douanes et de la répression des fraudes – secteur « stupéfiants » ainsi que la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) ont également participé à ce groupe focal Police 2018.

Le groupe focal « police 93 » organisé pour la première fois en 2018, a été organisé grâce à l'aide de Mme Brusafarro, procureure adjointe, avec la présence de Julien Morel d'Arleux Directeur de l'OFDT ; il a réuni des représentants des commissariats des communes suivantes : Aubervilliers, Stains et Pierrefitte, Noisy-le-Sec, Blanc-Mesnil, Aulnay-sous-Bois, Montreuil, Gagny, Bagnolet, Raincy-Villemomble, Sevran, Saint-Ouen. La Brigade des stupéfiants de Seine Saint-Denis était aussi présente ainsi que la direction générale des douanes et droits indirecte (DGDDI).

Plusieurs groupes focaux « usagers » ont été organisés en 2018 :

- Un groupe focal usagers de l'espace urbain organisé à la Salle de Consommation à moindres risques
- Deux groupes focaux usagers de l'espace festif alternatif techno : Organisé dans les locaux de Sida Parole avec des usagers et intervenants du Gang des lapins verts
- Un groupe focal usagers de l'espace festif gay au SPOT Beaumarchais (centre de santé sexuelle porté par l'Association Aides) qui a réuni 8 usagers

Par ailleurs, en 2018 nous avons eu l'occasion d'organiser un groupe focal « intervenants en festif » composé de certains membres de l'IFI (InterCaaruds Festifs Île-de-France). Les membres de l'IFI interviennent dans les départements du 78, 92, 93, 94, sur des évènements festifs pour la promotion de la Réduction des Risques (RdR) des usages de drogues et de la sexualité, et mettent à disposition du matériel de prévention.

D/ LA RÉDACTION DU RAPPORT

Toutes les données recueillies en 2018 dans le cadre du dispositif TREND Île-de-France, à travers les différentes méthodes présentées ci-dessus, ont été informatisées puis classées par produit et par thème à partir d'une base d'organisation des données fournie par l'équipe TREND de l'OFDT et élaborée sur QSR Nvivo® 10, logiciel de traitement des données qualitatives. Ainsi, pour chaque produit, les informations ont été « classées » selon différents thèmes (une information pouvant apparaître dans plusieurs thèmes) : « disponibilité », « accessibilité », « prix », « préparation-temporalité », « mode d'administration », « effets-fréquence-intensité », « régulation-polyconsommation », « santé », « groupes de consommateurs », « perception des usagers », « perception des non-usagers », « appellations », « petit trafic », « scène ouverte ». Les informations qui n'étaient pas relatives à un seul produit ont été « classées » dans des thèmes plus transversaux permettant de caractériser les usagers ou les contextes des consommations.

L'ensemble des données ainsi disponibles pour Paris et la Seine-Saint-Denis ont donc été confrontées les unes aux autres, à l'aide du logiciel QSR Nvivo® 10, pour conduire les analyses présentées dans ce rapport.

Nous remercions toutes ces personnes, ainsi que les observateurs-clés participant au dispositif, pour leur précieuse collaboration à TREND Île-de-France.

CHAPITRE 2 : UNE APPROCHE TRANSVERSALE DES OBSERVATIONS

ENVIRONNEMENT FESTIF

La multiplication des soirées urbaines alternatives est l'une des grandes poursuites de tendances de l'année 2018 à Paris et en Seine-Saint-Denis. (GFU, Ethno festif)

On note une évolution de la scène techno distinguant de manière moins marquée les « légalistes » (personnes qui souhaitent déclarer les soirées technos) des “radicaux” (souhaitant organiser des soirées sans contraintes légales). De nombreuses soirées légales s'étant appropriées les codes issus des free party (révélation du lieu de la soirée au dernier moment sur les réseaux sociaux, moins de contrôle des consommations de produits stupéfiants et utilisations de lieux éphémères pour l'organisation de soirées), il est aussi plus difficile pour les participants aux soirées de faire la distinction entre soirées légales et illégales. (GFU spot, GFU, Ethno festif).

Cette utilisation de lieux à priori non prévus pour accueillir du public est la tendance qui caractérise l'évolution de la scène festive francilienne. Les soirées Warehouse, dans des squats, des friches, des parcs, des hangars, un supermarché, des usines continuent de se développer. Le public rassemblé peut atteindre les 20.000 personnes sur les plus grosses soirées organisées dans les parcs-expo.

Cette tendance de fond qui dure depuis environ 3 ans modifie en profondeur la vie nocturne parisienne qui s'exporte désormais souvent en banlieue (93-94-92) (GFU, note de contexte festif). Les organisateurs se passent parfois d'autorisation officielle préalable et la police est parfois prévenue au dernier moment (GFP 93).

Les distinctions de groupes d'usagers en fonction du type de musique diffusée semblent moins importantes que par le passé avec fréquemment sur la même soirée des styles plus “durs” (hardtek, hardcore...) et des styles musicaux plus « doux » (trance, techno, minimal, Drum’N’Bass). Ce mélange des styles favorise la cohabitation, au sein d'une même soirée, de publics n'ayant pas l'habitude de se fréquenter (GFU, Ethno festif n°1). Les barrières dues aux orientations sexuelles tombent aussi, incluant les publics habitués des lieux affichés LGBTQ+. Dans ce contexte globalement libertaire (lieux désaffectés plus ou moins autorisés, diversité d'orientations artistiques et sexuelles, tolérance, même relative vis-à-vis des consommations de produits psychoactifs...) les publics se sentent aussi plus libres de consommer et expérimenter des drogues plus librement (GFP, Ethno).

Le syndicat national des entreprises gaies & Co (SNEG&Co), organisation professionnelle regroupant des exploitants d'établissements nocturnes se pliant aux contraintes légales (normes de sécurité, horaires, etc.) dénoncent une forme de concurrence déloyale et une situation dangereuse pour les usagers de ces espaces¹.

¹ Lettre du SNEG&Co à la préfecture de police en annexe 1

« Ce sont des lieux régulés avec des personnels formés et identifiés, ce qui n'est pas le cas des soirées privées et lieux alternatifs urbains ou tiers lieux où se développent des pratiques permissives. » Collectif action nuit, mars 2018².

Dans ce contexte où les organisateurs de soirées dénoncent une forme de concurrence déloyale, le Batofar, lieu de culture alternative (dont techno) depuis plus de 20ans à Paris, a été placé en liquidation judiciaire, laissant place à un projet totalement différent d'un point de vue artistique et culturel (Tango, Salsa, électro-Jazz).

“(…)c’est usant de se battre durant vingt ans. Le Batofar est l’exemple type de la situation difficile que vivent tous les lieux du même genre, de la lutte permanente pour survivre. Tenir une salle alternative, sans subvention, est devenu un enfer. La péniche a eu une belle vie durant vingt ans. On pourrait regretter qu’on n’ait pas pu faire la fête qu’on avait prévue pour rendre hommage au Batofar. » (Mona Van Cocto, ancien exploitant du Batofar. Extrait de l’interview parue dans Télérama le 10/10/2018: <https://www.telerama.fr/sortir/fini-lunderground,-le-batofar-va-se-transformer-en-peniche-chic-et-lounge,n5844218.php>)

Des initiatives de prévention s’adaptent à ces mouvements observés sur la scène festive francilienne. À Paris, on note un développement important du partenariat entre organisateurs de soirées et associations de prévention parisiennes. Fêtez clairs est l’une de ces initiatives. Elle regroupe 13 associations parisiennes et 11 sociétés organisatrices de soirées à Paris. Ce mode d’intervention mutualisé paraît adapté aux difficultés des associations de répondre présent régulièrement du fait du manque de disponibilités et flexibilité de leurs salariés dû aux contraintes horaires de leurs établissements respectifs. Fêtez-clairs totalise ainsi 41 interventions en 2018 au sein d’une vingtaine de clubs parisiens. Cette présence importante d’années en années permet à ce collectif d’être de plus en plus identifié par les consommateurs d’espaces festifs parisiens.

Fêtez clairs a notamment été le relai d’une campagne de prévention spécifique portant sur l’usage de GHB-GBL, suite à la vague d’accidents observés en club parisien entre fin 2017 et début 2018 (dont un décès à Paris, cf. la partie GBL/GHB).

Il est à noter qu’un des outils de cette campagne de prévention a été l’élaboration conjointe d’un flyer sur le GHB-GBL avec la préfecture de police de Paris et la chambre syndicale des lieux musicaux et festifs (CSLMF).

Sur un mode d’organisation mutualisée similaire à celui de Fêtez clairs, on peut aussi citer l’Intercaarud Festif Île-de-France (IFI), regroupant 4 CAARUD parisiens et intervenant en milieu festif alternatif ou en festival sur toute l’Île-de-France. L’IFI totalise 7 interventions en 2018, notamment sur des festivals ou des soirées alternatives parisiennes.

²Article complet disponible ici : https://medium.com/@collectifactionnuit/usage-de-gbl-et-de-ghb-les-exploitants-de-lieux-festifs-de-vie-et-de-diffusion-culturelle-7208d815fb84?fbclid=IwAR1hp_TM9e3s2x6yjxwOLoa9eeQYNYexGNzqPRN_zGiJBM56NcWqIkjiNk8

L'environnement urbain parisien aura été particulièrement marqué par les phénomènes liés à la consommation de crack. On note un déplacement en fin d'année de la scène ouverte de consommation de crack de la place Stalingrad dans le 19e arrondissement vers le Jardin d'Éole. Ce déplacement peut être expliqué par la forte présence policière due à une attaque au couteau ayant entraîné sept blessés en septembre 2018. (GFU, GFS, QBS).

De même, on note un élargissement de la scène ouverte de Porte de la Chapelle qui s'étend désormais jusqu'au pied du stade des Fillettes situé à proximité de la "colline du crack". Plusieurs consommateurs ne souhaitant pas consommer sur place et/ou ne souhaitant pas côtoyer la violence de « la colline » préfèrent venir s'approvisionner, voire consommer un peu plus loin sur le boulevard Ney. On note une fréquentation de la scène ouverte de la Porte de la Chapelle en forte hausse, phénomène que les usagers expliquent par la grande médiatisation de ce lieu pendant l'année 2018. Les usagers et intervenants sociaux décrivent aussi l'apparition marquée de pratiques d'injections sur cette scène ouverte et de manière générale d'une plus grande porosité entre usagers injecteurs et fumeurs de crack (QBS Gaïa, QBS Step, QBS Charonne).

La tendance à la diffusion et à la visibilité accrues de la vente et de la consommation de crack dans le métro parisien se poursuit. Ce phénomène a engendré une grève appelée par les syndicats SUD et CGT entraînant une forte médiatisation.



LE METRO, LIEU VISIBLE ET BRUYANT D'ACHAT ET DE CONSOMMATION DE CRACK.

À la fin de l'année 2017, le volet prévention et intervention médico-social et de réduction des risques du plan Crack a été initié par la mairie de Paris. La RATP et la MILDECA avaient déjà signé une convention avec les associations Aurore, Charonne, Gaïa et Nova Dona, afin de mettre en place des maraudes dans les stations de métro concernées. D'abord expérimentées sur la ligne 12, ces interventions avaient vocation à s'élargir à d'autres lignes de métro à la suite d'une évaluation du dispositif un an après sa mise en place.

En janvier 2018, cette préoccupation refait surface au vu du contexte de grève initié par les syndicats de la RATP. Piloté par Charonne, le dispositif d'intervention dans le métro repose principalement sur quatre maraudes hebdomadaires, dont trois avec les associations partenaires de la convention, et une menée conjointement avec des personnels de la RATP. Ces maraudes sont couplées avec une sortie de l'antenne mobile de Charonne chaque mercredi à proximité du métro Marx Dormoy, en partenariat avec l'association Gaïa. Cette antenne mobile (camion spécialement aménagé) se rend ainsi à la sortie des stations de métros afin d'apporter matériel de réductions des risques, orientations médico-sociales, informations et boissons chaudes aux usagers.

Une éducatrice a été recrutée spécifiquement dans le cadre de cette convention pour mener à bien les missions d'accès au droit et au soin des usagers rencontrés, dont la file active s'élève à 250 personnes. Selon cette intervenante, ceux-ci ne se rendent pas ou très peu dans les institutions, ni même « en surface » pour un bon nombre d'entre eux. Selon elle, le travail social prend ainsi tout son sens dans la mesure où il s'effectue sur place, en « souterrain ». Les premières actions menées auprès des personnes consistent à obtenir des domiciliations administratives, des papiers d'identité, des droits auprès de la caisse d'allocations familiales et de la Sécurité sociale, puis l'accès au soin, à l'hébergement.

Le rapport d'activité de ce dispositif, très riche en information, permet de comprendre l'utilisation faite de cet espace particulier qu'est le métro par les usagers de crack. Le métro est en effet devenu pour certains le lieu principal de vie (ressource financière via la mendicité, lieu de consommation avec la présence de modou dans le métro et lieu de repos avec certaines stations squattées massivement le soir pour dormir).

Plusieurs stations sont ainsi décrites par les intervenants comme de véritables scènes de consommation où les usagers sont regroupés aux fonds des quais des stations ou dans le début des tunnels qu'empruntent les rames de métro. Ce phénomène particulier a engendré le sentiment d'insécurité des conducteurs de métro menant à la grève de janvier 2018 précédemment citée.

LES GROUPES D'USAGERS IDENTIFIES DANS LES TERRITOIRES DU 93: (RÉALISÉ À PARTIR DE LA NOTE ETHNOGRAPHIQUE DE VINCENT BENSO (POPULATIONS ET TERRITOIRE))

Comme observé l'année dernière on peut d'abord distinguer deux populations parmi les usagers de drogues (UD) fréquentant le 93

1. LES USAGERS DE DROGUES HABITANT LE DEPARTEMENT :

- Les fumeurs de cannabis se fournissant dans les fours ou par des réseaux d'usagers revendeurs. Ils constituent l'immense majorité des usagers de stupéfiant du département. La consommation d'autres produits reste très stigmatisée selon l'ensemble des témoins. Des consommations de cocaïne existent, mais sont difficilement quantifiables (ce point sera traité en détail dans le rapport « usages de drogues dans les quartiers populaires de Seine-Saint Denis »).
- Les usagers intégrés ayant des consommations dans les espaces festifs (cannabis, cocaïne, MDMA...). Plusieurs ont été interviewés pour ce travail, car il semble que leur nombre augmente avec la gentrification du 93 et particulièrement des communes proches de Paris (Montreuil, Pantin, Saint-Ouen, Saint-Denis, Les Lilas...)
- Les « anciens ». Ils sont français, âgés d'entre 45 et 65 ans et originaires du département. Ils sont souvent descendants d'immigrés (notamment Maghreb, Espagne, Portugal, Italie), plus ou moins socialement intégrés (la plupart ont un logement, certains une activité professionnelle stable, d'autres ont des petits boulots ou se débrouillent entre minimas sociaux, travaux au noir ou débrouilles diverses...). Une trajectoire type semble se dégager des entretiens réalisés ces deux dernières années dans l'espace urbain en Seine-Saint-Denis.

Les trajectoires, même si elles sont réductrices, permettent de comprendre les lignes principales d'un phénomène :

- Des premières consommations qui remontent aux années 80-90 (où la stigmatisation des drogues dites « dures » semble avoir été beaucoup moins importante qu'aujourd'hui dans les « quartiers »), avec l'expérimentation de plusieurs produits (cocaïne, LSD, héroïne), généralement en contexte festif
- Puis le développement d'une dépendance à l'héroïne rapidement suivi par la diminution voire la disparition des autres consommations (hormis tabac, alcool et cannabis qui restent souvent consommés) devant la nécessité de consacrer la totalité de leur budget à leur addiction à l'héroïne. Souvent des pratiques délictueuses (cambriolages, vols, trafic en lien avec l'acquisition de produit dans un contexte où la substitution n'existe pas encore) conduisent à des problèmes judiciaires voir à l'incarcération.
- Le passage à la substitution dans la seconde moitié des années 90 avec la forte baisse, voire l'arrêt total des consommations d'héroïne. Notons que les usagers remarquent souvent que dans les années 2000 l'héroïne avait quasiment disparu.

2. DES PERSONNES N'HABITANT PAS LE TERRITOIRE, MAIS S'Y RENDANT POUR ACHETER DES PRODUITS ET EVENTUELLEMENT LES CONSOMMER :

- Les consommateurs fréquentant l'espace urbain
- Des consommateurs d'héroïne de toute l'IDF et des régions limitrophes qui viennent « se fournir » sur le 93, car le département concentre une part importante de l'offre francilienne d'héroïne. On ne note pas d'évolution de leurs caractéristiques qui restent les mêmes qu'en 2017.
- Des consommateurs de départements limitrophes attirés par les fous du département. Hormis les consommateurs d'héroïne et de crack, ils semblent de moins en moins nombreux en raison du développement de la vente à domicile et de l'existence de fous de cannabis, de cocaïne, etc sur tous les autres départements.
- Des salariés travaillant dans le quartier des bureaux (Plaine St Denis), qui achètent du cannabis, peut-être de la cocaïne en sortant du travail. D'autres achètent de l'héroïne à la pause déjeuner (QBS).
- Des fêtards aux consommations classiques (cannabis, cocaïne, MDMA, kétamine...) qui consomment sur les nombreux événements festifs qu'héberge le département.

3. PRIMO ARRIVANTS ET USAGE DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES :

De nombreuses personnes interviewées relatent l'importance de populations récemment arrivées en France parmi les usagers de drogues du département. Les intervenants des différentes structures de Seine-Saint-Denis avaient déjà signalé en 2017 d'une part qu'ils recevaient de nouvelles demandes émanant de centre d'hébergement confrontés à des consommations et d'autre part que la composition de leurs files actives était en partie liée aux vagues migratoires.

C'est toujours le cas en 2018, avec le Yucca qui reçoit toujours beaucoup d'Indiens. Le CAARUD d'Aulnay décrit des évolutions importantes en termes de populations : forte diminution de la visibilité des Tchétchènes – dont beaucoup étaient injecteurs de méthadone – et des Indiens consommateurs d'opiacés au profit d'un afflux important de Géorgiens et Roumains. Quarantenaires, se déplaçant souvent en voiture, les Géorgiens ont souvent une activité professionnelle et ne résident pas dans le secteur. Ils semblent provenir de toute l'IDF, attirés par les « plans » et consomment souvent dans leurs voitures. L'équipe du CAARUD d'Aulnay décrit les usagers roumains comme souvent en situation de grande précarité, et parfois avec des activités de prostitution (hommes et femmes).

Par ailleurs, ces primo-arrivants semblent avoir souvent des pratiques d'usage à haut risque, qu'ils peuvent avoir développées ici ou avant d'arriver en France (injection de méthadone par les populations d'Europe de l'Est, consommation des gels hydroalcooliques dans de la bière par les Indiens...).

Les intervenants font part de leur désarroi face à ces pratiques sur lesquelles la barrière de la langue complique en plus la transmission d'informations et certains aimeraient disposer d'outils

permettant de travailler plus concrètement sur les pratiques de consommation (salle de consommation, éducation des risques liés à l'injection).

Une nouveauté réside dans l'observation de migrants primo-arrivants s'insérant dans des réseaux de trafic selon deux sources (ethnographie, GFP).

Les trafics concernent d'une part le cannabis (où les primo-arrivants « casseraient » les prix depuis l'été 2018) et d'autre part le crack à Saint-Denis. Dans ce dernier cas, ces migrants primo-arrivants seraient relativement rapidement passés à des pratiques d'usage-revente.

FOCUS : LES MNA MAGHRÉBINS DE LA GOUTTE D'OR

À partir de l'hiver 2016, un groupe de MNA (plus ou moins mouvant dans sa composition) a été identifié en journée et en nuit autour du Square Bashung (XVIII^e arrondissement de Paris). Il s'agit de mineurs présentant des conduites sociales déviantes et à risque, particulièrement bruyantes, et vivant dans des conditions d'hygiène et d'insalubrité inquiétantes. Les pouvoirs publics interpellés ont réagi en missionnant des interventions de TAGA³, Hors La Rue⁴, ainsi que la CJC Pierre Nicole⁵. Travail de rue et maillage partenarial ont tenté de mieux comprendre ce nouveau phénomène et de répondre à l'impératif de prise en charge de ces mineurs (comme le stipule la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant).

Charonne à travers le CAARUD 18 (ainsi que le CAARUD EGO – Aurore) a rejoint à la marge ces interventions à partir de juin 2017, en collaboration avec TAGA, afin de travailler autour des problématiques d'addiction repérées.

Depuis le début de l'année 2018, la direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES) a missionné le centre d'action social protestant (CASP) pour mettre en place une approche globale de ces jeunes de jour et de nuit.

Entre 60 et 120⁶ jeunes Marocains sont actuellement en errance sur le secteur de la Goutte-d'Or. Ces jeunes sont âgés de 7 à 20 ans, pour la plupart mineurs, et ne semblent pas réceptifs aux modes d'accompagnement classiques. Vivant à la rue, certains de ces jeunes semblent engagés dans des parcours de « clochardisation » que l'on observe en France habituellement chez des personnes majeures (de nombreux cas de gale⁷, peu ou pas d'hygiène, rapport au corps se dégradant rapidement ...).

Ces jeunes vivent de « petites délinquances » (vol à l'arraché, racket, chouf⁸ pour vente de stupéfiants où ? en cité ?) et ont en commun une consommation importante de produits

³ Association TAGA : Association d'intérim dans le secteur médico-social

⁴ Association Hors la Rue : Association spécialisée dans la prise en charge des mineurs isolés étrangers en danger

⁵ [3] CJC Pierre Nicole : Consultation Jeunes Consommateurs, spécialisée dans la prise en charge des addictions chez les mineurs.

⁶ Chiffre fourni par le CASP et l'association TAGA, qui varie régulièrement selon les départs et arrivées.

⁷ « 60% des jeunes souffrent ou ont souffert de la gale » selon l'infirmier du CASP

⁸ Argot : Guetteur désignant les trafiquants de drogues.

psychoactifs (benzodiazépines et cannabis principalement). Des troubles graves du comportement ont pu être observés par les équipes de terrain (scarification en groupe, tentatives de suicide, violences subies et perpétrées extrêmement préoccupantes).

Ces jeunes ont également en commun une très grande mobilité géographique. Très souvent passés par l'Espagne, ils changent de pays d'accueil régulièrement et le même phénomène (avec certains jeunes en commun) se retrouve dans de nombreuses villes européennes et françaises (Barcelone, Bruxelles, Berlin, Madrid, Rome, Brest, Rennes, Marseille ...).

La dépendance au groupe est à souligner, beaucoup de ces jeunes refusant d'être séparés pour une prise en charge individuelle proposée par l'ASE.

Ce phénomène a fait l'objet d'une forte couverture médiatique.

1. QUELLES CONSOMMATIONS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ?

La consommation de produits psychoactifs et les comportements issus de ces consommations sont au premier plan et constituent un enjeu majeur chez ces jeunes.

L'importance de ces consommations est visible au quotidien à travers des ivresses manifestes et massives, notamment parmi les plus jeunes.

Deux produits psychoactifs principaux : le cannabis et différentes benzodiazépines. Les prises de plusieurs autres produits psychoactifs ont été rapportées (alcool, MDMA, cocaïne, crack), mais ces consommations paraissent plus à la marge et ne sont pas visibles quotidiennement.

La consommation massive de cannabis est évidente de par la visibilité de son usage (joints circulant de manière ininterrompue pendant toute la journée et la soirée). Après de nombreuses conversations avec les jeunes, on peut estimer que la consommation de la plupart se situe entre 6 et 15 joints par jour. Cette consommation est facilitée par la très grande proximité de lieux de la revente des biens volés à l'arraché qui en constitue le financement.

La consommation de benzodiazépines est plus difficile à estimer quantitativement. D'abord parce que le fait de consommer est peu ou pas visible (pas de préparation spécifique), et parce qu'il n'est pas toujours aisé d'établir un lien de cause à effet entre comportements (état de fatigue extrême ou au contraire état d'agitation) et quantités absorbées.

Plusieurs mineurs affirment ingérer parfois « plusieurs plaquettes » de Rivotril® (clonazepam) par jour, difficile de démêler entre le vrai et ce qui pourrait être une forme de « vantardise » ou de volonté d'attirer l'attention de l'équipe éducative.

Cependant, plusieurs indices factuels peuvent éclairer sur l'ampleur de ces consommations :

- Un grand nombre de plaquettes de pilules vides ont été retrouvées, notamment dans les poubelles de l'accueil de nuit depuis son ouverture.
- De nombreux jeunes ont déjà présenté des états de surdoses dus à ces consommations nécessitant parfois l'appel des urgences ou, lors de l'accueil de nuit, d'une surveillance accrue (difficultés pour marcher, dysarthrie, pupille en mydriase, lutte contre l'endormissement, ataxie, insensibilité à la douleur, etc.).

- La fréquence des scarifications massives ; Marie Choquet, épidémiologie en santé de l'adolescent établie un rapport entre consommation de benzodiazépines et automutilation.
- Après de nombreuses conversations avec les jeunes sur ce sujet, il apparaît que plusieurs d'entre eux ont un certain « savoir » sur les benzodiazépines - nom de spécialités par exemple. Plusieurs jeunes ont pu citer plus de 6 spécialités différentes (Rivotril® (clonazepam), Lexomil® (bromazepam), Xanax® (alprazolam), Valium® (diazepam), Tranxène® (clorazepate), Temesta® (lorazepam)...) et indiquer les lieux d'achats de ces produits (autour de l'hôpital Lariboisière notamment où le trafic de médicaments détournés de leurs usages est bien connu).

2. LE DISPOSITIF DU CASP EN QUELQUES MOTS :

Depuis fin décembre 2017, le CASP a été missionné par la Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé de la ville de Paris (DASES) afin de proposer à ces jeunes un accompagnement adapté à leurs situations.

Ce dispositif comprend plusieurs outils :

-Une maraude sociale, composée d'une équipe de travailleurs sociaux, d'un chef de service, d'un infirmier et d'une psychologue. Cette équipe est quotidiennement et directement au contact des jeunes. Elle cherche à établir un lien de confiance avec les jeunes et a pour mission de proposer un accompagnement individuel et personnalisé à chacun au vu de sa situation.

-Un accueil de nuit disposant de 10 places d'hébergement, composé d'une équipe de travailleurs sociaux, d'un coordinateur, de veilleurs de nuit et d'une cuisinière. Cet outil est aujourd'hui largement utilisé par ces jeunes de la Goutte-d'Or, ce qui démontre la pertinence de proposer des outils adaptés et pensés spécifiquement pour cette population.

POURSUITE DE TENDANCE : AULNAY-SOUS-BOIS : UN ENVIRONNEMENT URBAIN ABRITANT DES SCÈNES OUVERTES DANS DES CONDITIONS DÉLÉTÈRES...

Lors des observations réalisées en 2017, nous avons décrit les scènes ouvertes d'injection (principalement) de cocaïne et héroïne sur la commune d'Aulnay-sous-Bois. Plusieurs lieux (sapinières, parking, alentour du CAARUD d'Aulnay) étaient investis par des usagers. Autour du CAARUD d'Aulnay, on observe toujours en 2018 des lieux où s'effectuent ces consommations dans des conditions sanitaires dégradées (déchets divers dont certains liés à la consommation par intraveineuse, excréments...).

Quelques éléments évoluent un peu par rapport à 2017 :

- Les sapins qui abritent des consommateurs dans l'enceinte de l'hôpital Ballanger ont été coupés, mais cela n'a pas changé les pratiques des usagers qui occupent toujours cet espace pour consommer.
- Le bâtiment squatté dans l'enceinte de l'hôpital est toujours occupé et les usagers ont réussi à occuper le 1^{er} étage en 2018. Une dizaine d'usagers sont présents en permanence dans ce bâtiment, certains y dorment et 2 à 3 y vivent. En 2018, une overdose non mortelle (héroïne et cocaïne) a eu lieu dans ce bâtiment. Les usagers ont mobilisé le CAARUD pour appeler les pompiers. Ce bâtiment est difficile d'accès pour les équipes du CAARUD, car il est en partie muré.
- Le parking désaffecté et occupé par des injecteurs a été fermé en 2018. Cela étant il existe au moins un autre parking abritant des consommateurs par voie IV qui abandonnent du matériel usagé sur place...

À cela on ajoute d'autres lieux de consommation (espaces verts, alentour de gymnase...) où de petits nombres d'usagers se regroupent et jettent leurs déchets sur la voie publique. Ces lieux changent d'une année sur l'autre, mais se situent globalement dans la même zone (déplacement de 200mètres environs dans les espaces verts par exemple).

Ces initiatives d'aménagement de l'environnement urbain ne semblent que peu impacter les situations des usagers en 2018 à Aulnay-sous-Bois.

1. PHOTOS DE LA SCENE DE CONSOMMATION D'AULNAY-SEVRAN :

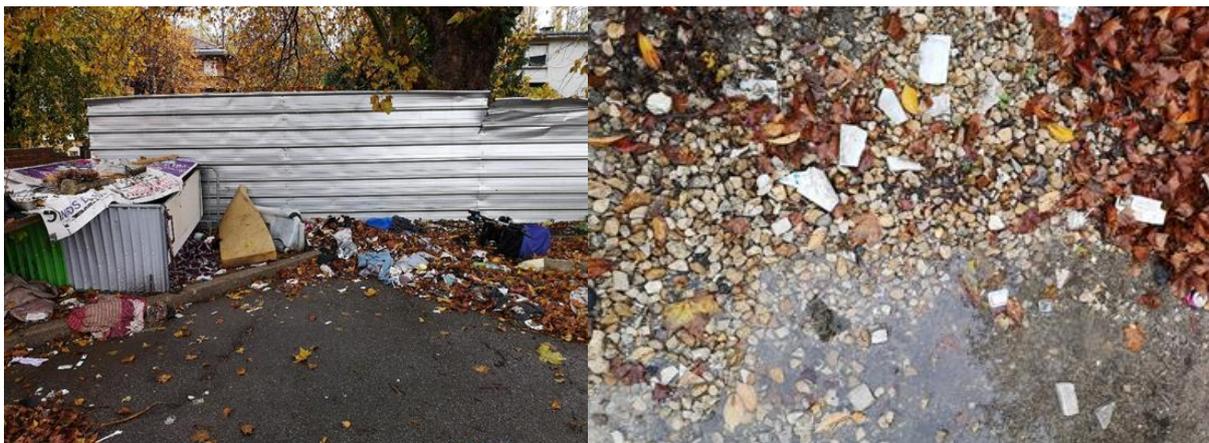


Photo gauche : *Abri de fortune jouxtant l'extérieur du mur d'enceinte de l'hôpital Ballanger. Un couple de Roumains arrivés récemment en France y vit actuellement et fréquente le CAARUD d'Aulnay.*

Photo droite : *Autour de l'abri de fortune, le sol est jonché de déchets de Steribox.*



Photo gauche : *Une personne s'injecte dans un espace vert à proximité de l'hôpital et des points de deal.*

Photo droite : *Déchet de kit d'injection dans le même espace vert*



Photo de gauche et de droite : Dans l'enceinte de l'hôpital, des usagers passent par-dessus un muret pour atteindre un bâtiment désaffecté qui sert de lieu de vie (déjà photographié l'an dernier). Des dizaines de seringues jonchent le sol malgré les efforts de l'équipe du CAARUD dont un salarié ramasse quotidiennement les seringues des environs.

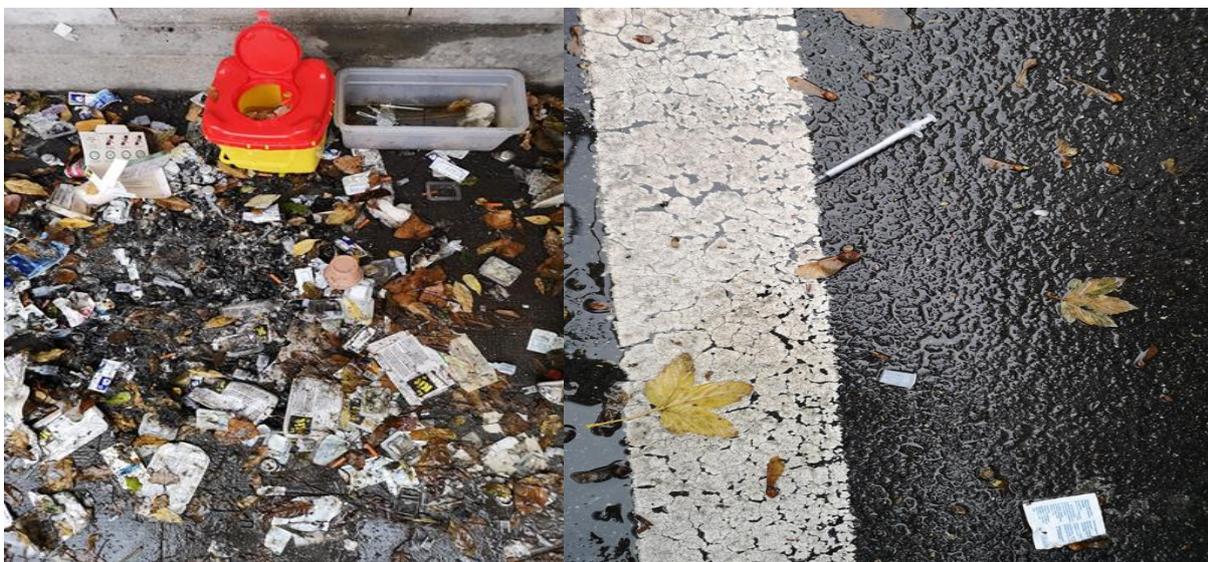


Photo gauche : Sur le bâtiment désaffecté de l'hôpital, l'équipe a laissé aux usagers un récupérateur de matériel usagé. Il est utilisé, mais de nombreuses seringues usagées ne parviennent tout de même pas jusqu'à lui

Photo droite : L'aiguille de cette seringue (sur le sol du parking de l'hôpital) a été cassée, cependant, le salarié du CAARUD en charge du ramassage des seringues sur la voie publique (plusieurs dizaines de milliers chaque année, en augmentation), dit en voir tous les jours dont l'aiguille est intacte. Il précise que grâce aux efforts de l'équipe « ça arrive quand même de moins en moins souvent ».

VASTE PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE URBAIN À AULNAY...VERS UN RÉAMÉNAGEMENT DU TRAFIC ?

Une vaste opération de rénovation de dix cités à Aulnay a été lancée fin 2018/début 2019 dans le cadre du plan développé par l'ANRU2 (Agence nationale pour la rénovation urbaine). Selon le Parisien, il s'agit de "*l'une des plus grosses opérations de rénovation urbaine jamais portées en région parisienne*"⁹.

Les démolitions de bâtiments abritant des trafics identifiés (la cité des gros saules par exemple) impacteront peut-être l'organisation du trafic sur ce territoire...les premières démolitions ont eu lieu fin 2018/début 2019 et TREND Île-de-France sera attentifs aux éventuelles répercussions dans l'année sur les populations et trafics¹⁰.

Selon le Parisien, on observe déjà des incidences sur les trafics les mois suivants les destructions des 2 tours Schweitzer dans le quartier du gros saule début 2019¹¹.

En complément de ce réaménagement urbain, des dispositifs policiers spécifiques existent dans ces quartiers.

Pour rappel, le gros saule fait partie des quartiers classés Zone de sécurité prioritaire (ZSP)¹² comme d'autres territoires du 93 (Saint-Denis centre/basilique ; Saint-Ouen ; Sevran).

Aulnay fait aussi partie des communes expérimentant la police de sécurité du quotidien depuis 2018¹³.

⁹ <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/aulnay-sevran-un-grand-quartier-pour-desenclaver-55-000-habitants-04-12-2018-7960710.php>

¹⁰ <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/aulnay-au-galion-les-commerçants-liquident-les-stocks-avant-demolition-16-12-2018-7969995.php>

¹¹ <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/aulnay-sevran-maintenant-on-nous-dit-bonjour-07-03-2019-8027061.php>

¹² https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/action/piece-jointe/2014/07/liste-dec2013_80zsp.pdf

¹³ <https://www.la-croix.com/France/Securite/Aulnay-sous-Bois-experimenter-Police-securite-quotidien-2018-02-08-1200912372>

Dans cette partie, nous mettons en avant les initiatives en matière de prévention qui nous paraissent innovantes ou en évolution, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, ces initiatives étant trop, nombreuses dans la région Île-de-France.

LES DISTRIBOX DU CAARUD D'AULNAY-SOUS-BOIS RETIRES TEMPORAIREMENT...¹⁴

Le 31 août 2018, sur demande de la préfecture, l'ARS et Aurore 93 ont procédé à une expérimentation de retrait des distributeurs de matériel du CAARUD (qui sont parmi les plus utilisés du département) au grand dam de l'équipe du CAARUD qui a craint une hausse des pratiques de réutilisation et de prêt de matériel. De plus, quelques jours après la cessation du réapprovisionnement des distributeurs, les intervenants ont constaté que le récupérateur de matériel usagé avait été fracturé pendant les heures de fermeture du CAARUD, et que toutes les seringues usagées avaient disparu, certainement récupérées par des usagers venant d'acheter du produit sur les plans du secteur et dépités de ne pas avoir accès au matériel comme ils l'escomptaient.

Cette situation a donné lieu à un communiqué de presse¹⁵ signé des principales associations de RDR (dont MDM, Act UP, Aides...) publié fin septembre et repris dans plusieurs journaux.

Ces associations mettaient notamment en lumière un paradoxe, où « *la Seine-Saint-Denis est le département où le matériel de prévention demeure le moins accessible pour les personnes usagères de drogues et où les taux de VIH et d'hépatite C sont les plus importants, avec la ville de Marseille* ».

Mr Jean-Philippe Horrèard, délégué de l'ARS sur le département de Seine-Saint-Denis a reconnu que « *l'arrêt des distributeurs est un problème* ». Cependant, il pointe aussi la nécessité de gérer la visibilité des usages dans les lieux publics : « (...) *il a fallu arbitrer entre un problème de santé publique et un problème d'ordre public : nous étions face à une salle de consommation à ciel ouvert, avec une problématique très importante de seringues sur la voie publique à proximité d'une école, d'un hôpital et d'une gare RER* »¹⁶.

Peu de temps après ce communiqué, l'ARS a décidé de remettre en fonctionnement ces distributeurs¹⁷. Cependant, à la fin de l'année, le démarrage de travaux au CAARUD a conduit au déplacement des distributeurs depuis le mur d'enceinte intérieur de l'hôpital, vers l'extérieur

¹⁴ Paragraphe écrit à partir du questionnaire du caarud d'Aulnay, de la note ethnographique n°3, « populations et territoires » écrite par Vincent Benso et d'articles de presse.

¹⁵ <https://www.aides.org/communique/reduction-de-la-prevention-en-seine-saint-denis-les-personnes-usageres-de-drogues-en>

¹⁶ Le 20 minutes, Septembre 2018 : <https://www.20minutes.fr/paris/2344671-20180928-seine-saint-denis-associations-denoncent-retrait-distributeur-seringues>

¹⁷ France bleu, 3 Octobre 2018 : <https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/aulnay-sous-bois-sevran-les-distributeur-de-seringues-reinstalles-1538561973>

de ce mur d'enceinte (un endroit très visible devant un feu rouge sur une grosse voie conduisant au centre commercial et à la station RER Sevran Beaudottes). Difficile pour les intervenants du CAARUD qui ont recueilli plusieurs témoignages d'usagers expliquant qu'ils n'utiliseraient plus les distributeurs après leur déplacement, car trop exposés selon eux, de ne pas y voir une volonté de réduire l'approvisionnement en seringues, ce dernier étant accusé par la préfecture d'être la cause de la présence d'une scène de consommation à cet endroit.

DÉVELOPPEMENT DE L'ANALYSE DE DROGUES COMME OUTIL DE RDR

L'année est aussi marquée par une plus grande mise à disposition de l'analyse de drogues comme outil de RdR. Cet outil est reconnu et soutenu par l'ARS depuis 2013 et par la MILDECA région depuis 2016. Un ensemble de 15 partenaires associatifs propose l'analyse de drogues comme outil de RdR dans leurs pratiques courantes aux usagers

Sida Paroles (coordination des acteurs CAARUD, en partenariat avec médecins du monde) et Charonne (développement des initiatives d'aller-vers) sont les plus actives du dispositif en 2018.

L'analyse mobile est expérimentée principalement dans l'espace urbain (Lieux de deal ou de consommations, CAARUD, soirées festive...) par une initiative conjointe des associations Charonne et Sida Paroles depuis août 2016 avec le soutien de l'ARS IdF.

En 2018, 352 échantillons ont été analysés. Les collectes et les rendus de résultats sont systématiquement associés à des entretiens spécifiques de RdR. Les trois quarts des échantillons concernent la MDMA, cocaïne et héroïne. Le profil des personnes venant faire analyser leur produit continue d'être masculin (82%), principalement âgé entre 28 et 40 ans. La très grande majorité des personnes à un usage répété et au moins régulier du produit collecté et est poly-consommatrice. Les produits principalement associés sont l'alcool, le cannabis, la cocaïne et la méthadone¹⁸. Ces personnes présentent tous types de profils socio-économiques. En effet, le dispositif déployé en IdF s'adresse à tous, du consommateur de crack le plus éloigné du soin au consommateur occasionnel de MDMA socialement très inséré.

Cela est rendu possible notamment par le déploiement d'une dynamique d'aller-vers via un laboratoire mobile.

Ce programme a pour vocation à aller vers des populations de consommateurs de drogues non suivies par des structures de réduction des risques. Il comprend :

- Les sorties de rue vers un public consommateur de cocaïne-base. 15 sorties ont eu lieu, principalement devant la rotonde de la place Stalingrad, les vendredis soirs de 18h à 23h
- En milieu festif vers un public jeune. 3 interventions ont eu lieu sur des soirées electros en marge du campus de Nanterre. L'analyse mobile a aussi été expérimentée à la Techno-Parade et au festival Solidays.

¹⁸ Extrait du rapport d'activité de l'Association Sida Paroles, 2018.

- Le B4 : ouverture du CAARUD Beaurepaire / République les jeudis de 18h à 21h, destinée à des publics consommateurs de drogues insérés. 31 interventions ont eu lieu incluant la mise à disposition de l'analyse de drogues comme outil de RdR.
- Le SPOT Beaumarchais : espace communautaire de l'association AIDES permettant de rencontrer des Chemsexers. 2 permanences ont eu lieu cette année. Ces permanences présentent la caractéristique de fonctionner en accueil de groupe. Les échanges entre intervenants et usagers ne se font alors plus en entretiens individuels.

107 échantillons ont été analysés via le laboratoire mobile en 2018.

2018 marque le soutien institutionnel de la Mairie de Paris qui reconnaît à son tour l'intérêt de cet outil de RdR, y compris dans des lieux festifs (Techno parade et Solidays en 2018 puis Fnac Live et Peacock society en 2019).

Ce dispositif vient en complément de SINTES IdF et intègre ainsi aussi un volet veille sanitaire, permettant une diffusion collective des informations liées à la composition des drogues. Lorsqu'il est déployé en espace festif, il vient en complément d'autres initiatives de RdR (Fêtez clairs et/ou l'IFI).

Ce type de dispositifs innovants fait des émules et l'association Technoplus a déposé un projet nommé *Drug Truck* en 2018 auprès de la Ville de Paris.

TABLEAUX DES SURDOSES MORTELLES A PARIS EN 2018

On dénombre 24 décès liés à l'usage de produits psychoactifs traités par la brigade des stupéfiants en 2018 soit une augmentation notable par rapport à 2017 (21 décès). Un a eu lieu à la Salle de Consommation à Moindres Risques (SCMR). (GFR)

De nombreux accidents liés aux consommations de drogues échappent aux systèmes de veille. Le groupe focal sanitaire Seine-Saint-Denis souligne par exemple que des personnes en situation d'overdose peuvent être évacuées par le SAMU vers d'autres communes, échappant aussi aux services hospitaliers de Seine-Saint-Denis. Par ailleurs le système de codage des prises en charge de personnes en situation d'overdose ne permet pas de comptabiliser de manière exhaustive les overdoses. In fine le nombre de cas d'OD non mortelle (et mortelles) est donc toujours sous-estimé en Ile-De-France et en Seine Saint Denis.

Tableau 1. Récapitulatif des surdoses mortelles traitées par la brigade des stupéfiants de Paris en 2018 (Source : Préfecture de Police / Brigade des stupéfiants).

<i>Sexe/Age</i>	<i>Activité Principale¹⁹</i>	<i>Produit(s)²⁰</i>	<i>Administration</i>	<i>Alcool et médicaments associés²¹</i>
M-42 ans	SP	Cocaïne (1588ng) Morphine (69ng)	Injecté	Alcool
M-33 ans	Fashion Business	3mmc(88ng) 5meodalt (2ng)	Sniffé	Absence
M-44 ans	SP	Héroïne (>39ng) Trace De Cocaïne	Sniffé	Benzodiazépines++
M-62 ans	Conseiller Financier	3mmc (1396ng)	Injecté	Alcool, Abacavir+
M-50 ans	NR	Cocaïne (35500ng)	Sniffé	Alprazolam++, Tramadol+
M-32 ans	SP	Amphétamine (390ug) 4MEC/APB	Injecté	Absence
M-24 ans	NR	Gbl	Bue	Absence
M-51 ans	SP	Skenan(1125ng)	Non Renseigné	Absence
M-55 ans	NR	Mdma (2856ng)	Non Renseigné	Laudanosine

¹⁹ NR=non renseigné ; SP= sans profession.

²⁰ Les chiffres entre parenthèse correspondent aux quantités retrouvées par mL de sang.

²¹ +Dosage infra ou thérapeutique ; ++ Dosage supra-thérapeutique.

<i>Sexe/Age</i>	<i>Activité Principale</i> ²²	<i>Produit(s)</i> ²³	<i>Administration</i>	<i>Alcool et médicaments associés</i> ²⁴
F-25 ans	SP	Cocaïne	Ingérées (Boulettes cocaïne liquide)	Absence
M-55 ans	SP	3mmc (4ng)	Snifée	Absence
F-22 ans	Etudiante	Méthadone (0,271ng)	Bue	Fluoxétine++, hydroxyzine, clobazam, Lamotrigine, nordazepam
F-32 ans	SP	Heroïne (3496ng)	Injectée	Absence
M-47 ans	Galeriste	Cocaïne (6200ng)	Snifée	Absence
F-52 ans	SP	Héroïne (192ng)	Sniffée	Absence
F-52 ans	SP	Methadone (1,36ug)	Gobée	Bromazepam++, Diazépam, Nordazépam-Alimémazine+
M-37 ans	SP	Héroïne (430ng)	Injectée	Absence
F-23 ans	Etudiante	Cocaïne (4844ng)	Sniffée	Cyamemazine, diazepam, nordazepam, citalopram, métronidazol, laudanosine+
M-48 ans	Employé Fourrière	Cocaïne (1718ng)	Injectée	Absence

²² NR=non renseigné ; SP= sans profession.

²³ Les chiffres entre parenthèse correspondent aux quantités retrouvées par mL de sang.

²⁴ +Dosage infra ou thérapeutique ; ++ Dosage supra-thérapeutique.

<i>Sexe/Âge</i>	<i>Activité Principale²⁵</i>	<i>Produit(s)²⁶</i>	<i>Administration</i>	<i>Alcool et médicaments associés²⁷</i>
M-49 ans	SP	Héroïne (129ng)	Injectée	Clonazepam++
M-28 ans	Ingénieur son	Héroïne/ (367ng) Skénan	Injectée	Alcool
F-35 ans	SP	Méthadone (0,63ug)	Bue	Zopiclone+

RÉPRESSION

Dès janvier 2018, dans la foulée de l'agitation entourant le phénomène de consommation de crack dans le métro parisien, la RATP et la préfecture de police mettent des moyens financiers et humains pour lutter contre la consommation et le trafic de stupéfiants dans les transports parisiens, particulièrement sur les parties nord des lignes 4 et 12 du métro. Il est notamment décidé de créer pour l'occasion un Groupement Local de Traitement de la Délinquance (GLTD), placé sous la tutelle du Procureur de Paris et spécialement dédié à la problématique des stupéfiants dans les transports en commun (ethnographie, presse). Ce Groupement a pour objectif de lutter contre le trafic de drogue et notamment de Crack dans le métro parisien. Il travaille en collaboration avec le groupe de sécurité de la RATP et peut utiliser la vidéosurveillance de la RATP pour repérer et interpeller les vendeurs et consommateurs.

En Seine Saint-Denis, les interventions policières semblent plus fréquentes dans le centre-ville de Saint-Denis, ciblant usagers et revendeurs de crack en particulier (ethnographie). Des parkings squattés par des usagers ont aussi été évacués par la Police début 2018. Ces actions auraient pour conséquence des déplacements plus ou moins durable de consommateurs de crack vers Paris et sa « colline », diminuant la visibilité de ces derniers dans le centre-ville de Saint-Denis.

À La Courneuve, de nombreuses actions policières ont visé les trafics de cannabis. Les trois quarts des points de vente de la Cité des 4 000 par exemple ont été fermés en raison des actions policières ou des restructurations de bâtiments (GFP 93).

Plus globalement, les actions de lutte contre les trafics de drogues sont au cœur du dispositif policier Seine-Saint-Denis et la vingtaine d'affaires réalisées par la brigade des stupéfiants en

²⁵ NR=non renseigné ; SP= sans profession.

²⁶ Les chiffres entre parenthèse correspondent aux quantités retrouvées par mL de sang.

²⁷ +Dosage infra ou thérapeutique ; ++ Dosage supra-thérapeutique.

2018 reflètent une partie de cette activité. Héroïne, cocaïne, cannabis, MDMA, crack et même méthamphétamine ont été saisis en quantité durant l'année 2018 (voir plus loin « organisation du trafic »).

À titre d'exemple on peut citer ces quelques affaires réalisées en Seine-Saint-Denis en 2018 par la brigade des stupéfiants :

- À Saint-Denis : une affaire de vente d'héroïne en centre-ville et une saisie de 7kg de cannabis.
- À La Courneuve, Aubervilliers, Villepinte : des saisies liées à des ventes d'héroïne au portable.
- Une affaire de vente au portable multiproduit (dont héroïne à 40€ le gramme) livré dans le 93, 92 et 75.
- À Sevran, une affaire de cocaïne en lien avec la Guyane. Sur une année, la brigade des stupéfiants a remonté une dizaine de valises importées par un organisateur en Guyane qui utilisait des passeurs transportant quatre kilos de pain de cocaïne dans les valises jusqu'à Orly. Le contenu des valises, destiné à Sevran (Les Beaudottes), était ensuite récupéré dans des hôtels du 93.
- Plusieurs centrales d'appel revendant de la cocaïne (Montreuil, Aubervilliers...)
- À Bagnole, Courneuve, Saint-Ouen...plusieurs saisies portant sur des kilos de cannabis.
- Une affaire de crack à Bagnole.
- Cinq affaires de méthamphétamine (dont la revente était destinée à l'IdF) à Saint-Denis (125g) et Bobigny (1,3kg).

Ces affaires justifient en partie la qualification de la Seine-Saint-Denis par la Police comme un « narco département » (GFP93).

Enfin, la Police est attentive au développement des nouvelles stratégies numériques utilisées par les vendeurs (relances promotionnelles par SMS, recrutement de « vendeurs à la journée » par messageries instantanées comme Snapchat...) et tente d'intégrer cette nouvelle donne à leur travail (GFP93).

DÉVELOPPEMENT DES LIVRAISONS ET CENTRALES D'APPEL (PARIS ET SEINE-SAINT-DENIS)

L'année 2018 est marquée par la poursuite de tendance du développement des centrales d'appels et de l'achat via les livraisons (à domicile ou sur des points de rendez-vous prédéfinis entre le revendeur et l'acheteur). Si à Paris cette modalité d'accès aux produits (cocaïne, cannabis et MDMA) devient de plus en plus répandue et en cours de banalisation chez les usagers, en Seine-Saint-Denis le cannabis, l'héroïne et la cocaïne restent principalement disponibles dans des halls et escaliers de cités (« fours »).

Cependant, ces produits semblent être aussi de plus en plus accessibles via des « plans par téléphone » dans le 93. Que ce soient des prises de rendez-vous (en rue, bars...) ou livraisons à domicile, on note ce mode d'accès aux produits dans de plus en plus de communes de Seine-Saint-Denis.

Ainsi, l'héroïne peut être livrée à domicile à Saint-Denis ou sur rendez-vous au Clos Saint-Lazare (ethnographie).

La cocaïne est livrée à domicile ou au travail à Saint-Denis (ethnographie), à Aubervilliers (GFP93) ou à domicile à Montreuil (QBS) et le cannabis aussi est disponible par livraison et à domicile.

La cité du Clos Saint-Lazare à Stains, historiquement connue pour ses « fours » est un des exemples les plus récents qui pourrait illustrer cette probable transition globale à venir des modes d'organisations du trafic où les produits seraient moins accessibles via les « Fours » et de plus en plus accessibles via des livraisons (ethnographie). Ainsi, un usager a reçu en 2018 des messages spontanés d'au moins 4 « plans » différents à Stains proposant tous de l'héroïne à 40€/g sur les lieux ou dans les environs directs de la cité du Clos Saint-Lazare, mais uniquement sur rendez-vous pris par téléphone. Pour se faire connaître, ces plans ont proposé des offres spéciales (échantillons offerts, journée 1 acheté / 1 offert, 1g / 30 €...) (ethnographie).

Même s'il existe encore de nombreux lieux de vente « ancrés » et fixes dans le 93 (fours), le développement des plans par téléphone semble croissant en Seine Saint-Denis. L'évolution de ce phénomène est à surveiller, paraissant s'adapter au contexte actuel, entre pressions policière et gentrification de certaines communes de Seine-Saint-Denis.

Par ailleurs, l'usage du darknet pour l'approvisionnement est toujours signalé (QBS, Ethno, GFS), mais ne semble pas augmenter significativement. Il donne accès à des drogues dont les contenus peuvent être très éloignés de ceux observés sur les marchés « physiques » franciliens (rue, cités, téléphone...) et pouvant induire d'autres risques (présence de fentanylloïdes et autres nouveaux produits de synthèse dans des produits revendus comme héroïne et/ou cocaïne par exemple).

Les personnes achetant via le darknet sont en majorité des usagers dits « cachés » (plutôt voire très insérés socialement et ne fréquentant peu ou pas les structures de RdR). Certains peuvent aussi être revendeurs (ou usagers-revendeurs).

Ils ont recours au darknet pour des raisons de coûts (les drogues y sont moins chères que sur le marché de rue), de manque d'accès aux réseaux physiques (rue, cités, par téléphone...) et/ou par volonté de les éviter et/ou par dans le but d'accéder à de nouvelles substances non présentes sur le marché physique francilien (NPS).

Les substances achetées sont consommées le plus souvent dans des buts récréatifs (plutôt des stimulants/hallucinogènes, dans des lieux festifs publics ou privés) ou d'introspection et/ou d'expérimentation (stimulants, hallucinogènes et dépresseurs, plutôt seuls à domicile).

Lorsqu'il s'agit de NPS, les substances achetées sur le darknet sont de nature très variée (hallucinogènes, stimulants, dépresseurs). Les autres drogues (cannabis, cocaïne, héroïne, MDMA/ecstasy, kétamine...) peuvent aussi être achetées via le darknet. Dans ces cas, leurs contenus peuvent varier considérablement par rapport à ceux observés via le marché physique francilien. On peut prendre pour exemple les plus récent et marquant la cocaïne et l'héroïne : 2 échantillons d'héroïne présumée (2018 et 2019) et un échantillon de cocaïne présumée (2018) ont été analysés via SINTES IdF et contenaient des fentanylloïdes (fentanyl et ocfentanyl). Les fentanylloïdes n'ont jamais été identifiés par SINTES via le marché physique francilien pour le moment et exposent les usagers s'approvisionnant via le darknet à de nouveaux risques et dommages.

Des revendeurs ou usagers revendeurs s'approvisionnant sur le darknet pourraient aussi exposer leurs clients à ces substances atypiques.

L'accès aux drogues utilisées dans le cadre du chemsex est similaire à l'an passé et, excepté la revente de rue, tous les modes d'accès sont décrits (poursuite de tendance) : trocs, usage-revente sur le lieu d'usage, livraison, contacts avec le revendeur par réseaux sociaux/appli de rencontre). Certains revendeurs affichent clairement leurs intentions sur les applis de rencontre (phénomène émergent, GFU, GFS).

LA LIVRAISON À DOMICILE : ENTRE LIVREURS INDÉPENDANTS ET CENTRALES D'APPELS

La livraison de produits stupéfiants augmente depuis plusieurs années. Les livreurs se rendent aux domiciles des clients en scooter ou en voitures, ce qui rend leur détection plus difficile par la police (GFU, QBS). Cette poursuite de tendance est aussi liée au refus de nombreux consommateurs de se rendre dans les lieux de revente, parfois jugés insécurisants et/ou dangereux du fait des contrôles policiers et de l'environnement urbain. (GFU, GFR)

Par ailleurs, l'utilisation des messageries alternatives aux SMS est en expansion, notamment l'utilisation de messageries éphémères, ou d'applications de rencontres (Snapchat, télégramme ...etc.).

On note une poursuite de la visibilité des centrales d'appels "multi-produits", offrant plusieurs produits. La cocaïne et le cannabis sont les produits les plus fréquemment proposés (GFR), mais des offres d'autres produits (MDMA, kétamine principalement) sont aussi proposées par SMS. (GFU, ethnos)

On observe deux formes d'organisation distinctes: le livreur indépendant et la centrale d'appel :

Une forme d'organisation identifiée par les usagers et les forces de police d'un revendeur : le livreur indépendant :

- Gère lui-même son propre fichier client avec son numéro de téléphone unique accessible à l'ensemble des consommateurs.
- Envoie régulièrement des messages promotionnels à son fichier client grâce à ce même numéro.
- Reçoit les demandes des clients une à une et ajoute chaque livraison à son parcours de vente

Une forme d'organisation identifiée par les usagers et les forces de police : Une centrale d'appel

- Le mode opératoire est similaire à celui des livraisons de nourriture : le client contacte une centrale d'appel qui contrôle la proximité de ses différents livreurs et dispatche les livraisons en établissant un parcours optimisé (groupe focal police). Certaines centrales d'appel peuvent gérer un fichier client de plus de 500 personnes et utiliser plus de 5 livreurs en même temps (GFR). La brigade des stupéfiants décrit ce mode d'organisation comme semblable à celui d'une petite entreprise gérant son fichier client. (GFR)
- La centrale dispose de son propre fichier client avec son numéro de téléphone unique accessible à l'ensemble des consommateurs
- La centrale d'appel envoie régulièrement des messages promotionnels à son fichier client grâce à ce même numéro
- La centrale d'appel dispose d'un ou de plusieurs livreurs (souvent payé à la journée) qu'elle oriente selon des parcours plus optimisés et selon les demandes d'achats passés par les consommateurs à la centrale d'appel.
- Communique avec les livreurs et les consommateurs en évitant toutes interactions entre livreurs et les consommateurs en dehors de la transaction elle-même. (Les consommateurs ne connaissent pas le numéro du livreur et la réciproque est vraie)

L'exploitation d'un fichier client peut devenir impossible à gérer par une seule personne du fait de la très forte demande des consommateurs. Les informations recueillies auprès des forces de l'ordre montrent que l'augmentation du nombre de clients peut amener un vendeur-livreur indépendant à embaucher d'autres livreurs et à créer une centrale d'appel. Le vendeur-livreur indépendant devient alors gestionnaire d'une plateforme d'achat par téléphone et doit gérer son stock, son fichier client et ses livreurs. Dans un contexte de forte concurrence (certains consommateurs déclarent avoir en leur possession une quinzaine de numéros de livraison), on observe une poursuite de l'utilisation de stratégies de marketing dans la promotion de produits (SMS réguliers, promotions, fidélisation). Le fait que les livreurs (souvent embauchés

à la journée) et que les consommateurs ne communiquent pas entre eux permet de rendre le démantèlement d'un réseau difficile, même en cas de flagrant délit.

On peut émettre l'hypothèse que cette non-porosité entre clients et livreurs a aussi probablement pour fonction de préserver le fichier client de la centrale d'appel et de ne pas diffuser le fichier client aux livreurs (qui pourraient s'en servir dans une optique de concurrence). Ainsi, ce fichier est le seul véritable lien entre les clients et le revendeur qui doit pour des raisons de sécurité évidentes changer régulièrement de numéro de téléphone et se rappeler à la mémoire de ces clients régulièrement (par le biais de messages commerciaux).

On observe chez les revendeurs travaillant par le biais de livraison une poursuite de l'utilisation de stratégies de marketing dans la promotion de leurs produits (Sms régulier, marketing, promotion, fidélisation).

Contexte de forte concurrence, certains usagers déclarent avoir en leur possession une quinzaine de numéros de livraison (ethnographie). Pour les centrales d'appel, on observe une diversification du profil des livreurs : personnes plus âgées paraissant plus insérées, femmes, personnes issues de la communauté asiatique (GFU, GFU spot, GFR).

Pour les deux modes d'organisation, on observe une différenciation d'origine géographique entre consommateurs et vendeurs/livreurs. Ainsi en région parisienne, la majorité des consommateurs faisant appel à la livraison à domicile vivent à Paris, tandis que les revendeurs vivent principalement en banlieue parisienne. (GFR)

1. LE « COCAINE CALL CENTER » DE MONTREUIL DÉMANTELÉ EN 2018, UN EXEMPLE ILLUSTRANT LA TENDANCE DU MOMENT EN IDF (GROUPE FOCAL POLICE TREND IDF 2018) :

- **Quels produits ?** Cocaïne surtout (saisie de 1,7kg), mais aussi MDMA (Saisie représentant un montant de 80 000 euros en MDMA)
- **Où ?** Basée à Montreuil, cette centrale d'appel livrait des clients principalement parisiens, mais aussi dans le reste de l'IdF.
- **Combien de clients ?** 500 clients (dont 100 ont été entendus par la Police).
- **Profil des clients ?** Cinquante pour cent de la clientèle travaillent dans la restauration, les autres dans l'immobilier, dans la publicité... La clientèle pouvait dépenser plus de 2 000 euros par mois en cocaïne. La grande majorité, insérée, était âgée entre 20 et 40 ans.
- **Organisation de la vente ?** Trois livreurs étaient employés, tournant sept jours sur sept, de l'après-midi à 4 ou 5 heures du matin le week-end, soit 30 à 40 ventes par jour. Les livreurs, qui travaillaient six jours sur sept, étaient payés dix euros l'unité de revente écoulée et payaient l'essence de la voiture qui leur était fournie. La cocaïne était vendue 70 euros le gramme et la Mdma (poudre/cristaux) à 50 euros le gramme. Des promotions étaient pratiquées (envois par SMS de messages promotionnels divers).

En Seine Saint-Denis, on observe un changement de profil chez les revendeurs et ceux qui structurent le trafic des cités. Ces personnes, principalement d'origine nord-africaine, sont souvent en situation d'extrême précarité, en situation irrégulière, et travaillent à la journée. Appelées les "revendeurs à la journée" par la Police, elles sont recrutées soit en bas de la cité, chaque matin (comme à Saint-Denis par exemple) soit via des applis (Snapchat notamment). Ces personnes sont rémunérées à la journée (50 euros de l'heure et un kebab le plus souvent, jusqu'à 100euros/h et un kebab pour les cités revendant du crack). Cette différence de tarifs serait dû aux risques plus élevés liés au trafic de crack (groupe focal Police 2019).

Les revendeurs à la journée sont issus des communes voisines voire d'autres départements et concernent souvent des mineurs, en situation irrégulière.

À Saint-Denis, ce système de recrutement bien rodé est de mieux en mieux identifié par la Police :

« À Saint-Denis, les vendeurs savent que le point ouvre à dix heures. Ils se présentent à neuf heures et demie et l'embauche se fait sur place. Le gérant distribue les rôles entre vendeur, rechargeur²⁸, trésorier²⁹. Certains vendeurs ne seront là qu'une demi-journée. Lorsque l'on interpelle un vendeur, dans la demi-heure, il est remplacé par un guetteur qui est promu vendeur. Dans 90 % des cas, les personnes sont mineures. Nous avons observé une recrudescence de jeunes en situation irrégulière l'année dernière. Cela s'est calmé parce que les « gestionnaires » ont eu beaucoup de problèmes, car ces jeunes n'étaient pas fiables. Ils se sont alors rabattus sur de jeunes mineurs déscolarisés, en situation d'échec, qui ont des problèmes familiaux, bien souvent connus des services de justice pour des faits similaires ou assimilés. Un vendeur du jour de quinze ou seize ans qui décide de ne pas aller en cours pour revendre de l'héroïne repart avec un billet de cent euros à la fin de la journée. » (GFP93)

²⁸ Le « rechargeur » est la personne en charge de réapprovisionner en stupéfiants le lieu de revente. Il effectue des allers-retours réguliers chaque jour afin de faire en sorte qu'il n'y ait jamais une quantité trop importante de drogues présente sur le lieu de revente.

²⁹ Le « trésorier » est responsable de la gestion de l'argent (tenue des compte).

POURSUITE DE LA DIVERSIFICATION DES MODES D'ACCÈS AUX PRODUITS EN SEINE-SAINT-DENIS

Dans des fours, dans la rue, sur rendez-vous, à domicile, tous les modes d'accès aux produits sont retrouvés dans les observations réalisées en 2018. De plus, les points de vente multi-produits (cannabis-cocaïne ; héroïne-cocaïne) se multiplient, augmentant de fait l'accessibilité de ces substances.

On confirme aussi l'existence de « drive » selon des modes divers : le drive « classique » (le client ne descend pas de sa voiture pour se faire servir à un endroit donné et identifié comme lieu de revente) et le drive « inversé » ou « vendeur ambulant » (le revendeur se déplace dans des quartiers avec des produits dans son véhicule, la transaction a lieu par la fenêtre du véhicule). Les drives ne sont pas nombreux et semblent installés sur peu de communes (Noisy-le-Sec de manière inconstante, Bondy, Saint-Denis).

À Saint-Denis centre et à Aubervilliers, le marché de rue tend à se développer. Si à Saint-Denis centre on a accès au cannabis et au crack, on peut trouver des similitudes entre la situation du trafic de rue au Metro Quatre Chemins (Aubervilliers) et celle observée sur le marché de rue de Barbès dans le 18^e arrondissement, toutes proportions gardées. Cigarettes, Rivotril® et Lyrica® sont disponibles et des populations similaires y sont observées, dont des MNA Marocains (principalement), tunisiens et Algériens.

LES FILIÈRES GUYANAISES DE COCAÏNE EN AUGMENTATION SIGNIFICATIVE (GROUPE FOCAL POLICE 2018)

Poursuivant la tendance des années précédentes, les filières guyanaises de revente de cocaïne semblent poursuivre leurs expansions.

La Brigade des stupéfiants parle d'une prépondérance de cette filière dans l'approvisionnement de la province et des Pays-Bas. Les « mules » incorporent ainsi les boulettes de cocaïne généralement par voie haute, même si en 2018, les douanes françaises font état de plusieurs ingestions de boulette par voie basse. Dans plusieurs autres cas, la cocaïne était dissimulée dans des sous-vêtements, dans des semelles de chaussures ou encore dans un double fond ou doublure de valise. On observe aussi certains passeurs qui n'hésitent pas à se scotcher des plaquettes de cocaïne à même le torse ou les jambes.

Les hommes et femmes passeurs sont principalement guyanais ou surinamiens. Certains habitent en France métropolitaine et vont chercher la cocaïne en Guyane. On observe en 2018 plusieurs passeurs nigériens résidants en Italie. La brigade des stupéfiants explique ce changement par la volonté des trafiquants de tromper les douaniers et les policiers aux aéroports.

N'ayant pas de connaissance des modalités du trafic, les mules ont généralement rendez-vous dans un hôtel proche de l'aéroport pour livrer la marchandise à un passeur qui se chargera de répartir la cocaïne dans le réseau de distribution en province ou aux Pays-Bas.

On note que la brigade des stupéfiants fait état d'un nouveau processus de transport de la cocaïne par cette filière. La cocaïne, sous forme liquide, est conditionnée dans des cubitainers en provenance des Antilles (Guadeloupe, Martinique) et est envoyée via colis postaux Chronopost.

CHAPITRE 3 : L'APPROCHE PAR PRODUITS

Nous n'aborderons pas ici en détails l'ensemble des produits comme dans le rapport complet paru en 2018 et le prochain à venir en 2020, nous noterons seulement les phénomènes notables.

ALCOOL

L'alcool est toujours la drogue la plus consommée dans l'espace festif. Cependant, on observe dans certains groupes festifs des pratiques d'abstinence ponctuelle, que cela soit pour des raisons économiques dans l'espace festif commercial ou pour éviter des interactions avec d'autres drogues. Ces pratiques de (non) consommation sont marquées, au point que certains organisateurs de soirées savent ne pas pouvoir compter financièrement sur la consommation d'alcool pour rentabiliser la soirée.

Par ailleurs, la forte médiatisation des accidents liés aux interactions entre alcools et GBL/GHB a pu faire émerger une prise de conscience et diminuer l'usage d'alcool chez les consommateurs réguliers de GHB/GBL.

HÉROÏNE

APPELLATION :

Le terme de "H" est souvent utilisé en Seine-Saint-Denis (poursuite de tendance). Une nouvelle appellation (la smack) apparaît, lié à la récente visibilité d'une nouvelle population consommatrice de ce produit en Seine-Saint-Denis, originaire d'Inde.

Un usager évoque "le brown blanc". Ce terme illustre la confusion et/ou le non-consensus excitant sur le type d'héroïne disponible en Seine-Saint-Denis.

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Poursuite de tendance : La dichotomie entre Paris et la banlieue est toujours marquée concernant l'accès à l'héroïne, entre grande accessibilité et disponibilité en banlieue (Nord surtout) et un accès très confidentiel dans Paris intramuros.

À Paris, il n'y a pas d'évolution visible par le dispositif TREND IDF. Peu d'utilisateurs réguliers d'héroïne fréquentent les structures de RdR et moins de 1% des passages à la SCMR concernent des consommations d'héroïne en 2018.

En Seine Saint-Denis, il est difficile de réellement évoquer des nouveautés dans le 93 tant le terrain est récent pour TREND. On peut plutôt évoquer une visibilité mieux identifiée et que l'on affine les constats de territoires.

Ainsi, il n'apparaît pas pertinent d'identifier les utilisateurs d'héroïne selon une classe d'âge spécifique ou selon des catégories sociales et professionnelles tant les profils rencontrés sont hétérogènes si on s'en réfère à ces critères. Ainsi les utilisateurs sont jeunes ou âgés, très désinsérés socialement, sans ressources (migrants, à la rue/en errance) ou très insérés socialement et achetant l'héroïne à la pause déjeuner de leur travail à Saint-Denis par exemple.

“Les clients sont des marginaux, des chefs d'entreprise, des cadres, des employés, des fonctionnaires. Ils viennent aussi bien de l'Essonne, des Yvelines, voire de Picardie” (GFP)

Les observations nous ont néanmoins permis d'identifier plusieurs profils d'utilisateurs différents, notamment en fonction des origines géographiques et du lieu d'habitation actuel.

Selon leur pays d'origine :

- Personnes nées en France (QBS)
- Personnes d'origine roumaine : davantage de jeunes (parfois des mineurs) ne parlant pas le français, qui consomment en injection. Leurs consommations datent d'avant leur arrivée en France, même si leurs pratiques peuvent évoluer une fois arrivés en France. Le CAARUD d'Aulnay cite ainsi l'exemple d'une personne d'origine roumaine qui chassait le dragon dans son pays d'origine qui est passé à l'injection à son arrivée en France (QBS).
- Personnes d'origine portugaise (QBS Saint-Denis)
- Personnes russophones : soit de l'est de l'Europe – Moldavie, Bulgarie, Biélorussie –, soit du Caucase : Géorgiens ou Arméniens. Ils habitent hors de la commune d'Aulnay-sous-Bois, mais ils se fixent autour des lieux de consommation, à proximité du CAARUD (GFP, QBS, Ethno)
- Indiens du Pendjab (5 ou 6 en 2016, 2-3 en 2018) : venaient en France pour arrêter leurs consommations d'opioïdes, chassaient le dragon et sont passés à l'injection une fois arrivés en France (BQS Bondy)

Selon leur lieu actuel de vie :

- « Anciens du coin » (Ethno, GFP, QBS) : plutôt discrets, car ont traversé la vague d'héroïne des années 80-90, étaient sous TSO et passaient à la cocaïne, sont repassés à l'héroïne en arrêtant leur TSO. Âgés de plus de 40 ans, les personnes issues de pays du Maghreb sont surreprésentées. Certains habitent en cité, mais ils n'achèteraient pas dans leur propre cité par crainte de la stigmatisation par les plus jeunes.

- Les jeunes du 93 : les moins visibles. Tous les témoignages issus de l'ethnographie de terrain convergent vers le fait que dans la quasi-intégralité des jeunes du 93 ne consomment pas d'héroïne. Les deux seules exceptions semblent être les quelques jeunes teufeurs ou habitants des quartiers branchés (Croix de Chavaux...), ainsi que quelques vendeurs qui goûtent le produit pour essayer ou s'accrochent à un TSO en détention, mais continuent de stigmatiser les « *toxs* » (« Je ne suis pas comme eux ») (ces deux cas seront développés dans le rapport spécifique « consommations des habitants des quartiers populaires de Seine-Saint-Denis »). Le faible nombre d'utilisateurs d'héroïne parmi ces jeunes serait lié à la stigmatisation de ce produit dans les quartiers du 93, qui pourrait elle-même s'assimiler à un autocontrôle collectif suite à la catastrophe des années 90.
- Les clients de passages : Ils sont souvent socialement insérés (se déplacent en voiture, ont un travail, etc.) et habitent parfois loin de la Seine-Saint-Denis (hors de l'IdF). Contrairement à ce qui est rapporté par les « anciens », ils ne souffrent pas de la stigmatisation liée à l'achat d'héroïne. « *le délire anti-tox c'est fini depuis 2010 environ* » (un usager, « client de passage »). L'apparence, liée à la condition sociale, semble un plus grand critère de discrimination « *tant que tu n'es pas étiqueté shlag ça passe* », « *c'est seulement pour les junkies marqués que c'est chaud* » (ethnographie).

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

À Paris, l'héroïne est peu accessible (poursuite de tendance). Certains usagers rapportent l'existence de « plans d'initiés » à la marge et confidentielle (poursuite de tendance). Ces plans proposeraient de l'héroïne chlorhydrate (se dilue dans l'eau, sans adjonction d'acide), de couleur brunâtre. De ce fait, certains continuent de l'appeler « héroïne blanche » (du fait de sa dilution dans l'eau sans adjonction d'acide) et d'autres l'appellent héroïne brune (du fait de sa couleur). Comme les années précédentes, l'héroïne blanche ne serait pas disponible sur Paris. Les usagers fréquentant des structures parisiennes se fournissent en grande majorité en Seine Saint-Denis (Saint-Denis, Sevran, Aulnay, Bobigny, Montreuil) Il s'agirait principalement d'héroïne blanche parfois jaune ou beige.

En Seine Saint-Denis, l'héroïne est toujours très disponible et très accessible. La Police note un triplement des saisies d'héroïne en 2018 (GFP93), même si toutes ne sont pas destinées au marché francilien.

L'accessibilité de l'héroïne semble même en augmentation en Seine Saint-Denis. D'une part, le nombre de lieux où l'on peut acheter de l'héroïne est en augmentation, d'autre part l'utilisation de la téléphonie (livraison, rendez-vous) est de plus en plus répandue (QBS, Ethno, GFP).

- Les lieux fixes de revente d'héroïne :

X: "Tous les jours [en allant acheter sa propre consommation] je vois de nouveaux clients, et les plans maintenant y en a 1000"

Y "y en a dans toutes les cités maintenant, y compris à Tremblay, ça c'est nouveau"

Z “des cités qui n’en vendaient pas qui s’y mettent et des guerres de territoires avec des amis d’enfance qui se tirent dessus et plein d’histoires qu’on entend en ce moment”

(ethnographie)

L’augmentation du nombre de lieux fixes de revente d’héroïne semble récente (trois ans pour Aulnay/Sevran) voire très récente (un an pour Tremblay) (ethnographie).

Ces trafics d’héroïne semblent liés à ceux de cocaïne (sur les plans proposant de l’héroïne, on y propose de la cocaïne depuis plusieurs années), mais seraient décorrélés du trafic de cannabis selon l’ethnographie.

De nombreux points de vente fixes sont identifiés dans diverses villes, et accessibles dès la fin de matinée jusqu’à tard (minuit à Aulnay). Certaines communes (Bondy par exemple) n’ont pas de point de vente fixe cependant.

Les deux plus gros points de vente d’héroïne en Seine Saint-Denis se situent dans les cités Gabriel Péri (Saint-Denis) et du Clos Saint-Lazare (Stains) selon la Police (GFP). La cité Gaston Dourdin (Saint-Denis) serait un point de vente qui prendrait de l’ampleur, toujours selon la même source. Ces points de vente sont hiérarchisés, organisés et fonctionnent à horaires fixes « *C’est une entreprise. La vente ouvre aux environs de 10-11 heures et se termine à 23 heures ou minuit.* » (GFP 93)

- Utilisation de la téléphonie mobile (Livraison, prise de rdv)
 - Les livraisons d’héroïne en Seine-Saint-Denis (Ethno, GFP) :

Les livraisons d’héroïne ne sont pas rares et identifiées dans plusieurs communes de Seine Saint-Denis (Saint-Denis, Stains, Pierrefitte, La Courneuve, Aubervilliers et Villepinte)

À Saint-Denis, une affaire de livraison d’héroïne à La Courneuve/Aubervilliers/Villepinte a été traitée par la Police en 2018 et une autre « multi-produits » (incluant l’héroïne) concernait la Seine-Saint-Denis et d’autres départements (92, 95).

Les livreurs se déplaceraient pour une quantité minimale (2gr pour 100euros puis 40euros par gr supplémentaire), à des horaires particuliers (le soir) (Ethnographie). Selon les quelques témoignages obtenus par l’ethnographie de terrain, les usagers n’ont qu’un seul numéro de livreur et non 5, 10, voire plus comme cela peut-être le cas pour la cocaïne et le cannabis. Cela nous laisse penser que ce mode de diffusion de l’héroïne est récent/peu développé pour le moment.

- Rendez-vous par téléphone :

Comme la livraison, plusieurs communes sont concernées par l’accès à l’héroïne via des « plans par téléphone » (sur rendez-vous). On peut citer Saint-Denis, Stains, Pierrefitte...

À Saint-Denis, les rendez-vous se prendraient à côté de « plans » de cité (QBS, GFP).

Le Clos Saint-Lazare à Stains serait un exemple de “four” qui opérerait une transition vers des “rendez-vous par téléphone”, aux alentours du plan. En 2018, des promotions par SMS (échantillons offerts, journée 1 achetée / 1 offert, 1gr / 30 €) auraient permis aux vendeurs de faire connaître ce nouveau mode d’approvisionnement (ethnographie).

Le cas de Stains/Pierrefitte illustre aussi ce phénomène de glissement des plans de cité vers d'autres modes d'accès au produit : historiquement, les communes de Stains et de Pierrefitte étaient plus connues pour le trafic d'héroïne, notamment à la Cité du Clos Saint-Lazare à Stains et à la Cité des Poètes à Pierrefitte. À force d'opérations policières, les familles qui tenaient ces trafics ont été écartées de ces lieux. Pour autant, de tels trafics existent toujours et des interpellations d'usagers et de revendeurs sont quotidiennes (GFP).

La revente porte sur le duo héroïne-cocaïne. Le schéma qui transparait est celui de la revente par téléphone et livraison à domicile. Le commissariat de la commune n'a pas encore eu l'occasion de focaliser des enquêtes sur des initiatives de ce type, mais ce phénomène transparait des informations qui remontent du terrain.

Un système marketing rodé :

- Des promotions, sans cesse innovantes, sont utilisées pour attirer et fidéliser la clientèle à Saint-Denis (poursuite de tendance) :
- En 2018, c'est un loto qui a été organisé autour de la vente d'héroïne (QBS) :
- Les usagers ont reçu des SMS et des relances leur indiquant les règles du loto et les lots à gagner : 1er lot : 5 grammes ; 2e lot : 2 grammes ; 3e lot : 1 gramme
- Pour participer : venir récupérer un numéro, sans obligation d'achat.

« *Salut les loulous* » « *Bonnes fêtes en famille* » « *Le grand gagnant 2017-2018 est le numéro xxx, le deuxième (...) venez récupérer vos lots...* »

- Des cartes de fidélité sont proposées : carte que l'on tamponne, 9gr achetés le 10e offert.

MODE D'ADMINISTRATION

À Paris, on constate depuis plusieurs années une augmentation de la visibilité du sniff et de l'inhalation via feuille d'aluminium (pratique appelée « chasser le dragon ») (Questionnaires bas seuil).

En Seine Saint-Denis, pas de changement majeur. En revanche, on note une poursuite, voire augmentation, de la visibilité des pratiques de consommation d'héroïne par voie fumée (QBS, Ethno), souvent associée à des consommations de cocaïne.

« *Il y a une nouvelle mode : beaucoup de gens qui la fument [l'héroïne, en dragon] parmi les jeunes (25-35 ans), et qui font du speedball fumé : héroïne et crack, pas mélangés, mais consommés simultanément* » (Ethno))

Cette pratique est plus visible chez des sous-groupes d'usagers, originaires de Roumanie (QBS Aulnay, St Denis) et d'Italie (Saint-Denis).

OFFRE / COMPOSITION

Poursuite de tendance : des compositions très peu stables dans le temps et l'espace. Les accidents par OD d'héroïne qui ont lieu à Paris montrent quasi systématiquement des achats en

Seine Saint-Denis, à des teneurs très élevées (au-delà de 30% d'héroïne, dépassant parfois les 50% en équivalent héroïne si on additionne l'héroïne, la morphine et les dérivés d'héroïne comme la 6Mono acétyle Morphine ; Source SINTES Île-de-France).

Par ailleurs, l'aspect de l'héroïne change souvent en Seine Saint-Denis. En 2017, l'héroïne était blanche, brunâtre, voire jaune. En 2018, elle apparaît plus brune, parfois granuleuse, difficile à effriter, mais toujours...soluble dans l'eau sans adjonction d'acide.

À Saint-Denis, une héroïne brune, fumable, est disponible et proposée aux consommateurs de crack pour la redescende. Elle ressemblerait à la brune disponible à Paris (QBS).

PERCEPTION :

À Paris et chez les usagers de Skénan parisiens fréquentant les CAARUD et CSAPA, on note une amélioration de la perception de l'héroïne. Assimilé à un produit de choix, de qualité supérieure au sulfate de morphine, mais plus difficilement accessible (QBS, ethnos).

En Seine Saint-Denis, l'héroïne est encore liée à des représentations très négatives. Une fracture existe entre les "anciens" qui ont connu l'héroïne dans leur jeunesse, sont passés aux TSO (et/ou consomment encore de l'héroïne) et les jeunes des quartiers populaires de Seine-Saint-Denis.

Les Jeunes des cités appellent un immeuble où est vendue l'héroïne dans une des cités « le bâtiment du diable », car il y a de la drogue, et des « shlags » (QBS Aulnay).

Parmi les jeunes, on note 2 exceptions de sous-groupes consommant de l'héroïne. Les personnes fréquentant l'espace festif alternatif (consommation de rabla) et les revendeurs ayant expérimenté (voire plus) l'héroïne qu'ils revendent (ethnographie).

PRIX :

Depuis plusieurs années, le prix est stable : 40 à 50 euros le gramme

À noter des phénomènes d'achats groupés entre usagers précaires pour pouvoir consommer quotidiennement malgré le coût relativement élevé du produit.

En Seine-Saint-Denis, comme vu par TREND les deux années précédentes, il existe la possibilité d'acheter de l'héroïne conditionné par 0,2 grammes à 20€ (BQS Aulnay)

Plusieurs sources (GFP, GFU) font état d'un conditionnement habituel de l'héroïne à 0,8 gramme malgré le fait que l'unité de revente soit présentée comme pesant 1 gramme.

À Paris et selon la brigade des stupéfiants, l'héroïne est impliquée dans 6 overdoses mortelles (cf. tableau des OD mortelles). Parmi elles, 3 concernaient des échantillons dépassant les 30% de puretés d'héroïne (39,6% dans le 10^e, 36% dans le 13^e et 39% dans le 18^e arrondissement).

L'overdose du 10^e arr. a eu lieu dans les sanisettes d'en face de la salle de consommation à moindre risques (SCMR) et concernait une personne ne fréquentant pas la structure. Le produit avait été acheté en Seine-Saint-Denis. Son taux de pureté en opioïdes dépassait les 50% et l'ensemble de ces signaux ont donné lieu à un message de veille-alerte, en lien avec la cellule de veille régionale³⁰.

En Seine Saint-Denis, les OD (mortelles ou non) liées à la consommation d'héroïne préoccupent les usagers, les intervenants de terrain, la police et les autorités de santé (poursuite de tendance). La composition très variable dans le temps et l'espace semble en effet perdurer en Seine-Saint-Denis et être à l'origine de nombreux accidents.

7 OD mortelles sont identifiées par la Police en 2018 en Seine-Saint-Denis (contre 3 en 2017) et les CAARUD les plus exposés prennent en charge plusieurs cas graves chaque année. Par ailleurs, les deux cas d'OD mortelles ayant eu lieu à proximité de la SCMR de Paris concernaient des de l'héroïne achetée dans le 93 (respectivement Villetaneuse et Sevran).

Le CAARUD d'Aulnay a dû gérer 8 overdoses en 2018 (contre 12 en 2017), via un protocole de prise en charge d'urgence incluant l'administration de l'antidote aux opioïdes (Naloxone) par l'équipe du CAARUD après appel des secours. Il s'agissait d'héroïne principalement, parfois de speedball, mais pas nécessairement dans un contexte de poly-consommations. Dans un cas il s'agissait d'une consommation d'héroïne associée à une prise de benzodiazépines. Certains usagers ont fait 2 OD dans la même année.

Des dommages infectieux ont été rapportés à Aulnay (Abscesses), liés à une augmentation du nombre de consommateurs qui utilisent des sites d'injection plus à risque (la jugulaire, le mollet, l'aïne). Ces consommateurs sont en situation de grande précarité, les plus jeunes sont originaires de Roumanie, les autres sont originaires des pays de l'Est russophones. (QBS Aulnay).

Le CAARUD de Saint-Denis a identifié 2 OD non mortelles dont un avec prise en charge médicale (arrêt cardiaque et passage en réanimation, dans un contexte de sortie récente de prison). Malgré cela, le CAARUD de Saint-Denis considère comme rare la survenue de ces accidents comparés à l'accessibilité du produit et au nombre de clients fréquentant les plans (QBS).

Parallèlement à ces constats, la diffusion de la naloxone semble très limitée, auprès des usagers qui, parfois, ne connaissent même pas l'existence de cet outil de RdR.

³⁰ Cf. Annexe 2 : Information et alerte en Addictovigilance

BUPRENORPHINE

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Parmi les personnes qui fréquentent la SCMR, ceux qui injectent le Subutex® sont majoritairement issus des pays de l'Est, géorgiens principalement. (Ethnos, QBS)

En 2018, plusieurs consommateurs historiques de Subutex®, sont passés au Skénan en usage exclusif en fréquentant le quartier de Gare du Nord (QBS).

Pendant des périodes d'incarcération, certains consommateurs de crack découvrent l'usage de Subutex® et peuvent y développer des dépendances. (2QBS Paris et Ethnologue Seine-Saint-Denis)

À Montreuil, un groupe de Polonais (une trentaine) fréquentant le CAARUD consomment de grandes quantités d'alcool et injectent du sulfate de morphine et du Subutex®. Ils ont entre 30 et 40ans. Le CAARUD accueille aussi un groupe de Géorgiens injecteurs de Subutex® depuis 2 ans environ. Au CAARUD de Bondy, depuis 2015, des personnes originaires du Penjab sont injectrices de Subutex®.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

Toujours très disponible à Paris, notamment à gare du nord et autour des stations Barbès et Château Rouge. (QBS)

En 2018, des intervenants en réductions des risques ont constaté de la vente Subutex® à la colline, dans le 18em arrondissement. Certains usagers chercheraient à revendre leurs prescriptions de Subutex® pour pouvoir se procurer du crack. (QBS) Ce phénomène (revente de MSO pour acheter du crack) est en soi loin d'être nouveau, mais n'avait pas été observé à ce point aux alentours de la colline les années précédentes.

MODE D'ADMINISTRATION

On observe au sein des usagers fréquentant les CAARUD ou les CSAPA une utilisation récurrente du Subutex® fumé, principalement en association avec du tabac et du cannabis. (QBS, poursuite de tendance). Le Subutex® peut aussi être parfois sniffé par certains consommateurs.

Les usagers d'origine géorgienne semblent être les seuls à ne pas avoir tous adopté la filtration comme préalable à l'injection, beaucoup se contentent de secouer le corps de la seringue pour le diluer dans de l'eau stérile (eau pour préparation injectable ou eau PPI). (QBS)

On observe aussi de nouveaux modes de consommation parmi les usagers appartenant à la communauté Sikh en Seine-Saint-Denis. Certains usagers diluent le Subutex® dans de l'alcool avant de le boire. Ils peuvent aussi le fumer sur une feuille d'aluminium (QBS Bondy)

PERCEPTION :

Chez certains consommateurs de méthadone, le Subutex® a mauvaise réputation. Ce phénomène peut s'expliquer notamment du fait des méfaits induits sur le système veino-lymphatique (syndrome de Popeye, lié aux mauvaises pratiques de filtration). De nombreux usagers d'origine géorgiennes ne filtrant pas leurs produits, le syndrome de Popeye est plus visible et peut être associé à la consommation de Subutex® par des observateurs non injecteurs. Néanmoins, cette mauvaise réputation est à relativiser, le Subutex® étant utilisé par de nombreux usagers comme produits de substitution, il est majoritairement considéré comme un produit de soin, permettant de combler le manque d'opiacés (QBS, ethnographie)

PRIX :

A Paris, le comprimé se vend entre 3 et 5 euros, tandis que le blister de 7 comprimés se négocie entre 15 et 20 euros (QBS).

En Seine-Saint-Denis, le comprimé de Subutex® peut être vendu à 1 euros le comprimé et est souvent conditionné en dehors de son blister d'origine (QBS)

RÉGULATION :

Le Subutex® peut être consommé en association avec de nombreux produits psychoactifs. On observe une utilisation importante du Subutex® associé avec du crack en injection, notamment à la SCMR.

SANTÉ :

On observe une augmentation de la visibilité du syndrome de Popeye lié aux pratiques d'injection des usagers d'origine géorgienne. De manière générale, on constate que la consommation de Subutex® par IV engendre plus d'abcès que la majorité des autres produits. (QBS)

MÉTHADONE

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

De nombreux injecteurs de méthadone fréquentent la SCMR en 2018, la plupart originaire des pays de l'Est.

A Aulnay, on constate une diminution de la visibilité des consommateurs de méthadone par voie intraveineuse (QBS). Les distributions de matériel ad hoc sont anecdotiques comparé à ce qui était observé en 2015. Cela est dû aux déplacements des usagers (moins de Russes/Tchéchènes qui pratiquaient l'injection de méthadone) plus qu'à un changement de modalité de consommation des personnes qui fréquentent le CAARUD.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

À Paris, c'est l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité de la méthadone en gélule qui est à signaler. (QBS/ GFU/Ethno)

En Seine-Saint-Denis, aucun marché de rue a été observé. Cependant, des intervenants en réduction des risques de Saint Denis ont été en capacité de donner un prix concernant la plaquette de méthadone gélule (10€ la plaquette). L'existence d'un marché de rue en Seine-Saint-Denis n'est pas à exclure, même si la proximité en transport de Gare du Nord peut aussi expliquer cette connaissance des usagers fréquentant des structures situées en dehors de la capitale.

MODE D'ADMINISTRATION :

Plusieurs professionnels observent à la marge des consommateurs qui trempent leurs joints dans de la méthadone (QBS). Cette pratique semble néanmoins limitée à certains usagers bien identifiés et, selon des éducateurs pourraient être lié à une volonté d'attirer l'attention.

À Paris, on note une augmentation significative de la méthadone injectée par les consommateurs réguliers de Skénan® à la SCMR. Cette augmentation concerne autant la méthadone sirop que gélule. (QBS, ethno)

La méthode pour injecter la méthadone gélule est considéré par les usagers comme beaucoup plus délicate que celle utilisé pour la méthadone sirop. Plusieurs intervenants ou usagers décrivent une préparation impliquant de presser des tampons imbibés d'alcool (distribué par les structures de réduction des risques) afin d'en récupérer les 2ml d'alcool. La personne doit ensuite vider le contenu de la gélule dans un contenant (Souvent une « Maxicup ») y ajouter les

2ml d'alcool précédemment extrait, puis chauffer la préparation jusqu'à évaporation de l'alcool. La solution obtenue est alors prête à être injectée. (Ethno)

PERCEPTION :

Les consommateurs de méthadone ont une meilleure image de ce produit par rapport au Subutex. Le Subutex procurerait moins de plaisir et serait associé au syndrome de Popeye.

L'injection de méthadone sirop est toujours aussi mal vue. « Les seringues ressemblent à des jouets tellement elles sont grosses, elle ressemble à des seringues pour chevaux ou vaches » (Interview d'usager non consommateur de méthadone par IV, Ethno Urbain)

PRIX :

Le flacon de 5mg se négocie entre 3 et 5 euros. Le prix de la plaquette de 7 gélules de 40mg se négocie autour de 20 euros. (La gélule seule se négocie entre 4 et 5 euros l'unité).

À noter, le prix semble moins volatil que le Skénan® en cas de pénurie. Les usagers ne semblent pas accepter de payer le flacon de méthadone plus chère en cas de difficultés d'achat. (Ethno urbain)

RÉGULATION :

On constate une augmentation de l'association méthadone/crack dans la même préparation d'injection à la SCMR.

SANTÉ :

Selon la brigade des stupéfiants, on observe que la méthadone a été impliquée dans deux overdoses mortelles en 2018.

SKENAN-MOSCONTIN

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Le Skénan® est utilisé par de nombreux consommateurs, notamment très précarisé, comme un accès privilégié aux opiacés.

Les consommateurs de Skénan® sont aussi de plus en plus nombreux à faire usage de crack. (Ethno, QBS)

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

Très disponible et accessible dans le secteur de Gare du Nord, le Skénan est parfois banalisé par les consommateurs. Les lieux d'achats sont ainsi identifiés depuis des années par l'ensemble des consommateurs et professionnels interrogés (QBS, Ethno). Les alentours de Gare du Nord sont surnommés par certains usagers « Sken-city »

En 2018, plusieurs usagers signalent des pénuries régulières de Skénan®. Ces pénuries vont de plusieurs heures à plusieurs jours. (Plusieurs usagers font état de disponibilité accrue du Skénan® aux horaires d'ouverture de la Salle de Consommation à Moindres Risques). A contrario, on observe un élargissement de la zone de vente du Skénan® (Stalingrad, boulevard Magenta, Barbès) qui peut s'expliquer par une présence policière accrue autour de Gare du Nord et une plus grande porosité entre fumeur de crack et injecteurs de Skénan® (ethno, QBS)

La présence de Moscontin® n'est pas rapportée par les sources. On peut tout de même citer 2 injections de comprimés de Moscontin® à la SCMR, sans toutefois pouvoir obtenir d'informations sur leurs provenances (ethno, QBS).

MODE D'ADMINISTRATION

Les intervenants travaillant à la SCMR rapportent depuis 2 ans une utilisation plus fréquente de la préparation du Skénan® en le chauffant, sans dilution préalable. La méthode serait surnommée « caramélisation » ou « à la russe ». Cette pratique consiste à faire chauffer le sulfate de morphine sans eau, jusqu'à obtenir une préparation de couleur caramel. L'eau ne serait rajoutée qu'une fois cette couleur obtenue. Ce mode de préparation est réputé plus opérant dans une démarche de recherche d'effet optimal. Pratique apportée par des personnes d'origine d'Europe de l'Est, elle tendrait à se diffuser un peu plus chaque année un peu plus. (QBS Gaïa)

On observe à la marge, mais néanmoins en augmentation, plusieurs usagers ayant une pratique de sniff de Skénan®. Ils écrasent alors les microbilles de Skénan® grâce à un support (ou à deux feuilles de papier) pour rendre le produit plus poudreux.

À noter, en 2018, beaucoup d'usagers ont pris l'habitude de passer leurs seringues dans l'eau froide avant de s'injecter. Selon les usagers, cette pratique servirait à diminuer les symptômes de maux de tête souvent constatés après une injection de Skénan®. (QBS Gaïa)

OFFRE / COMPOSITION :

L'élargissement constaté de la zone de vente du Skénan à plusieurs autres quartiers parisiens peut s'expliquer par une présence policière accrue autour de Gare du Nord et une plus grande porosité entre fumeurs de crack et injecteurs de Skénan® (Ethno urbain, QBS)

PERCEPTION :

Le Skénan est toujours aussi mal perçu par les consommateurs non injecteurs qui considèrent la pratique de l'injection comme relevant du stade le plus avancé en termes de dépendance et de décrépitude.

Chez les consommateurs de ce médicament détourné, le Skénan® est perçu comme une bonne alternative à la consommation d'héroïne parfois au même titre qu'un MSO et comme un produit de confiance, car issu d'un laboratoire pharmaceutique (QBS, ethno)

À noter en 2018, certains usagers parlent de séries de Skénan® en se référant aux codes-barres des boîtes. Ainsi certains parlent de "bonnes séries" de Skénan® ou au contraire de mauvaises séries où moins de principes actifs seraient présents, et cela en fonction du niveau de degrés de conscience modifiée ressentie. (QBS Gaïa, ethno)

PRIX :

Le prix de la gélule, de la plaquette et de la boîte de Skénan® est globalement stable d'années en années. Dégressif selon la quantité, la gélule se négocie autour de 5€, la plaquette de 7 gélules est de 20 à 30 euros tandis que la boîte de 14 gélules s'achète entre 35 et 50 euros. Ces variations de prix s'expliquent en grande partie en fonction de la disponibilité du produit au moment de la vente ainsi que des liens qui lient le client et le vendeur.

Néanmoins cette stabilité peut être bouleversé en cas d'épisode de pénuries. Le prix d'une gélule ou d'une plaquette peut alors être multiplié par deux ou trois.

Poursuite de tendance : le Skénan® est souvent utilisé comme une monnaie d'échange. Il sert à acheter d'autres drogues ou s'échange avec des produits de valeurs. On observe un troc régulier entre Skénan® et crack où 3 gélules de Skénan® s'échangent contre une galette (QBS Gaïa, note ethno urbain n°1)

RÉGULATION :

Décrite comme le Speedball (Association héroïne / cocaïne) du pauvre par les intervenants en réduction des risques, l'association Skénan® et crack est en forte augmentation en 2018, notamment à la SCMR. Cette association est décrite par les usagers comme permettant de diminuer les effets paranoïaques dus à l'injections de crack tout en bénéficiant de l'effet stimulant (QBS Gaïa / QBS STEP, ethno)

SANTÉ :

Le Skénan® est impliqué dans deux overdoses mortelles en 2018. L'une des overdoses est issu d'une seule consommation de Skénan, l'autre est en association avec de l'héroïne. (GFR)

OPIUM RACHACHA

Les sources TREND émettent des signaux réguliers de présence et de consommation d'opium dans l'espace urbain, toujours liés à la communauté indienne en Ile-de-France.

En 2018, 45Kg de capsule de pavot ont été saisis, destiné à une consommation locale par des personnes originaires d'Inde en Seine-Saint-Denis (commune non précisée). La dernière saisie significative remontait à 2016, aussi destinée à une consommation locale (1kg).

La brigade des stupéfiants ne relie pas ces saisies à des trafics, mais à un usage communautaire, ce qui va dans le sens des autres signaux TREND (aucune organisation du trafic de rue identifié). Notons toutefois une source d'un usager déclarant avoir acheté de l'opium Métro la Chapelle côté Gare du Nord. Le produit était appelé "Opium" et se présentait sous forme de pâte presque noire (latex).

Les usagers fument ce produit, en joint ou en "chassant le dragon" après dilution dans l'eau. Selon la Police, certains usagers préféreraient le mâcher.

COCAÏNE

APPELLATION :

Aucune nouvelle appellation n'est notée, à l'exception de la communauté indienne de Seine-Saint-Denis, encore peu connue...On évoque les termes de "citta", "chita" ou "coquine"

Par ailleurs, le terme de "zipette" est évoqué par des lycéens (intervention d'un CAARUD en lycée). Ce terme pourrait être rattaché au "sniff", plus globalement, que spécifiquement à la cocaïne...

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

A Paris, on constate depuis plusieurs années que la consommation de cocaïne n'est pas commune au sein des milieux les plus précaire.

En Seine-Saint-Denis, il existe une dichotomie entre les usagers fréquentant les CAARUD (plutôt âgés, très précaires, présentant des pratiques à haut risque, injecteurs, dont Géorgiens à Aulnay ou sikhes à Bondy) et les usagers insérés, plus ou moins jeunes, ne fréquentant parfois pas les CAARUD, parfois fréquentant le milieu festif alternatif techno, sniffeurs de cocaïne.

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

A Paris, la cocaïne reste peu disponible dans la rue à Paris. Il est nécessaire de se rendre en banlieue pour pouvoir s'en procurer en cité/lieu fixe.

La cocaïne est disponible presque exclusivement en livraison à Paris avec multiplication des offres de livraisons : il n'est pas rare qu'un consommateur ait à sa disposition plusieurs « plans » de livraison de cocaïne (plusieurs numéros à appeler en cas de besoin de livraison).

On observe aussi l'augmentation des centrales d'appels « multi-produit » (cocaïne, MDMA, Cannabis et parfois kétamine) et diversification du profil des livreurs (voir l'encart sur les livraisons dans la partie trafic).

Parallèlement, une augmentation des saisies de cocaïne notamment via la filière guyanaise et ses « body-packer » (mules transportant le produit à l'intérieur de leurs corps) est soulignée par la Police (GFP, poursuite de tendance).

Parmi les autres éléments marquants en 2018, on peut citer :

- Le démantèlement d'une filière d'envoi de cocaïne via Chronopost entre la Guyane et Paris
- Arrestation d'un homme en possession de produit de coupe à la cocaïne (Lidocaïne et Phénacétine). Ces produits étant souvent retrouvés en association dans les échantillons de rue revenus comme cocaïne, cela montrerait une activité de coupe de cocaïne en Île-de-France.
- Augmentation de la visibilité de la cocaïne sous forme liquide pour le transport.
- Sensible augmentation des saisies effectuées à la brigade des stupéfiants

En Seine Saint-Denis, la cocaïne est toujours très disponible et son accessibilité est en hausse. Sevran reste un des points majeurs (si ce n'est « le » point) de revente de cocaïne en cité. Aucune livraison à domicile de cocaïne n'est décrite en Seine-Saint-Denis mais les prises de rendez-vous téléphonique dans le 93 se développent. Par ailleurs, depuis 10-15 ans, les cités vendant du cannabis revendent aussi progressivement de la cocaïne. Pour illustrer ce phénomène, tous les lieux de revente de cannabis de Saint-Ouen revendent aussi de la cocaïne

depuis 2018 (GFP), les derniers points de vente exclusifs de cannabis à Saint-Ouen ayant basculé vers du multiproduit durant l'année.

« *La coke est arrivée en force (à Saint-Denis) vers 2003 dans les terrains de haschich : à chaque cargaison de shit qui arrivait du Maroc, il y avait 10kgs de coke qui passait en même temps* » (ethnographie)

Cela étant, selon la police *“les vendeurs de cannabis et de cocaïne sont différents sur les mêmes points. Ils ne vendent pas les mêmes produits et leurs circuits sont un peu différents. L'organisation du deal s'apparente à celui que l'on trouve à Saint-Denis : vendeurs, guetteurs, rabatteurs. Elle est très structurée, hiérarchisée avec des remplacements des acteurs du trafic quasiment en temps réel.”* (GFP).

Les réseaux sont très implantés, professionnalisés et très stables.

“Un vendeur tombé d'un appartement est décédé suite à une intervention de la Police. Il a été remplacé dans l'heure, sans troubles à l'ordre public. Ce qui donne une idée de l'ampleur du trafic, mais aussi de l'impact sur la tranquillité publique et de l'importance des têtes de réseau dans la tenue des secteurs” (GFP)

Sur la voie publique, le trafic est inexistant ou très discret. Saint-Denis, surtout connue pour son trafic d'héroïne (comme Sevrans est identifiée pour son trafic de cocaïne), voit le trafic de cocaïne se développer. En rue, mais aussi en cité ou des plans proposant traditionnellement l'héroïne se mettent à vendre la cocaïne (QBS).

Un usager s'est vu proposer de la cocaïne par son revendeur d'héroïne (plan par téléphone) pour la première fois cette année (ethnographie).

En rue, l'accessibilité à la cocaïne est élevée, dès 20euros le tiers de gramme.

Enfin, un système de drive donnant accès à la cocaïne est toujours identifié à Bondy.

MODE D'ADMINISTRATION :

Principalement en sniff. Peu consommée au sein de la Salle de Consommation à Moindre Risque.

OFFRE :

L'offre de cocaïne semble stable sur l'année 2018. Cette stabilité semble se retrouver tant sur la pureté de la cocaïne, que dans les produits utilisés pour la couper : phénacétine, lévamisole, caféine.

La filière guyanaise est toujours une grande source d'approvisionnement du marché de la cocaïne (cf chapitre « marché des drogues »)

PRIX :

Les prix sont stables, il est à noter qu'en Seine-Saint-Denis, la cocaïne semble sensiblement moins chère qu'à Paris et qu'il est possible de se procurer un gramme de cocaïne pour un prix entre 40 et 70€ le gramme (50 en moyenne, ce qui est stable).

Dans certaines cités, la cocaïne est accessible dès 20 ou 30 euros et vendu par tiers de gramme (certaines cités d'Aulnay par exemple).

PERCEPTION :

L'image de la cocaïne est toujours aussi ambivalente, elle bénéficie d'une bonne image, banalisée dans certains milieux insérés et est néanmoins considérée comme une drogue chère qui procure peu d'effet pour des milieux plus précaires, notamment étudiants qui semblent lui préférer la MDMA, plus rentable en termes de ratio effet/prix.

RÉGULATION :

La cocaïne est le produit le plus cité (avec l'alcool) en termes d'association (QBS, Ethnographie) :

- Coke-Cannabis : Pour diminuer les effets de la descente de cocaïne
- Coke-Héroïne : (Speedball) permet de gérer la descente de cocaïne grâce à l'effet sédatif
- Coke-Benzodiazépine : Pour atténuer les effets angoissants de la cocaïne
- Coke-Alcool : Pour maximiser les effets de l'alcool et de la cocaïne
- Coke-Kétamine : (CK) Cité en contexte sexuel gay

SANTÉ :

À Paris, le nombre d'hospitalisations suite à l'ingestion de boulettes de cocaïne liquide par des « mules » augmente. On en dénombre une vingtaine en 2018 provenant de l'Hôtel-Dieu. Ces hospitalisations ont occasionné des actes de chirurgie plus régulièrement qu'en 2017. (GFS)

Selon les sources TREND (GFS + GFP), la cocaïne serait impliquée dans au moins 7 overdoses mortelles en 2018, dont une à la salle de consommation. La comptabilité des décès diffère selon les sources : Le Groupe focal sanitaire en comptabilise 3 alors que le Groupe Focal Police en comptabilise 7 qui peuvent inclure les mêmes que le GFS

Troubles urinaires, saignements de nez, tachycardies sont les troubles les plus fréquemment évoqués.

En Seine-Saint-Denis, les dommages observés semblent stables par rapport à 2017. Parmi les dommages les plus graves régulièrement rapportés (surtout par les CAARUD), on peut citer les intoxications aiguës/overdoses (dans des contextes de polyconsommations), les dommages psychiatriques (paranoïa, plaies de grattage liées à des hallucinations/syndrome d'ekbome³¹) induit par l'intoxication cocaïne) et les dommages liés à l'injection.

CRACK – FREE BASE

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS

Très médiatisés en 2018, le crack et les consommateurs de crack ont été régulièrement au cœur de l'actualité parisienne. L'ensemble des acteurs interrogés semblent s'accorder sur une forte augmentation de la consommation de crack (GFS, GFR, GFU, Ethnos, QBS). On note aussi une augmentation de la distribution de matériel de RdR lié à l'usage de crack. (QBS, Ethnos, GFS). Notons tout de même que quelques usagers de cannabis utilisent le kit base pour fumer du cannabis sans tabac ce qui vient modérer (faiblement) cette donnée.

Cette augmentation de l'usage de crack touche l'ensemble des consommateurs fréquentant les institutions sanitaires parisiennes et de Seine-Saint-Denis. (GFS, QBS, Ethnos)

À Paris, on observe une poursuite de la diversification du profil des personnes fréquentant la Colline, scène autrefois principalement fréquentée par des personnes d'origine afro-caribéenne. On y retrouve en 2018 des usagers qui ne fréquentaient que le quartier de Gare du Nord par le passé, des injecteurs, des jeunes en errance, des personnes en état de grande précarité et de toutes origines sociales ou ethniques. Cette arrivée importante d'un nouveau public à la colline reflète l'augmentation de l'usage de crack et sa banalisation dans des parcours de poly-consommation.

Plusieurs sources font état d'une plus grande visibilité de la consommation de crack par les modous notamment à la colline, historiquement "hiérarchisé" entre usagers, usagers rabatteurs/vendeurs et modous non consommateurs. (QBS Charonne, QBS STEP)

Des « migrants » vivent dans des conditions d'extrême précarité à Porte de la Chapelle (tentes, abris de fortune...). Leurs campements se situent aussi dans une très grande proximité géographique de la colline (prolongement du talus). Le degré de porosité des usages et pratiques de consommation de substances (dont le crack) entre ces groupes de personnes suscite l'inquiétude.

En effet, plusieurs intervenants sociaux font état d'une suspicion de consommation de crack par un public de migrants vivant dans des abris de fortunes à Porte de la Chapelle. Cette hypothèse est étayée par la demande de matériel de RdR lié à la consommation de crack par des personnes

³¹ Délire de parasitose centré sur la conviction d'être infesté d'ectoparasites.

identifiées jusqu'ici comme migrantes et non consommatrices. À la fin de l'année 2018, il n'est cependant pas possible de quantifier ce phénomène et le rapport TREND IDF 2019 sera particulièrement attentif à le décrire plus précisément. (QBS, Ethno)

Plusieurs sources font aussi état d'une possible consommation de crack par un public de mineurs non accompagnés. Le site TREND IDF a pu observer un jeune homme, autrefois identifié comme un MNA maghrébin de la Goutte d'or et qui fréquente aujourd'hui régulièrement la colline et les usagers de crack.

Enfin, on observe une poursuite de tendance concernant l'augmentation de la fréquentation de la colline par des femmes. La porte de la Chapelle étant un lieu visible de prostitution, de nombreuses femmes s'y établissent pour y travailler et consommer.

On souligne par ailleurs une diffusion et une visibilité accrues de la vente et de la consommation de crack dans le métro parisien. Ce phénomène a engendré une grève appelée par les syndicats SUD et CGT entraînant une forte médiatisation et des décisions politiques liées. (Ethno)

« Ça fait trente ans que je bosse dans le métro. Les toxicos, ils ont toujours été là. Et c'est de pis en pis. » Un conducteur de métro parisien.

En Seine Saint-Denis, on constate plusieurs poursuites de tendance, entre visibilité en hausse du nombre global de consommateurs et diversification des profils socio-économiques (des très marginaux aux insérés). Les plus marginaux peuvent être migrants, attirés par le produit du fait de la proximité de leur lieu de vie avec le marché de crack. Des MNA maghrébins en errance entrent dans les consommations et deviennent impliqués dans le trafic, faisant le lien entre la colline et des zones de reventes frontalières entre Paris et la Seine-Saint-Denis (GFP 93).

Les personnes insérées sont plus visibles depuis 2-3 ans. Un défaut d'observation antérieure et/ou une absence antérieure de demande de soin pourraient expliquer ce phénomène.

« Nous observons de plus en plus des crackers, non complètement insérés, mais mieux insérés, en tout cas, ils travaillent. Auparavant, 99 % d'entre eux ne travaillaient pas, ils étaient en situation plus ou moins précaire, vivant dans des squats ou dans des logements chez des amis. Nous recevons actuellement trois ou quatre crackers qui travaillent depuis environ un ou deux ans tout en consommant du crack de manière régulière, non pas tous les jours, mais le week-end ou deux ou trois fois dans la semaine. Ils fument le crack à domicile et/ou le basent chez eux ». (GFS 93)

Les plus insérés demandant un suivi en CSAPA peuvent être très insérés (patrons d'entreprise, nouvelle tendance).

Un des points communs entre les usagers de crack encore insérés socialement est la fréquence de consommation du crack. Ils ne consomment pas en continu, mais par "épisodes" de plusieurs jours (voire une semaine) (GFS).

À Paris, les lieux d'achats et de consommation de crack sont très visibles à Paris du fait de la précarité « bruyante » des usagers. Le crack est disponible principalement sur certaines lignes du métro parisien et sur les scènes ouvertes de consommation. Trois scènes ouvertes et fixes de consommation et de vente de crack sont observées à Paris en 2018 : la colline, Stalingrad et le jardin d'Éole.

- La colline, surnommée la “colline du crack” par les médias a vu sa fréquentation augmenter significativement au fur et à mesure de sa médiatisation en 2018. (Les éducateurs intervenants en antenne mobile à la colline parlent de 100 passages en une heure d'intervention à la colline à partir du mois de septembre 2018) (QBS, ethnos). Malgré quatre évacuations en 2018, ce phénomène de regroupement de consommateurs et de vendeurs ne semble pas pâtir des différentes interventions policières. En effet, on constate un étalement géographique de cette scène de consommation au gré des interventions policières. La colline change régulièrement de places entre les deux échangeurs de la porte de la Chapelle et s'étale jusqu'au boulevard Ney.

Certains modous se positionnent ainsi sur le boulevard en proposant aux usagers ne désirant pas consommer sur place, une alternative semblable à un plan de deal fixe, sans les nuisances d'un lieu de consommation et de prostitution.

Un possible phénomène émergent concerne l'observation par un ethnologue TREND IDF de pratiques de rendez-vous par téléphone avec les modous dans la périphérie de la colline. Le client vient en voiture, fait monter le modou à l'intérieur. La voiture fait ainsi un tour des échangeurs du périphérique puis vient redéposer le vendeur à proximité du lieu initial une fois la transaction effectuée. Cette pratique d'achat, inconnu jusque-là, illustre l'expansion de la vente à de nouveaux publics. (Ethno urbain). Notons que cette pratique n'a pas été observée directement mais décrite par un usager.

- La place Stalingrad : Scène ouverte de consommation et de deal de crack depuis des années, la place Stalingrad a été marquée par un fait divers sanglant en septembre 2018 : une attaque au couteau et à la barre de fer ayant fait sept blessés. D'abord attribuée à l'usage de crack, très bruyant dans le quartier, la piste fut écartée au profit d'une pathologie psychiatrique. En réaction à cet incident et pour sécuriser le quartier, une présence policière permanente fut installée empêchant les trafics et la consommation de crack. On constate une forte diminution de la visibilité de la consommation et de la vente de crack à Stalingrad a été constatée depuis, liée à une présence policière prolongée jusqu'à la fin de l'année 2018.
- Le jardin d'Éole : située à moins de 500 mètres de la place Stalingrad, l'émergence de cette scène de deal et de consommation en septembre 2018 est liée à la « fermeture » de la scène située place Stalingrad. Moins visible qu'à la sortie du métro, on y retrouve les consommateurs historiques de la place. À noter : le jardin d'Éole étant géré par la mairie

de Paris avec un service d'entretien du Parc, nous disposons de nombreuses informations quant à la fréquentation hebdomadaire du parc par les usagers et des incidents s'y rapportant (une trentaine d'usagers présents sur site en moyenne). (QBS)

En Seine Saint-Denis, les scènes ouvertes mêlant usage et revente sont inexistantes en Seine-Saint-Denis ou très discrètes comme à Saint-Denis centre, sur le secteur de la gare (QBS/Ethno). C'est un trafic de rue, hiérarchisé, géré par une communauté guyanaise présente depuis très longtemps sur un secteur bien défini contrairement au cannabis que l'on trouve partout dans la ville (GFP 93). Dans cette commune, la mairie aurait effectué une opération de "nettoyage" (avec maîtres-chiens) des parkings et endroits squattés en centre-ville ce qui aurait provoqué un déplacement de certains crackers vers la colline (ethno)...en lien avec les JO à venir ?

Au-delà du trafic de cité bien identifié à Porte de la Villette (Aubervilliers), plusieurs rumeurs de lieux de revente plus ou moins organisées de crack circulent entre les usagers fréquentant la Seine-Saint-Denis (Aulnay, Bondy). À Aulnay (QBS), ce lieu de revente est non confirmé par la Police (GFP)...Cette rumeur est intéressante à plusieurs titres. D'une part, cela montre l'intérêt des usagers (et professionnels) sans cesse plus nombreux, sur ce sujet, mais d'autre part cela va dans le sens de ce que l'on constate globalement: Aulnay rassemble a priori les éléments nécessaires à l'implantation d'un trafic organisé de crack: Le réseau structuré et organisé de revente de cocaïne, une (petite) partie de la clientèle pour partie déjà consommatrice de crack et le pouvoir d'achat sans cesse en baisse de la clientèle d'Aulnay, toutes catégories d'usagers confondus. Il serait logique que les revendeurs continuent de s'adapter à leur clientèle...Un élément semble cependant freiner l'implantation d'un marché de crack à Aulnay : La volonté des revendeurs de ne pas voir d'usagers "stagner" dans l'espace public pour ne pas drainer une clientèle attirant trop l'attention...(QBS)

Selon l'ethnographie de terrain, de très petits trafics de cité existeraient (Aulnay, Bondy), confidentiels et de très faibles ampleurs, mais cette information n'est recoupée par aucune autre source sur ces communes en 2018.

Une affaire a concerné en 2018 la Capsulerie à Bagnolet qui est plutôt connue pour la vente de résine de cannabis et de cocaïne. Le vendeur, d'origine guinéenne, a été interpellé avec neuf cailloux de crack. Suite à des rendez-vous téléphoniques, il revendait à la Capsulerie à une vingtaine de clients réguliers. Les neuf cailloux ne correspondaient qu'à une partie de la vente d'une journée (GFP 93).

À Montreuil, le squat qui abritait un trafic de crack a été démantelé par la Police en 2018. Les investigations ont permis de démontrer un lien direct entre la colline et ce lieu de revente, les revendeurs allant chercher le produit à la colline pour ensuite le vendre au détail dans ce squat de Montreuil (GFP93).

MODE D'ADMINISTRATION :

Le matériel de RdR lié à l'inhalation de crack semble être utilisé par une grande majorité d'usagers et cela depuis plusieurs années. L'inhalation est toujours largement majoritaire, mais suite à l'augmentation générale de l'usage de Crack, on constate une plus grande demande des usagers en matériel de consommation lié à la consommation de crack par IV. La SCMR note une augmentation relative de l'injection de crack dans ses locaux et fait remonter que la majorité de sa file active est consommatrice de crack (en inhalation ou en IV), depuis son ouverture.

En Seine Saint-Denis, la voie fumée est très largement majoritaire, l'injection restant très peu observée et circonscrite aux injecteurs originaires des pays de l'Est. Des pratiques de basage (ammoniaque et bicarbonate) sont identifiées par plusieurs sources (ethno, GFS, BQS). Un usager dit acheter du crack à Saint-Denis et parfois acheter de la cocaïne pour la baser lui-même à l'ammoniaque chez lui (Ethno) ce qui montre d'une part la porosité entre « ceux qui basent » et « ceux qui l'achètent déjà basé » et d'autre part les allers-retours possibles entre achat de crack et achat de cocaïne pour la baser soi-même ...

Les outils utilisés pour fumer le crack sont le kit base, mais d'autres moyens sont décrits à Bondy. On peut citer le bang fabriqué avec une bouteille en plastique dans la communauté indienne et la « chasse au dragon » chez les utilisateurs de cocaïne chlorhydrate et/ou d'héroïne.

La récupération de « l'huile » contenue dans les doseurs usagers, via les tampons alcool est aussi décrite en Seine-Saint-Denis, comme à Paris. Ce liquide se dépose le long des parois des pipes à crack suite aux combustions successives des galettes de crack. Certains usagers récupèrent ce liquide qu'ils appellent « huile » (en chauffant ou en utilisant le tampon alcool) pour en consommer les résidus et espérer en ressentir des effets.

OFFRE :

Afin d'éviter de stagner dans le métro et attirer trop le regard des forces de police et de sécurité, les modous semblent utiliser de plus en plus le téléphone pour fixer des rendez-vous (toujours dans le métro) aux usagers (poursuite de tendance). De même, la technique de "mise en bouche" qui consiste à cacher le crack au fond de la gorge par les revendeurs et de l'avalier en cas de contrôle de police semble s'estomper petit à petit.

On peut penser que cette technique, bien connue des forces de l'ordre est aujourd'hui délaissée au profit de techniques moins dangereuses pour le revendeur comme l'utilisation de planques

dans l'espace urbain proche (mobilier du métro et rigoles d'évacuation des eaux dans les couloirs du métro). (QBS et intervenante sociale dans le métro)

PERCEPTION :

Le Crack est globalement toujours évalué comme de mauvaise qualité, les consommateurs le jugent « coupé », ayant un faible taux de pureté en cocaïne et ne procurant plus les mêmes effets positifs qu'auparavant (Ethnos, QBS). En parallèle, d'autres peuvent considérer le crack comme un produit fort, de qualité élevée. Des critères organoleptiques (comme la couleur jaunâtre ou l'odeur par exemple) peuvent être considérés comme des indices de qualité. Chez les non-consommateurs, le crack a mauvaise réputation, cette réputation semble toujours liée aux usagers de crack visibles dans l'environnement parisien : très précarisés, délaissant le soin de leurs corps et adoptant des attitudes agressives. (QBS)

Notons aussi que le crack est vu aujourd'hui par certains consommateurs comme une drogue "opportuniste" qu'on achète du fait de sa forte disponibilité.

PRIX :

À Paris, le prix du crack est stable, il est disponible à des prix variables selon les enjeux individuels entre usagers. Auprès des revendeurs l'unité de revente se négocie entre 7€ et 15€ selon le poids et la qualité supposée de la galette. (QBS)

En Seine Saint-Denis, le prix de l'unité de revente est fixé entre 15 et 20 euros selon les lieux de revente. Dans certaines communes (Bondy, Saint-Denis) on peut trouver des revendeurs proposant des échantillons de plus gros poids revendus entre 30 et 50euros (QBS, ethnographie).

SANTÉ :

Les travailleurs sociaux sont toujours confrontés à des personnes aux états cutanés très préoccupants, souffrant par exemple d'érysipèle des jambes, d'infections à staphylocoque et de lésions de grattage lié à la gale et/ou à des hallucinations induites par le crack. Les structures accueillant les usagers sont aussi toutes confrontées aux punaises de lits (Ethno, GFS, intervenants sociaux)

ECSTASY - MDMA

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Dans le milieu alternatif techno, la consommation de d'ecstasy est très banalisée. (GFU, ethnos)
“Il y a certaines soirées technos alternatives où les non-consommateurs de MDMA sont ultras minoritaires” (GFU75)

Plusieurs épisodes de consommation importante de comprimés d'ecstasy par les MNA marocains de la Goutte d'Or ont été rapporté par les équipes de terrain.

En Seine-Saint-Denis, les consommateurs de MdMA sont observés lors de soirées « warehouse » et ont le même profil que ceux décrits dans le reste de l'Ile-de-France et de Paris.

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

On observe une augmentation de 60 % des saisies d'ecstasy effectuées par la brigade des stupéfiants par rapport à 2017. La MDMA proviendrait principalement des Pays-Bas, transiterait par colis postal et serait achetée via le Darknet par les dealers. Le prix d'achat d'un comprimé d'ecstasy serait alors de moins d'un euros (GFP). Les revendeurs de MDMA/ecstasy s'approvisionnent principalement en Belgique/Pays-Bas, mais on note une augmentation de l'usage du Darknet pour l'achat en gros et semi-gros (GFP).

À Paris, on note un accès en rue à des comprimés d'ecstasy, principalement dans le 18^e arrondissement autour des stations de métro la chapelle, Barbès et Stalingrad (QBS). Comme en 2017, des comprimés d'ecstasy seraient disponibles dans le parc de Bercy dans le 13^e arrondissement. La forme cristal serait uniquement disponible en livraison. (QBS, GFU)

Lorsque la MDMA est présentée sous forme de comprimé d'ecstasy, les usagers rapportent une indication plus régulière des revendeurs quant à la quantité de MDMA contenue dans le comprimé (GFU, ethnographie).

L'ensemble des usagers interrogés font état de réseaux de revente différents entre la forme cristal et la forme comprimées. En soirée, la forme cristal est décrite comme non disponible, à l'exception d'usagers ayant déjà préparé leurs parachutes (cristaux de MDMA conditionnés dans des petits paquets de feuilles à rouler) et acceptant d'en revendre ou d'en donner. En revanche, les comprimés d'ecstasy semblent être très disponibles au sein de l'espace festif techno (GFU, GFR, QBS).

La MDMA sous forme de cristal semble être uniquement disponible en livraison, notamment via les centrales d'appel multiproduits. La disponibilité de la forme cristal MDMA tend à diminuer en soirée au profit des comprimés d'ecstasy (Ethnographie festif).

En Seine Saint-Denis, l'accès à la MDMA se fait exclusivement via les espaces festifs technos. Comme les clients qui viennent principalement de Paris, les revendeurs de MDMA se déplacent

aussi de Paris (et d'autres départements) pour revendre la MDMA sur place, dans les espaces festifs. Les revendeurs viennent donc spécifiquement d'autres départements à l'occasion de soirées pour revendre dans le 93(GFP, Ethnographie).

Aucune porosité n'est observée entre les trafics de MDMA et les produits classiquement disponibles en Seine-Saint-Denis (Cocaïne, crack, héroïne, cannabis) (GFP).

Cependant, un usager déclare qu'il lui a été proposé de la MDMA lors d'un achat de cocaïne à Aulnay (ethnographie) ce qui illustre des tentatives d'installation de trafic « en point fixe » de MDMA déjà observées auparavant (Saint-Denis) sans succès.

Une affaire réalisée en 2018 par la brigade des stupéfiants illustre l'organisation à plus grande ampleur du trafic de MDMA/Ecstasy en Ile-de-France et les liens entre la Seine-Saint-Denis et Paris. 1500 comprimés d'ecstasy achetés aux Pays-Bas ont été saisis chez un revendeur logeant à Saint-Ouen. Il entreposait les stocks chez une « nourrice » à Aubervilliers et vendait à des petits revendeurs de boîtes de nuit parisiennes entre 100 à 150 comprimés.

MODE D'ADMINISTRATION :

À Paris, de nombreux consommateurs de comprimés d'ecstasy les fractionnent afin d'en apprécier les effets et de réduire les risques de surdose.

Les consommateurs de MDMA sous forme de cristal préparent leur consommation en amont de l'espace festif techno. La consommation sous forme de parachute semble toujours privilégiée, car elle permet de peser et de répartir le produit entre amis selon les envies individuelles. Cependant, la consommation de MDMA cristal dilué dans de l'eau ou dans de l'alcool semble être en expansion, permettant, selon les usagers, de mieux fractionner leurs consommations pendant la soirée (GFU), mais laissant aussi place à des intoxications involontaires si des personnes se trompent de verre lors des soirées...

OFFRE / COMPOSITION :

On observe une augmentation de la qualité de la galénique, de plus en plus proche d'une galénique qui serait issue des laboratoires pharmaceutiques. (GFU, GFR)

PERCEPTION :

Les usagers font état d'une très bonne qualité ressentie de la MDMA à Paris. Des phénomènes de surdoses sont souvent évoqués malgré des fractionnements de consommation.

PRIX :

La MDMA sous forme cristal semble être uniquement disponible en livraison à un prix de 60 euros le gramme. Pour les comprimés d'ecstasy, l'achat en gros ou en semi-gros peut descendre à 1 euros le comprimé. La rentabilité est très importante pour le revendeur car il se négocie à 10 euros en soirée. (GFR)

SANTÉ :

Une intoxication aigue par MDMA ayant entraîné un décès est à signalée en 2018 (homme de 55ans ayant consommé dans une boite de nuit parisienne).

Aphtes, problèmes dentaires ou accidents psychiatriques aigus (« *bad trip* ») sont toujours les problèmes de santé courant les plus cités en 2018 par nos différentes sources.

AMPHETAMINE-SPEED

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Les consommateurs d'amphétamine rencontrés par le site TREND IdF sont socialement insérés ou semi-insérés.

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

Peu disponibles en livraison et en rue à Paris, les amphétamines sont disponibles via des usagers revendeurs, notamment au sein des espaces alternatifs techno (free parties). Ces usagers se fournissent principalement en Belgique ou via le Darknet. À noter que dans le parc de Bercy situé dans le 13e arrondissement de Paris, il possible de s'en procurer en soirée et le week-end. (Ethno, QBS, GFS, GFU)

Aucune consommation n'a été observée en Seine-Saint-Denis en 2018.

MODE D'ADMINISTRATION :

Habituellement consommé par voie orale (voire par sniff), un CAARUD du XVIIIe arrondissement rapporte en 2018 des consommations régulières d'amphétamines en joint, mélangé à du cannabis chez un consommateur fréquentant leur structure. (QBS)

OFFRE / COMPOSITION :

La brigade des stupéfiants fait état d'une saisie de 4 kilos d'amphétamines chez des revendeurs colombiens, mais il semble que cette saisie n'était pas destinée au marché français. Cette amphétamine fut d'abord identifiée comme de la méthamphétamine par les services de police, preuve de la rareté des saisies concernant ces deux produits. (GFR)

Nous ne disposons pas de données visibles sur une éventuelle évolution de la qualité de l'amphétamine à Paris.

PERCEPTION :

Souvent considéré comme un produit de second choix, le « Speed » est largement décrit comme un produit de remplacement en cas de difficulté à se procurer de la MDMA ou de la cocaïne. (QBS, GFU)

Ne bénéficiant pas d'une image de "produit de qualité", de nombreux usagers classent le speed comme un produit de coupe indésirable notamment pour les produits stimulants. Ainsi il n'est pas rare d'observer des usagers persuadés d'avoir consommé de la cocaïne ou du crack coupé aux amphétamines lors d'une mauvaise expérience de consommation. (QBS) Aucune analyse SINTES n'a confirmé ces ressentis. En revanche, un produit de coupe récurant de la cocaïne (et donc du crack), le lévamisole est métabolisé en aminorex une fois consommé. L'aminorex possède des caractéristiques stimulantes, qui pourrait expliquer les ressentis des usagers.

PRIX :

Entre 5 et 10 € dans les espaces festifs alternatifs techno pour un comprimé d'amphétamine.

Le gramme d'amphétamine en poudre se vend autour de 20€, avec une fourchette comprise entre 10 et 40euros (ethnographie).

RÉGULATION :

Les benzodiazépines sont souvent utilisées comme produits de régulation, notamment pour atténuer les effets psychiques liés à la descente d'amphétamines.

SANTÉ :

On observe les mêmes problèmes de santé que les années précédentes (Maux au dos, faiblesses physiques, impressions paranoïdes, anxiété, dépression).

On note une overdose mortelle liée à des consommations d'amphétamines associées à de la 3MMC en 2018 (cf. tableau des overdoses).

MÉTHAMPHÉTAMINE

APPELLATION :

Tina, T,

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

En Seine Saint-Denis, aucun groupe précis d'usager n'a été identifié en plus de quelques (rares) chemsexers déjà identifiés précédemment.

Par ailleurs et comme chaque année, la brigade des stupéfiants réalise des affaires mettant en lumière une population cachée d'origine asiatique. En 2018, elle identifie des clients philippins habitant dans le 16e arrondissement s'approvisionnant via une filière nigériane (cf disponibilité/accessibilité). Ces personnes, aides ménagères bénéficiant de peu de ressources, utilisaient ce produit pour lutter contre les rythmes de travail épuisants.

Sans connaître les détails exacts du mode d'approvisionnement (rendez-vous par téléphone, livraison, revente en appartement...), on identifie à chaque fois des sous-groupes d'utilisateurs appartenant à une communauté d'origine asiatique, uniquement identifiés par les services de police (aucune ou très peu de sources de l'ethnographie, ni des CAARUD, CSAPA ou système de soin médical).

Les seuls usagers identifiés par l'ensemble des acteurs de la RdR, du soin et de la Police sont des chemsexers.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

À Paris, la méthamphétamine est toujours présente, mais son accès reste confidentiel. Une filière nigériane est identifiée en Seine-Saint-Denis.

Si des saisies sont réalisées en Seine-Saint-Denis, ce produit n'est apparemment pas revendu aux usagers sur ce territoire (transit vers d'autres pays ou vers Paris).

À Paris l'accessibilité est faible, mais semble croissante. Les usagers doivent être en contact avec des filières bien spécifiques et fermées, mais les modalités d'accès au produit se multiplient pour les chemsexers : auprès des usagers-revendeurs qui voyagent dans des villes européennes où la méthamphétamine est plus accessible (Berlin, Londres...), via les

applications de rencontre (« Scruff » notamment), via des réseaux communautaires ou par le biais d'escorts³² dont les clients de leurs prestations sexuelles sont des chemsexers,

Sur certaines appli de rencontre, si le pseudo contient un « T » majuscule c'est que de la Tina est disponible via cette personne (GFU).

Lorsque les chemsexers y ont accès, la disponibilité du produit n'est pas constante laissant supposer que le trafic n'est toujours pas réellement structuré.

Aucune donnée ne nous permet de statuer sur la disponibilité du produit via la filière communautaire destinée aux usagers d'origine asiatique décrits chaque année par la Police.

En 2018, 4 saisies ont été réalisées en IdF (poids total de 1,890 kg) dont une exceptionnelle de 1,3kg, ce qui montre la poursuite de tendance d'accès à la méthamphétamine en IdF. Le poids total des saisies en 2018 s'élève à 1,890 kg (dont les 1,3kg à Bobigny, 125g à Saint-Denis, 370 et 95g à Paris).

Selon la Brigade des stupéfiants, la méthamphétamine serait fabriquée au Nigéria, transportée par des Nigériens qui transitent par l'Espagne. Ensuite, les passeurs viennent environ deux fois par mois en Seine-Saint-Denis alimenter les Nigériens en situation irrégulière qui revendent ensuite à la communauté philippine à Paris. Ces personnes d'origine nigériane ne consomment pas le produit. (GFP)

EFFETS :

Les effets décrits comme positifs par les usagers sont : « euphorisant », « tient éveillé », « très sexualisant », « rend volubile », « effet durable (3 à 5 heures) ».

Les contre effets identifiés en 2018 sont : « Difficultés respiratoires », « fatigue », « difficultés à évaluer son propre état », « rapidement addictif », « paranoïa », « soif importante ».

MODE D'ADMINISTRATION :

La méthamphétamine serait principalement fumée ou injectée chez les slamers.

OFFRE/COMPOSITION :

Les usagers chemsexers expriment régulièrement des doutes sur la composition de la Tina (doute sur la pureté, mais aussi doute sur le produit en lui-même certains produits pourraient être vendus comme de la méthamphétamine). Certains usagers peuvent confondre la méthamphétamine avec des cathinones (3MMC-4MEC par exemple)

³² Le terme escort, importé de l'anglais, désigne ici une certaine catégorie de travailleurs du sexe, plus précisément les personnes prostituées n'exerçant pas sur la voie publique, leur activité relevant dès lors de la prostitution en intérieur, dite « indoor ».

PRIX :

Les prix sont pratiqués au demi-gramme, au gramme, ou aux 5 grammes. À la revente, le gramme coûte 80 euros, 50 euros le demi-gramme et 350 euros les 5 grammes (GFP). Ces données illustrent une étonnante chute des prix de la méthamphétamine (200 euros le gramme selon le GFP 2017). Les données TREND IdF à venir permettront de savoir s'il s'agit d'un phénomène émergent ou d'une tendance...

CANNABIS

APPELLATION :

Les revendeurs par livraison utilisent de plus en plus fréquemment le nom de variétés de cannabis, à des fins commerciales : « White Widow », « Buddha Cheese », « Ice », etc...

« La frappe », « kétama », sont des termes rapportés par les usagers en 2018 et désignant le cannabis.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

À Paris, herbe et résine sont toujours très disponibles (plusieurs points fixes de vente intra-muros et livraisons très développées rendant le cannabis plus accessible que jamais). Dans les lieux de revente fixe, la résine semble être plus disponible que l'herbe.

Quelques éléments marquants sont à souligner en 2018 :

- L'ouverture et la fermeture de plusieurs coffee-shops proposant du Cannabis (très) faiblement dosé en THC. Ce « cannabis au CBD » a bénéficié d'une forte couverture médiatique. Plusieurs usagers ont rapporté une utilisation thérapeutique d'aide au sevrage de THC. (QBS, Ethno)
- Un réseau d'exportation d'herbe de cannabis vers la Grande-Bretagne par colis DHL a été démantelé. Il était organisé par des ressortissants chinois et malais. L'herbe provenait d'Espagne. (Saisie de 15 kilos) (GFR)
- 3 affaires de saisies de Shatter (huile de cannabis) avec des taux de pureté de 70 à 75% de THC (GFP75)
- La résine est toujours très disponible dans la rue et ce dans la plupart des quartiers du nord de Paris.
- Le Cannabis (résine et herbe) sont très disponibles via les centrales d'appel qui proposent d'autres produits (Cocaïne, MDMA au minimum).
- Le profil des livreurs se diversifie. (cf. chapitre sur la livraison par téléphone)

En Seine Saint-Denis, la Police décrit une diversification des produits accessibles, mais on constate encore des cités (“fours”) revendant exclusivement du cannabis (Stains, Pierrefitte par ex). On observe une poursuite de la présence massive du cannabis (résine et herbe) accessible dans l’ensemble du département, notamment dans de grandes cités historiquement connues pour cette activité (Capsulerie à Bagnolet, Saint-Ouen...).

À Saint-Ouen, la Police a dénombré 700 acheteurs sur un seul point de vente sur la seule journée du vendredi, veille de week-end. Ils évoquent des centaines de tonnes de cannabis mis en vente en Seine-Saint-Denis et décrivent le territoire comme un “narco-département” (GFP).

Même si ces fours persistent et sont encore très identifiés, ils semblent être fréquentés en majorité par des clients locaux et des villes environnantes (contrairement à il y a plusieurs années où ces fours drainaient une clientèle venant parfois de plus loin en Île-de-France).

On observe une revente par livraison bien moins développée en Seine-Saint-Denis qu’à Paris, les usagers déclarant encore largement se fournir dans les “fours” connus dans l’ensemble de l’IdF (Ethnographie). Cette tendance va peut-être évoluer dans les années à venir, en raison notamment à la *gentrification* progressive de la petite couronne. Les usagers les plus “insérés” décrivant des climats désagréables dans ces fours (insécurité, violence), il est probable que l’offre s’adapte à la demande (livraison notamment).

Enfin, on voit la création de drives, notamment à la Cité des 3 000 et à Sevran. Un rabatteur prend la commande du client par Snapchat, exclusivement du cannabis, laquelle est livrée à la voiture.

Nous constatons un éclatement des points de vente. Les points se multiplient, sont plus petits et plus mobiles comparés à de grosses implantations (GFP). Par ailleurs, 1 saisie de 10kg d’herbe met en lumière une filière de transit (Espagne/Angleterre) assurée par des personnes issues de la communauté asiatique. Une partie du produit est redistribuée en France (Île-de-France).

OFFRE :

Le cannabis est globalement perçu encore comme de meilleure qualité par les usagers (poursuite de tendance).

En Seine Saint-Denis et à Paris, on note une poursuite des pratiques de marketing (jeux à gratter, feuilles à rouler parfumées/blunt, etc.)

PERCEPTION :

Poursuite de la banalisation du produit. À noter avec la légalisation du Cannabis dans de nombreux pays, de plus en plus d’usagers font état de la dimension thérapeutique de leurs consommations.

PRIX :

Le trafic de rue semble s'adapter à l'augmentation massive de l'achat via livraison sur Paris. Ainsi et pour contrebalancer les livraisons exigeants un minimum d'achat (minimum autour de 50 euros en générale) on constate une diminution du prix de l'unité de revente minimum sur de nombreux plans fixes de rue à Paris (5€ pour l'unité de revente minimum sur certains points de vente parisiens).

Certains usagers rapportent une plus grande difficulté à indiquer un prix au gramme. Le cannabis étant conditionné selon le prix et sans indication de poids : « une dix euros, une vingt euros ». Le poids de l'unité de revente sera ainsi différent à chaque achat selon le conditionnement effectué par le revendeur.

SANTÉ :

Aucun élément nouveau est à signalé par rapport à l'an passé si ce n'est l'engouement croissant pour le CBD par les usagers de cannabis souhaitant modifier leur consommation. Diverses formes sont utilisées (huiles, e-liquides, sommités fleuries...), achetées en ligne ou dans des shops à Paris. Les Douanes rapportent par ailleurs avoir saisi diverses formes « cosmétiques » contenant du CBD...

LSD

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Peu consommé au sein des espaces festifs alternatifs parisiens, principalement du fait de l'inadaptation de la puissance et de la durée des effets (effets qui peuvent durer au-delà de la fin de la soirée), on retrouve le LSD principalement en soirée à l'extérieur et en festival.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

Comme chaque année, la police procède à des saisies de LSD. C'est un produit toujours présent, mais qui reste marginal.

La Brigade des stupéfiants a traité quatre affaires de petites quantités de LSD à Paris en 2018. Dans deux affaires, il s'agissait de personnes dites « désocialisées » ; l'enquête par la Police n'a pas permis d'établir la provenance du produit même si deux fois le darknet était mis en cause . Les personnes disaient avoir trouvé le produit par terre en boîte de nuit.

Les usagers décrivent une disponibilité du produit dans le milieu « psy-trance » via des usagers revendeurs.

Le LSD serait acheté principalement en Belgique ou via le Darknet en flacon, puis revendu sous forme de buvard.

Dans l'espace urbain, certains usagers citent le parc de Bercy comme lieu possible d'achat de LSD. Lorsque du LSD est présent, les consommateurs le consommeraient sur place, profitant du grand air et « de la verdure ». (Ethno Urbain)

MODE D'ADMINISTRATION :

Principalement en buvard en milieu festif alternatif. Le LSD peut se revendre à la Goutte, mais de manière marginale.

PERCEPTION

On observe une certaine fascination pour le LSD chez les clubbeurs non consommateurs. Elle serait liée aux différents mythes entourant le LSD (Ethno)

PRIX :

10€ le buvard ou 10€ la goutte

KÉTAMINE

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

À Paris, on constate un élargissement du profil des consommateurs de kétamine, de manière concomitante à la hausse de disponibilité et accessibilité (voire plus bas). Autrefois principalement consommé au sein du milieu festif alternatif, on observe sa démocratisation notamment au sein du milieu étudiant et des soirées branchées parisiennes.

En Seine Saint-Denis, les usagers fréquentant les CSAPA ont tendance à expérimenter ce produit, plus que sur les années précédentes. « *Nous avons reçu des usagers qui ont testé ou consommé de la kétamine de manière très ponctuelle lors de fêtes. Lorsqu'ils viennent nous voir, ils ne mettent pas toujours ce produit en avant.* » (GFS93)

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

On observe une hausse de la disponibilité et de la consommation de kétamine en 2018. « Elle sort de son ghetto », pour E qui fréquente les soirées alternatives branchées « c'est une mode, tout le monde a envie d'essayer ». (Ethno) On note une hausse de l'expérimentation de la kétamine dans le milieu festif alternatif et au sein du milieu festif privé (GFU, QBS, GFS, ethnos)

Au sein du milieu techno, la vente s'effectue généralement à l'intérieur des soirées festives via le microtrafic d'utilisateurs revendeurs, le trafic transfrontalier (Belgique, Angleterre, Espagne, Hollande) et l'achat sur le darknet (qui serait en hausse pour l'achat de Kétamine) (GFU, Ethnos) L'approvisionnement en dehors du milieu techno se fait par le bouche-à-oreille, plus rarement en livraison, et dans ce deuxième cas il s'agit de plans plus confidentiels par des personnes issues du milieu techno, parfois des utilisateurs-revendeurs, contrairement aux réseaux plus structurés et organisés de revente de cocaïne, MDMA et cannabis.

Il est à noter que cette hausse de la disponibilité de la kétamine a atteint un pic pendant l'été 2018, où la présence de kétamine a été observée dans l'ensemble des espaces festifs parisiens (clubbing, festivals, boîtes de nuit) (GFU)

EFFETS :

Certains utilisateurs disent consommer pour atteindre le K-Hole, qui peut être vécu comme une expérience spirituelle de renaissance psychique

MODE D'ADMINISTRATION :

Principalement sniffé en milieu festif, on constate à la marge des consommations en IV

OFFRE/COMPOSITION :

On observe une diminution de la disponibilité de la kétamine sous forme liquide au profit de la forme cristal. Au niveau de la qualité, la kétamine semble stable ; les variétés en cristaux semblent constituer maintenant l'essentiel de l'offre. La hausse de la disponibilité des formes de kétamines cristal va dans le sens d'une professionnalisation du trafic et non d'un simple détournement médical (disponible sous forme liquide)

PERCEPTION :

Chez les non-consommateurs, la kétamine est toujours vue comme une drogue « glauque », un anesthésiant pour chevaux.

Chez les consommateurs, la kétamine est vue comme une drogue pouvant être dangereuse surtout mélangée avec l'alcool. Néanmoins, elle bénéficie d'une image de produit « initiatique », à essayer une fois dans sa vie, particulièrement adaptée aux espaces festifs alternatifs.

En Seine-Saint-Denis, les professionnels de santé accompagnant les usagers présentant des troubles de l'usage de substances (principalement cocaïne et/ou cannabis) ont l'impression d'une banalisation de l'expérimentation voire de l'usage de ce produit (poursuite de tendance).

« Tous nos patients usagers de cannabis-cocaïne ont testé au moins une fois la kétamine. » GFS 93

PRIX :

Au détail, les prix tournent entre 40 et 50 euros le gramme de cristal.

RÉGULATION :

L'association alcool et kétamine est aujourd'hui largement reconnue comme dangereuse, parfois au détriment de l'idée de la dangerosité de la kétamine elle-même. Le cannabis est souvent cité pour accompagner la descente de la kétamine.

SANTÉ :

À Paris, le service de pédopsychiatrie de la Pitié a constaté une augmentation de la consommation de la kétamine par certains mineurs (dont une jeune fille par intraveineuse). Ces mineurs avaient tous en commun le fait de fréquenter l'espace festif alternatif.

En Seine Saint-Denis, aucune nouveauté ni spécificité n'est à signaler en 2018.

NOUVEAUX PRODUITS DE SYNTHÈSE (NPS)

APPELLATION :

En Seine Saint-Denis : seule la 3MMC, 4MEC sont cités par les différentes sources du site TREND du département.

À Paris et en Seine Saint-Denis, La 3MMC est le NPS qui semble le plus utilisé, et cela dans l'ensemble des espaces observés (QBS, GFU, ethno). La 4MEC est le deuxième produit le plus visible dans les deux départements.

La 3MMC et la 4MEC sont appelées « 3 » et « 4 » par les usagers qui n'utilisent ni le terme de « cathinones » et encore moins les initiales « NPS ».

On peut citer d'autres produits utilisés par des usagers à Paris : le 4-HO-MIPT, la 5-MeO-DALT, la 2,5-Dimethoxy-4-Chloroamphétamine, la N-éthylpentylone, la Mexedrone, la Pntedrone, l'Alfa PHP, la MDPV, la 5-4-BB2, la PP22, la N-Methyl A2, la Métamphrepramone, 3-MEO-PCP visibles à différents degrés en 2018

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

En Seine Saint-Denis, les seuls consommateurs de NPS identifiés sont des chemsexers. Ceux demandant des soins addictologiques en milieu hospitalier sont peu nombreux. Ils habitent et consomment en Seine Saint Denis (Pantin, Pré Saint Gervais), et à Paris.

Les consultations prep' permettent de rencontrer des chemsexers en Seine-Saint-Denis et de les sensibiliser aux risques pour leur santé avant qu'ils ne soient demandeurs de soins quant à leurs pratiques de consommation. Le travail avec un sexologue permet d'aborder ces pratiques de manière précoce et ainsi de prévenir des trajectoires plus compliquées (entrer dans des pratiques d'injection par exemple).

Il est fort probable que les chemsexers n'aient pas encore clairement identifié les systèmes de soin et de Réduction des risques à disposition en Seine-Saint-Denis, ce qui expliquerait leur faible visibilité dans le département. On peut aussi émettre l'hypothèse que l'offre de soin et de réduction des risques n'est pas adaptée à ce type de public qui ne se reconnaîtrait pas dans les dispositifs existants. Les chemsexers, très majoritairement intégrés socialement et professionnellement ne souhaiteraient notamment pas fréquenter les lieux de soins habituellement sollicités par des personnes désocialisées ou marginalisées.

À Paris, en dehors des espaces liés au chemsexe, les NPS les plus visibles sont la 3MMC, la 4MEC et la DOC (ou Dimethoxy-4-chloroamphétamine, drogue psychédélique de la famille des phénéthylamines). On les retrouve dans les espaces festifs alternatifs et dans les clubs (Ethnos, GFS, QBS, GFU). Cependant, ces consommations sont trop marginales pour apprécier les intentions de consommation, la provenance et les effets recherchés.

Les autres molécules citées précédemment sont principalement issues des analyses toxicologiques effectuées par les services sanitaires en cas d'hospitalisation due à la

consommation. On y retrouve principalement un public chemsexer ce qui semble valider l'hypothèse d'une plus grande expérimentation des différentes molécules par un public fréquentant cet espace spécifique.

DISPONIBILITÉ/ACCESSIBILITÉ :

À Paris, les NPS sont visibles par l'ensemble des sources du site TREND IdF (ethnographie, QBS, groupes focaux). Cependant, cette visibilité n'est pas nécessairement liée à des usages importants dans l'ensemble des espaces observés.

On observe néanmoins que l'utilisation des NPS n'est plus cantonnée au milieu festif gay et est visible de manière marginale au sein de l'espace festif alternatif. L'achat de ces produits s'effectue via des commandes sur le net (de surface ou darknet). Dans le milieu festif gay parisien, on observe que la "3" et la "4" sont aujourd'hui rendues plus accessibles avec l'utilisation des applications de rencontres où les vendeurs affichent clairement la disponibilité des produits dans leur profil.

Ces deux cathinones sont les plus appréciées dans l'espace festif gay et deviennent un produit de premier choix.

La brigade des stupéfiants a traité en 2018 une affaire de Fentanyl. Le fournisseur était un chimiste amateur, fabricant de Fentanyl. Il revendait le produit à un seul client qui avait lui-même trois clients. C'est l'overdose non mortelle d'un de ces trois clients qui a alerté la brigade des stupéfiants. Celle-ci a retrouvé 1,5 kg de lactose et 570 grammes de *N*-Phenethyl-4-piperidinone ou NPP acheté sur un site chinois au domicile du chimiste. Cette substance est un précurseur servant à la synthèse de fentanyl. Cette affaire paraît symptomatique de l'état du marché de Fentanyl en 2018 : très confidentiel, encore exceptionnel en IdF, mais pas inexistant...

MODE D'ADMINISTRATION :

Au sein de l'espace festif gay parisien, on constate des modes d'administration très variables selon l'environnement de consommation. Ainsi les usagers décrivent une consommation principalement par IV ou plugg/bump (bump = dilué dans de l'eau et inséré via une poire anale, Plug = non dilué en anal) lors des contextes sexuels (slam, partouzes) et un usage plus important du sniff lors de contextes plus festifs, plus dansants.

À noter, le plug est nommé "pompe" par certains usagers, ce qui peut entraîner des difficultés de compréhension avec les intervenants.

PERCEPTION :

Parmi l'ensemble des NPS, la 3MMC semble se détacher de l'ensemble des autres NPS et bénéficier d'une perception positive chez de nombreux usagers HSH.

Certains chemsexers considèrent que la 3MMC est particulièrement adaptée aux contextes festifs et sexuels, entraînant moins de troubles érectiles que les autres cathinones, alors que la 4MEC est considérée comme un produit adapté à une pratique sexuelle passive (ayant plus de conséquences sur les troubles érectiles).

La 3MMC serait aujourd'hui considérée comme un produit d'appel au sein des espaces fréquentés par les chemsexers. Ainsi la 3MMC serait utilisée comme appellation générique par les revendeurs pour les cathinones proches. Les usagers font régulièrement remonter des doutes quant à la composition des produits vendus, notamment en contexte sexuel.

RÉGULATION :

Des stimulants sexuels sont consommés pour lutter contre les effets des cathinones qui limitent les fonctions érectiles. L'Edex® (alprostadil) (spécialité pharmaceutique indiquée chez l'adulte pour induction pharmacologique de l'érection et administré par voie intracaverneuse) est cité en 2018 par les usagers (GFU).

À noter, en milieu festif gay parisien, plusieurs usagers ont fait état de consommation en sniff où les cathinones sont mélangés ($\frac{1}{3}$ 3MMC, $\frac{2}{3}$ 4MEC). Ce mélange de "3" et de "4" serait particulièrement apprécié en contexte festif dansant.

SANTÉ :

Le laboratoire de toxicologie de Garches fait état d'une prévalence de 30% des NPS parmi les cas qu'ils ont traités entre 2012 et 2017 (patients suivis en addictologie ou hospitalisés en réanimation pour intoxication aiguë à Paris)³³. (À noter que la kétamine est classée comme un NPS dans cette étude) (GFS)

On observe un cas d'overdose mortelle à une nouvelle drogue de synthèse, la 5-MeO-DALT conjointement à une consommation de 3MMC lors de relations sexuelles entre hommes. Ce produit n'est pas classé stupéfiant, mais « substance vénéneuse ». L'enquête n'a pas pu déterminer la provenance du produit. (GFS)

³³ *Prevalence of New Psychoactive Substances (NPS) and conventional drugs of abuse (DOA) in high risk populations from Paris (France) and its suburbs: A cross sectional study by hair testing (2012-2017)*. IA. Larabi et al. *International Journal of Drug Policy*, 2019.

À noter, en 2018, selon le Groupe focal sanitaire, aucun cas de décès pour la seule consommation de NPS. Les décès sont systématiquement issus d'une consommation de plusieurs produits (MDMA, cocaïne, Amphétamines principalement)

POPPERS

MODE D'ADMINISTRATION :

De nombreux consommateurs ignoreraient comment l'utiliser et c'est ainsi que plusieurs cas d'ingestion de poppers ont été signalés en 2018.

SANTÉ :

Le dispositif Fêtez-clairs constate une augmentation des cas d'asphyxie et de crises d'épilepsie en raison de consommation de nitrites, le composant le plus courant du Poppers.

GHB-GBL

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

En 2018, à Paris, on observe une diffusion du GBL/GHB hors du contexte festif gay et hors contexte sexuel (nouvelle tendance). Le GBL a été observé dans plusieurs espaces festifs parisiens non affichés « gay » ou « gay-friendly » (Clubs, soirées alternatives, boîtes de nuit) (GFU, GFS, ethnos). Les consommateurs peuvent n'utiliser ce produit que dans l'espace festif (et n'ont pas d'expérience d'usage en contexte sexuel) et ne sont pas forcément des HSH (hommes et femmes hétérosexuels). Ils n'ont parfois pas connaissance de l'intégralité des risques liés à l'usage de ce produit ni des messages et stratégies classiques de RdR (fractionner les prises, connaître la composition, notion de dose, associations à risques...)

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

On constate une augmentation de la consommation de la GBL en soirée techno (GFU, GFS, GFR). Ce phénomène a été médiatisé par certains collectifs d'organisateur de soirées, ce qui a abouti à une campagne de prévention initiée par la préfecture de police de Paris (cf contexte, environnement festif).

Parallèlement, on observe un phénomène important de moindre consommation d'alcool dans plusieurs soirées alternatives parisiennes. Ce phénomène pourrait s'expliquer par la proximité d'effets psychoactifs entre l'alcool et le GHB et aussi par la connaissance des usagers des interactions dangereuses lors du mélange GHB et alcool. (GFU)

Malgré cette hausse visible de la consommation, on ne constate pas de hausse du trafic de GHB-GBL, notamment du fait de son faible prix. Ainsi, on observe généralement des dons de pipette de GBL au sein de l'espace festif gay et de l'espace festif alternatif. (GFU, GFS)

Le phénomène de la hausse de la disponibilité du GBL-GHB semble s'amoinrir en fin d'année 2018. (GFS, GFU)

MODE D'ADMINISTRATION :

Malgré l'utilisation de plus en plus fréquente de pipette ou de seringues de 2ml achetées en pharmacie, on constate toujours une difficulté pour les usagers de doser le GHB et d'obtenir le niveau d'ivresse recherché initialement. (GFU, ethnographie)

PERCEPTION :

Toujours considéré comme la drogue du violeur par la majorité des non-consommateurs, le GBL est décrit par les consommateurs comme une alternative à l'ivresse alcoolique. (GFU)

Dans certains milieux technos alternatifs, le GBL serait devenu un produit « chic », une alternative branchée à l'alcool.

PRIX :

Pas de données concernant le prix d'achat en gros. Au détail, on observe que le GHB ne fait pas l'objet d'un trafic du fait de son prix trop faible.

SANTÉ :

On constate une augmentation des hospitalisations liées à la consommation de GHB-GBL. Par ailleurs, le GBL est impliqué dans deux overdoses mortelles en 2018.

Le 10 mars 2018, les overdoses de deux jeunes qui fréquentaient le Petit Bain, une péniche discothèque, ont marqué les esprits. C'est une bouteille d'eau trouvée par terre et qui contenait du GBL qui est à l'origine des overdoses. Une des deux personnes, un homme de 24 ans est décédé à l'hôpital quelques jours après. Quelques jours plus tard (le 15 mars 2018), au Rex Club, une boîte de clubbing, trois personnes de 19 ans (deux femmes et un homme) ont été victime d'une overdose suite à la consommation de GBL et d'alcool.

Ces 5 overdoses, à cinq jours d'intervalle ont engendré une forte mobilisation médiatique dont une campagne de prévention sur le GBL-GHB initié par fêtez-clair et la préfecture de police.

Suite à la médiatisation de ces cas marquants d'overdoses au GHB liés à la consommation d'alcool, certains consommateurs de GHB ont conclu à une absence de danger lorsqu'il est consommé sans association avec l'alcool. Cependant, en 2018, selon les signalements transmis au CEIP de Paris, 30% des cas d'hospitalisations liés au GHB étaient liés à des consommations sans alcool. (GFU, GFS)

BENZODIAZÉPINES (BZD)

APPELLATION :

Le Valium® (diazepam) est appelé « la bleue » (poursuite de tendance)

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

À Paris, aucune évolution n'est observée concernant le profil des consommateurs.

En Seine Saint-Denis, seul le CAARUD de Bondy identifie un accès très limité au Valium® (diazepam) via le marché parallèle. Il s'agit d'utilisateurs d'origine indienne bénéficiant de prescriptions de complaisance qui revendent les comprimés déballés à l'unité dans un bar de la ville (prix non précisé). Ils sont le plus souvent usagers-revendeurs.

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

À Paris, le Seresta® (oxazepam) et le Valium® (diazepam) sont disponibles auprès d'utilisateurs revendeurs autour de la Gare du Nord notamment. Le Valium® (diazepam) est aussi visible autour de la station Barbès et de la station Château Rouge.

En Seine Saint-Denis, seul le Rivotril® (clonazepam) serait accessible en marché de rue (Pantin, Metro Quatre Chemin, cf. le chapitre Rivotril® (clonazepam)®). Les autres BZD ne sont toujours pas disponibles/accessibles en marché de rue (hors troc/usage-revente). L'absence de prix renforce le signal d'absence de marché en Seine-Saint-Denis. Chez les plus précaires (QBS Aulnay), le Seresta® (oxazepam) et le Valium® (diazepam) sont les BZD qui font l'objet de plus d'abus.

MODE D'ADMINISTRATION

Valium® (diazepam) et Séresta® (oxazepam) sont ingéré majoritairement. L'inhalation et le sniff paraissent plus à la marge.

On note quelques rares consommateurs de Valium® (diazepam) par IV à la SCMR.

En Seine Saint-Denis, la voie orale est privilégiée devant le sniff (aucun injecteur n'est décrit par les sources du site TREND IdF en 2018).

PRIX :

La plaquette de Valium® (diazepam) 10 mg est disponible à Barbès au prix de 3 euros, la boîte de Séresta® (oxazepam) (30 comprimés de 10 mg) à 5 euros. Les génériques semblent très rares et peu appréciés des usagers.

RÉGULATION :

Les benzodiazépines sont citées comme produit de régulation pour l'ensemble des autres produits. Les associations en cause en 2018 sont : Speed/benzodiazépines; cocaïne/benzodiazépines; Crack/benzodiazépines ; Opiacé/benzodiazépines; Alcool/benzodiazépines.

RIVOTRIL® (CLONAZEPAM)

APPELLATION :

La « réda », la « roja », la « rouge », « mère courage ».

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS

Dans une logique de prolongation territoriale, des MNA marocains consommateurs de Rivotril® (clonazepam) sont identifiés sur la ligne 7 en Seine Saint Denis et dans le quartier de la goutte d'Or. (Voir focus usagers "les MNA maghrébins de la Goutte d'or" dans la partie espace urbain. C'est la seule nouvelle population consommatrice de Rivotril® (clonazepam) observée en 2018 en plus des populations habituelles (précaires, fréquentant les CAARUD, polyconsommateurs).

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

À Paris, le Rivotril® (clonazepam) est revendu en rue, boulevard de la chapelle, face à la station de métro Barbès Rochechouart. Les revendeurs proposent ainsi plusieurs produits : Rivotril® (clonazepam), MDMA, cigarette de contrebande et cannabis. (Ethno)

En Seine Saint-Denis, le Rivotril® (clonazepam) est revendu en rue dans la ZSP “quatre chemins” (ligne7). Selon la Police, cette zone ressemblerait “de plus en plus à Barbès”... (GFP)

EFFETS :

Chez les MNA maghrébins de la Goutte d’Or, les effets recherchés sont la désinhibition permettant un passage à l’acte délictueux. On observe aussi une dimension d’automédication face aux traumatismes de la migration et de la vie de rue. (Ethno, GFS)

MODE D’ADMINISTRATION :

Le Rivotril® (clonazepam) est ingéré dans la très grande majorité des cas. On observe très à la marge certains consommateurs qui préfère le fumer en association avec du cannabis. (QBS, ethnos)

PERCEPTION :

Bénéficiant d’une image positive chez les MNA maghrébins de la Goutte d’Or qui en consomment. Le Rivotril® (clonazepam) est vu comme une aide au quotidien. Ces MNA n’emploient pas de mots associés au soin pour désigner le Rivotril® (clonazepam), mais ne stigmatisent pas la consommation des autres enfants. Cette consommation et les comportements associés sont même valorisés au sein du groupe. (Ethno urbain)

PRIX :

Le comprimé de 2mg de Rivotril® (clonazepam) se négocie entre 1 et 2 euros, mais il n’est presque pas disponible à l’unité.

La plaquette est l’unité de revente la plus courante et elle se négocie entre 7 et 10 euros. Les MNA maghrébins de la Goutte d’Or achètent le Rivotril® (clonazepam) principalement sous forme de plaquette et bénéficie des mêmes prix de revente que les adultes.

La boîte de Rivotril® (clonazepam) se négocie entre 15 et 20 euros. (QBS, ethno)

SANTÉ :

Les pratiques de scarifications massives sont largement associées à la consommation de Rivotril® (clonazepam) par les intervenants sociaux s'occupant des MNA. Les intervenants décrivent des passages à l'acte (scarifications) systématique lors des épisodes de consommations importantes. Ils émettent l'hypothèse que la consommation massive de Rivotril® (clonazepam) empêche de ressentir son enveloppe corporelle et que la scarification de ces jeunes est une réponse à ce manque de ressenti. La scarification en groupe n'est pas vécue négativement par les enfants, qui ne stigmatisent pas cette pratique entre eux, semblant parfois en tirer une certaine fierté. (QBS, ethnos)

Par ailleurs, les MNA sont confrontés aux problématiques somatiques associées aux passages à l'acte délictueux (vol à l'arraché, cambriolage, errance, clochardisation), avec de nombreux passages aux urgences dues à des blessures (fractures, plaies ouvertes) (Ethno, GFS)

On constate quelques surdoses, principalement lors des épisodes de poly-consommations (MDMA et alcool). (GFS)

ARTANE® (TRIHÉXYPHÉNIDYLE)

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS

Seul le CAARUD STEP rencontre des consommateurs d'Artane® (trihéxyphénidyle).. Ce sont tous des hommes, d'origine maghrébine, d'une quarantaine d'années, en situation de grande précarité, sans emploi. Ils ont peu ou plus du tout de liens avec leur famille et sont relativement isolés. (QBS Step)

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

Selon STEP, l'Artane® (trihéxyphénidyle). serait disponible au métro Château Rouge au même titre que de nombreux médicaments vendus au marché noir. Cette information n'est cependant pas recoupée par d'autres sources.

EFFETS :

Les effets recherchés avec ce produit sont la désinhibition et le sentiment de « toute-puissance » qu'il provoque. (QBS STEP)

PRIX :

15€ la boîte de 20 comprimés au métro Château Rouge

RÉGULATION :

STEP constate des consommations d'alcool et de cannabis afin d'accentuer les effets de désinhibition de l'Artane® (trihexyphénidyle). De même, on observe régulièrement une consommation de benzodiazépines (Valium® (diazepam) principalement) afin de diminuer l'assèchement de la gorge provoqué par l'Artane® (trihexyphénidyle) et pour soulager les symptômes de la descente (nervosité, sensation d'étouffement, anxiété).

SANTÉ :

Les éducateurs du CAARUD STEP observent plusieurs effets délétères sur la santé psychologique des usagers : Confusion, troubles de la perception, pertes de mémoire.

PROTOXYDE D'AZOTE

A Paris, on note une augmentation de la consommation au sein et hors du milieu festif techno (GFS, GFR, ethno-Urbain 2, QBS). Le profil des consommateurs est jeune (de 15 à 30 ans) et insérés (Ethnos, QBS). Plusieurs usages ont été rapportés au sein de soirée dans les catacombes (Ethnos). Des percuteurs sont actuellement commercialisés sur internet pour faciliter la consommation.

En Seine-Saint-Denis, des cartouches vides sont identifiées dans plusieurs cités (Pierrefite et Montreuil) (GFP, QBS)

Aucune donnée complémentaire ne permet d'étayer le phénomène en 2018. Les capsules ayant été identifiées en fin d'année, ce produit est à surveiller en 2019.

LYRICA® (PREGABALINE)

DESCRIPTION DES CONSOMMATEURS :

Les seuls usagers identifiés sont les MNA (GFP93)

À Paris, c'est la Consultation jeunes consommateurs de l'association Charonne et les urgences de Robert Debré qui rapportent une consommation de Lyrica® (prégabaline) par des MNA.

Cependant, en 2018, le Lyrica® (prégabaline) n'est pas visible par les intervenants sociaux travaillant avec les MNA maghrébins de la Goutte d'Or.

Cependant, des éléments récents montrent que ce médicament est expérimenté par des groupes « cachés », insérés socialement et consommant ce produit dans un cadre privé, à domicile (cf santé).

DISPONIBILITÉ / ACCESSIBILITÉ

À Saint-Denis L'accessibilité au Lyrica® (prégabaline) serait croissante et un trafic de rue est observé au Metro 4 chemins à Pantin (associé au trafic de Rivotril® (clonazepam)).

EFFET :

Sans entretien ethnographique, il nous est difficile de décrire les effets précis recherchés par les MNA. Il apparaît que ces consommations seraient plus opportunistes que des réels choix orientés par des effets précis recherchés.

RÉGULATION :

Le Lyrica® (prégabaline) est consommé en association avec les autres produits consommés par les MNA (alcool, cannabis, Rivotril® (clonazepam)).

SANTÉ :

Une affaire a porté début 2019 sur deux étudiants dans le X^e arrondissement, insérés, décédés suite à des consommations de cocaïne associée à une quinzaine de comprimés de prégabaline chacun. En l'absence de plus amples détails, nous ne pouvons conclure quoique ce soit sur un éventuel phénomène émergent...



PREFECTURE DE POLICE DE PARIS
Monsieur le Préfet Michel DELPUECH
7-9, boulevard du Palais
75195 PARIS RP

Paris, vendredi 9 novembre 2018

Objets : nuits parallèles, produits stupéfiants, agressions homophobes

Copie : Monsieur le Procureur de la République de Paris

Monsieur le Préfet,

Le SNEG & Co, organisation professionnelle regroupant des exploitants d'établissements nocturnes, restaurants, bars et discothèques, a pris connaissance par voie de presse des opérations de police menées le week-end des 15 et 16 septembre derniers dans des « soirées techno » de type warehouse.

Ne connaissant pas l'origine de ces interventions qui ont donné lieu à perturbation ou annulation des dites soirées, nous prenons acte de ces CODAF ou équivalent visant à s'assurer du respect de toutes les obligations (sociales, fiscales, douanières, sécuritaires...) auxquelles nos adhérents sont eux-mêmes soumis au quotidien dans le cadre de leur exploitation, et pour lesquelles ils font l'objet de multiples contrôles,

Ces « nuits parallèles », ainsi que nous les désignons, constituent en effet bien souvent une concurrence d'autant plus déloyale pour les établissements « traditionnels » de nos adhérents, qu'elles se tiennent dans un contexte économique et social caractérisé par de nombreuses irrégularités et infractions (travail dissimulé, absence de contrat SACEM et SPRE, billetterie en espèces uniquement...) et qu'elles attirent un public d'autant plus séduit dans la mesure où tout lui est permis (hyper alcoolisation, consommation et trafic de stupéfiants, non-respect de l'interdiction de fumer...) dans un cadre hors des obligations relevant de la sécurité du public (absence de commission de sécurité, d'étude d'impact acoustique...).

Héritières des free party ou rave de fin du siècle dernier, ces soirées qui accueillent pour certaines plus de 1 000 personnes, en ont gardé l'esprit permissif mais se sont inscrites dans un modèle économique agressif effectif, bien que souterrain et parallèle.

SNEG & Co
22, rue d'Anjou 75008 Paris - Tél : 01 44 94 19 89 - Fax : 01 42 65 16 21
Mail : contact@snegandco.fr Web : www.snegandco.fr FB : [facebook.com/snegandco](https://www.facebook.com/snegandco)
Syndicat professionnel n° 21 039



Lors d'une réunion du 28 février dernier, nous avons sensibilisé Monsieur Matthieu Garrigue-Guyonnaud à ce sujet et nous continuons ponctuellement à l'alerter sur ce sujet sensible qui, par le manque d'équité entre ces nuits parallèles et celles de nos établissements traditionnels, suscite la grogne et la colère parmi nos adhérents.

De même, nous avons pris connaissance de l'opération de divers services de police, DSPAP, DRPJ... dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 octobre derniers sur les quais des 12^e et 13^e arrondissements pour lutter contre les dealers et consommateurs de produits stupéfiants.

Comme nous vous l'indiquions le 16 avril dernier lors de la réunion que vous présidiez autour des faits multiples liés à la consommation de GBL/GHB, les exploitants de lieux de nuit sont désarmés face au trafic et à l'usage de produits stupéfiants dans leurs établissements. Exception faite de ceux qui tolèrent ou même laissent faire dans leurs murs, l'immense majorité des professionnels que nous représentons sont conscients de leur obligation à lutter contre ce phénomène qui met en danger leur clientèle et aussi leur établissement.

Les efforts déployés par les exploitants (services de sécurité, formation des personnels, coopération avec les associations ad hoc, extraction précautionneuse des clients repérés, sensibilisation de la clientèle...) ne sauront toutefois jamais contenir ce fléau qui dépasse les services de police eux-mêmes en dépit de tous leurs moyens.

Aussi, nous ne pouvons que saluer des interventions des services de police quand ceux-ci viennent contrôler et interpellé sur site, dealers et consommateurs avant même qu'ils ne tentent d'entrer dans nos clubs.

En revanche, quand cette opération était menée aux abords des établissements, là où la réglementation du CNAPS interdit à nos services de sécurité d'intervenir, nous n'avons pas compris vos propos repris (serait-ce de manière incomplète ?) dans « Le Parisien » où vous rappelez exclusivement que « les responsables ne peuvent s'exonérer de leurs responsabilités quant à l'interdiction de consommations de stupéfiants à l'intérieur de leurs établissements ».

Comme évoqué précédemment, les gérants d'Etablissements Recevant du Public, connaissent leurs obligations en la matière et déploient les moyens dont ils disposent pour un résultat qu'ils ne peuvent malheureusement toutefois garantir, notamment parce que les fouilles au corps leurs sont interdites. Le fait que les dealers soient en dehors des clubs vient renforcer nos dires selon lesquels les consommateurs entrent dans nos lieux avec sur eux les produits qu'ils ont préalablement achetés sur Internet ou en dehors des clubs.

L'image des professionnels de la nuit souffre d'un manque de reconnaissance auprès des pouvoirs publics, des institutions ou encore des acteurs des secteurs de la banque ou de l'assurance. La menace de la fermeture administrative fragilise leur entrepreneuriat et de nouveau, exception faite de quelques exploitants hors cadre que nous nous refusons à représenter et défendre, nous espérons votre adhésion à l'existence d'une nuit professionnelle, formée et responsable, gage d'une confiance réciproque et d'une amélioration de cette image.

SNEG & Co

22, rue d'Anjou 75008 Paris - Tél : 01 44 94 19 89 - Fax : 01 42 65 16 21
Mail : contact@snegandco.fr Web : www.snegandco.fr [Facebook.com/snegandco](https://www.facebook.com/snegandco)
Syndicat professionnel n° 21 039



Dans le souci légitime de redynamiser la vie nocturne, porteuse d'emplois et de ressources, partie intégrante de l'offre touristique pour ses visiteurs, composante essentielle de la vie de ses résidents, Paris tente de reprendre une place de choix face à de nombreuses autres capitales européennes.

Toutefois, cette offre nocturne ne peut se présenter sous deux dimensions diamétralement opposées. Les professionnels que nous représentons sont soucieux du respect du cadre légal, de toutes les obligations qui sont les leurs et sous le contrôle de toutes les polices administratives, judiciaires et de proximité relevant de vos services au sein de la Préfecture.

Aussi, nous renouvelons notre demande, dans un souci d'équité, de veiller à ce que tous les acteurs de la nuit soient soumis aux mêmes obligations et aux mêmes contrôles en assurant une surveillance et une vigilance particulières sur les nuits parallèles qui s'en exonèrent bien souvent, prétextant pour s'en défendre une exigence artistique et une liberté de création. Professionnalisme et respect du cadre légal ne sont pas antinomiques avec création artistique et innovation culturelle, l'essentiel reposant sur la sécurité du public et l'équité de traitement pour tous.

Enfin, nous profitons de ce courrier pour attirer votre attention sur la multiplication des violences homophobes rencontrée sur Paris ces derniers mois. Nous étions présents à la réunion organisée en Mairie de Paris le mercredi 24 octobre dernier, à laquelle participait également Matthieu Garrigue-Guyonnaud au titre de la Préfecture de Police. Comme lui, nous partageons l'analyse que le nombre de plaintes enregistrées n'est visiblement pas en correspondance avec le nombre d'actes homophobes réels, plus volontiers relayés sur les réseaux sociaux.

A travers notre réseau d'établissements adhérents, nous allons réaliser une campagne d'affichage pour informer la population LGBT cliente de nos lieux de la conduite à tenir en cas d'agression verbale ou physique, l'inciter à déposer plainte en lui donnant des informations pratiques sur le « comment faire » : privilégier le 17, agir dans les meilleurs délais, préciser la circonstance aggravante... Comme pour la thématique des discriminations travaillée avec le Procureur de la République et votre prédécesseur en 2013, nous espérons pouvoir aboutir à la réalisation de solutions concrètes pour endiguer cette vague d'agressions.

Sur ce dernier sujet comme sur les précédents évoqués dans le présent courrier, nous restons disponibles pour l'ensemble de vos services et vous-même.

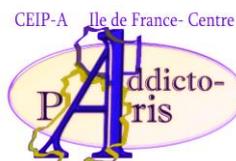
Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de notre considération.

Olivier ROBERT
Président

Rémi CALMON
Directeur Exécutif

SNEG & Co

22, rue d'Anjou 75008 Paris - Tél : 01 44 94 19 89 - Fax : 01 42 65 16 21
Mail : contact@snegandco.fr Web : www.snegandco.fr FB : [facebook.com/snegandco](https://www.facebook.com/snegandco)
Syndicat professionnel n° 21 039



Information / Alerte en Addictovigilance sur les risques de dépendance et d'usages abusif, détourné et illégal en Île-de-France liés à la consommation de psychotropes et stupéfiants

Alerte



**Pour
information**

Information sur une héroïne fortement dosée circulant en Île-de-France à l'origine d'une overdose fatale en novembre 2018 : vérifier l'accessibilité du Nalscuc® pour les usagers

Cette fiche ne se substitue pas l'obligation de déclaration de cas de pharmacodépendance ou d'abus graves* au CEIP-A de Paris par tout moyen: tél:01 40 05 42 70, fax:01 40 05 42 67, ou mail: ceip.addictovigilance-paris@lrb.aphp.fr

Date de réception ARS : 21/12/2018

N° Fiche ARS :

Description

La brigade des Stupéfiants de Paris signale la circulation d'une **héroïne fortement** dosée à l'origine d'un cas d'overdose **mortelle** en novembre dernier.

L'analyse du reliquat du produit trouvé sur place montre une teneur en **équivalent héroïne exceptionnellement haute, de 51.3%** :

- Héroïne base : 39.6%
- 6-monoacétylmorphine : 11.7%.

A titre de comparaison, la teneur moyenne des analyses effectuées sur les échantillons d'héroïne en 2017 par l'INPS (l'Institut National de Police Scientifique) **est de 16%**. Pour la même année le dispositif SINTES montre également une teneur moyenne inférieure à 20% pour l'héroïne, avec 10/54 échantillons collectés par SINTES qui présentaient une teneur moyenne en héroïne supérieure à 30%.

Ces résultats s'inscrivent dans un contexte d'augmentation de l'offre de l'héroïne constatée par le réseau TREND.

L'ARS attire l'attention des professionnels et des usagers sur une possible circulation d'échantillons d'héroïne fortement dosés en Île-de-France.

Cette information doit se lire dans le contexte où il s'agit **d'un troisième décès avec l'héroïne entre octobre et novembre 2018 à Paris intramuros et cela avec des concentrations d'héroïnes > 30%**.

Le CEIP-A de Paris attire l'attention sur la possibilité d'achat d'héroïne fortement dosée (69%) également sur Internet, déjà constatée sur la base d'un signalement effectué.

Il semble nécessaire au vue de ces informations de se questionner sur la bonne disponibilité du Nalscuc® pour les usagers et de faire un point à ce sujet rapidement avec l'ARS et le centre d'addictovigilance.

Une note d'information a été publiée sur le site internet du CEIP-A de Paris pour rappeler le mode d'approvisionnement des CAARUD via l'officine :

<http://addictovigilance.aphp.fr/2018/10/22/le-nalscuc-desormais-disponible-dans-les-caarud/>

Réduction des risques et recommandations à destination des usagers

Les taux d'héroïne sont très variables d'un échantillon à l'autre dans le temps et l'espace (d'un jour sur l'autre au même endroit de revente, d'un lieu de revente à l'autre), particulièrement en Île de France, où il a varié entre 6% et 34% entre novembre 2010 et décembre 2011.

Une information en continu et un rappel des conseils de base de réduction des risques liés à l'usage d'opiacés auprès des usagers s'impose donc de manière permanente:

- Ne pas consommer seul
- Commencer par une *très faible dose*, surtout lors d'un nouvel achat
- Favoriser le « sniff » à l'injection ou à la voie fumée, surtout lors d'un nouvel achat
- Eviter les mélanges favorisant la survenue de détresses respiratoires (Alcool, benzodiazépines, tout opiacé, y compris les traitements de substitution (TSO) ou autres médicaments opiacés tels que ceux utilisés dans le traitement de la douleur).
- Recours au service des urgences en cas de suspicion d'overdose, afin de bénéficier d'un traitement par la Naloxone.

Réduction des risques et recommandations à destination des professionnels de santé

Aux urgences :

Penser à une intoxication aux opiacés chez tout patient présentant une bradypnée et un myosis serré. L'intoxication aux opiacés est une urgence vitale. Deux modalités de prise en charge peuvent être envisagées : intubation et ventilation mécanique et/ou administration de naloxone.

La naloxone est l'antidote spécifique (antagoniste morphinique). Elle peut être prescrite en cas de coma opiacé ou de troubles de conscience d'étiologie inconnue avec bradypnée et myosis bilatéral. La naloxone permet de lever la dépression respiratoire produite par les opiacés, en même temps qu'elle améliore la conscience. Elle est inefficace sur la buprénorphine. La dose initiale est nécessairement empirique et doit être recherchée par tâtonnement. Une injection intraveineuse lente (titration) peut être répétée jusqu'à la réversibilité de la dépression respiratoire. En cas d'échec après une dose cumulée de 2 mg, il faut rechercher une autre étiologie au coma. Il n'est pas recommandé de réaliser une antagonisation complète dès le bolus initial, du fait d'un risque de sevrage aux opiacés. Une perfusion continue est recommandée à la suite du bolus initial s'il existe un risque de remorphinisation secondaire, notamment en cas d'intoxication avec un morphinique ayant une durée d'action prolongée (méthadone).

Devant toute suspicion d'intoxication aiguë liée à une conduite addictive, un patient peut bénéficier d'une consultation avec l'équipe de liaison et de soins en addictologie, qui pourra proposer une prise en charge ad hoc.

Faire son possible pour qu'un prélèvement conservatoire soit réalisé. Ce prélèvement pourra servir ultérieurement pour la recherche de toxiques.

Risque Emergent Connu

Usage Abusif Détourné Illégal Pharmacodépendance

Information présentant un caractère Régional National International

Enquêtes et suivi :

Suivi national ou enquête d'addictovigilance Plan de gestion des risques

Mesures particulières

Précision :

Pour plus d'information, vous pouvez vous connecter à <http://addictovigilance.aphp.fr/>

Sources

<input type="checkbox"/> Agences sanitaires	
<input checked="" type="checkbox"/> Associations, structures spécialisées	CAARUD, Réseau TREND SINTES
<input type="checkbox"/> Autres	

Actions à mettre en place

- Signalement des cas similaires à l'adresse mail : ceip.addictovigilance-paris@lrb.aphp.fr
- Vigilance et retour d'expérience à l'adresse mail : ceip.addictovigilance-paris@lrb.aphp.fr

Pour diffusion vers

<input checked="" type="checkbox"/> Professionnels de santé	<input checked="" type="checkbox"/> Associations, CSAPA, CAARUD
	<input type="checkbox"/> Urgences et SAMU
	<input type="checkbox"/> Autre Préciser :
<input checked="" type="checkbox"/> Usagers	

CORRUSS

Pièces jointes à la fiche :

Fiche RDR Opiacés

Fiche RDR Héroïne

* Article R. 5219-13 du code de la santé publique : "Tout médecin, chirurgien dentiste ou sage-femme ayant constaté un cas de pharmacodépendance grave ou d'abus grave d'une substance, plante, médicament ou autre produit mentionné à l'article R. 5219-2, en fait la déclaration immédiate, au CEIP sur le territoire duquel ce cas a été constaté." "De même, tout pharmacien ayant eu connaissance d'un cas de pharmacodépendance grave ou d'abus grave de médicament, plante ou autre produit qu'il a délivré, le déclare aussitôt au CEIP sur le territoire duquel ce cas a été constaté." "Tout autre professionnel de santé ou toute personne dans le cadre de son exercice professionnel ayant eu connaissance d'un tel cas peut également en informer le CEIP sur le territoire duquel ce cas a été constaté."